

1940-

Volume II

Affaires étrangères et politique générale des protectorats.
(36 membres.)

MM.

Alexandre BACHELET.
Jacques BARDOUX.
Henry BÉRENGER.
Aimé BERTHOD.
René BESNARD.
Jean BOIVIN-CHAMPEAUX.
Victor BORET.
Henry BOURDEAUX.
Albert BUISSON.
Joseph CAPUS.
Stanislas de CASTELLANE.
Marquis de CHAMBRUN.
DEJARDINS.
Camille FERRAND.
FOURMENT.
GASNIER-DUPARC.
HENRY-HAYE.
André HONNORAT.

MM.

JOVELET.
François LABROUSSE.
PAUL LAFFONT.
Pierre LAVAL.
LEFEBVRE DU PREY.
Comte de LEUSSE.
de LUDRE.
Alexandre MILLERAND.
MOLLARD.
PARAYRE.
PAUL-BONCOUR.
Albert PEYRONNET.
PICHERY.
Marcel PLAISANT.
Charles REIBEL.
René RENOULT.
T. STEEG.
Robert THOUMYRE.

FABRIQUE DE REGISTRES • COPIES DE LETTRES • CARNETS

LITHOGRAPHIE
TYPOGRAPHIE
GRAVURE
CARTONNAGES

FOURNITURES DE BUREAUX ET DE DESSIN



FORTIN

BUREAUX & MAGASINS

59, Rue des Petits-champs

PARIS

USINES : 184, F⁹ St Denis, PARIS
13, rue du Moulin d'Ecorce
24, Avenue G. Clémenceau
NEVERS

LOUVRE

{ 52-52 52-53
52-54 52-55
22-12 22-13

Pour avoir un registre semblable, rappeler le N^o ci-dessous

N^o

MODÈLE 117

REGISTRE DU COMMERCE : SEINE N^o 53 260 - NEVERS 128^{B1}

Sénat

Commission des Affaires Etrangères

Procès-verbaux des séances
du ^{1^{er} décembre} ~~20 novembre~~ 1939 au 15 MARS 1940

=

(Séances de guerre, t. 2)

Vendredi 1^{er} Décembre 39. - 15 heures.

Présidence de M. Henry Bérenger, Président.

Présents: MM. M. Plaisant, v. Prêt, Bardoux, Capus, Renault, Pithery, Al. Bachelet, S. Mireaux, Boivin-Champeaux, Milderand, H. Hays, Honorat, C. Ferrand, de Chambrun, Braye, Labrousse, Fournent.

Excusés: Boret, Leclerc du Préj.

Négociations anglo-franco-russes

M. Jacques Bardoux lit un rapport sur les négociations anglo-franco-russes.

M. le Prêt félicite et remercie M. le Rapp^t au nom de la Com.

La Com décide que le rapport sera annexé au présent Procès-verbal (v. ci-après), et communiqué aux membres de la Com et du Govt.

M. Labrousse. - Pourquoi ne pas l'adresser aussi au Prêt de la République ?

M. le Prêt. - Nous ne le faisons pas jusqu'ici, mais rien ne s'y oppose.

La séance du Sénat passant aujourd'hui plusieurs de nos collègues, la discussion du remarquable rapport de M. Bardoux pourra se produire utilement à l'une de nos séances ultérieures. A ce moment, chacun de vous aura pu prendre ample connaissance des considérations qui viennent de nous être présentées. Peut-être y aura-t-il des recherches à faire, et sur les insuffisances diplomatiques du G^t polonais d'alors, et sur les réactions des Etats baltes à l'égard des propositions russes.

M. Labrousse. - Pourquoi ne pas donner la publicité au rapport ?

M. le Prêt. - Ce serait, en tout cas, prématuré; il conviendrait que d'abord la Com l'ait discuté. Elle voudra sans doute le faire avant la fin de l'année. (Approbation)

Après un échange d'observations sur la situation internationale, entre MM. Honorat, R. Renault, le Pr^s, la C^{or} fixe au vendredi 15 décembre sa prochaine réunion pour l'audition de M. Pernet, Min^{re} du Blocus.

Séance levée à 16 heures.

IV:

Commission

des

Affaires Etrangères

Séance du 1^{er} Decembre 1939

Rapport présenté

par

M. Jacques BARDOUX

sur

LES NÉGOCIATIONS

ANGLO-FRANCO-RUSSES

(20 Mars - 23 Août 1939)

Messieurs,

Pour avoir le droit de porter un jugement sur les négociations Anglo-Franco-Russes d'avril-août 1939, d'émettre un avis sur leurs chances de succès et sur les raisons de leur échec, il faut avoir présents à l'esprit trois ordres de faits historiques : l'emprise de l'Allemagne sur la Russie moderne, la carte orientale de l'Europe versaillaise, les étapes des relations germano-soviétiques.

I.-

Et d'abord l'emprise de l'Allemagne sur la Russie moderne.

Mais dira-t-on et l'opposition du germanisme et du slavisme? Cette opposition séculaire n'existe que chez les Polonais et les Tchèques ou Serbes ou Slaves occidentaux marqués d'une empreinte romaine et latine, tandis que le slavisme oriental porte la "marque d'une double hypothèque byzantine-mongole, compliquée par des apports germaniques" (P. NIKITINE, La Russie et le Germanisme, Sté d'Etudes et d'Informations Economiques - 13 Juillet 1939, P.3), "qu'il s'agisse de la vie économique et politique religieuse et intellectuelle" (B. NIKITINE, La Russie et le Germanisme, p. 9 à 10) La vérité c'est que dans l'histoire Russe, les périodes de l'emprise allemande ont duré plus longtemps que celle de la libération Russe. Et sans remonter jusqu'à l'ère de Biron - "Bironovtchira", qui fut aussi celle des Munich, Ostermann, Bismarck, sous le règne de l'Impératrice Anna, (1730-1740), je rappellerai, que le Général YERMALOV pouvait répondre à Alexandre I, que ce qu'il désirait, c'était "d'être promu Allemand, car les récompenses suivront d'elles-mêmes." et que Nicolas I. considérait l'armée russe, "comme la forte réserve de l'armée prussienne". Malgré les deux essais de libération temporaire, tentés par Alexandre II en 1859 et en 1875, ce ne sera qu'Alexandre III qui, non sans résistance et sans protestations, celles de Lansdorf et de Giers, notamment, (NIKITINE La Russie et le Germanisme, p. 18) osera lever l'hypothèque allemande que Guillaume II tenta, et non sans des succès temporaires et limités, de rétablir, aux dépens de la Russie de Nicolas II.

oo
o o

La carte nouvelle de l'Europe orientale, au surlendemain des traités de paix, est-elle venue consacrer cette récente libération des Slaves orientaux ?

Certes, entre la Russie et l'Allemagne, avait été dressée, de la Baltique à la mer Noire, par la Lithuanie, la Pologne et la Roumanie, une barrière, dont l'épaisseur n'était nulle part inférieure à plusieurs centaines de kilomètres. Mais cette construction orientale avait été édiflée moins aux dépens de l'Allemagne qu'aux frais de la Russie. Plus complètement vaincue, elle avait été plus largement disputée. Loin de rompre une emprise séculaire, les traités créaient une nouvelle solidarité, celle des défaites subies et des revanches escomptées. Nulle ne lie davantage. Et par une rare imprévoyance les vainqueurs avaient eux-mêmes ouvert la route au reflux vers les frontières perdues. Au lieu d'appuyer cette barrière, inévitablement fragile, puisqu'elle était implantée sur le sol fraîchement riche et sur un terrain naturellement plat, contre deux blocs solides et massifs, deux fédérations d'Etats, au Nord et au Sud, les architectes avaient au contraire égrené, le long des rives de la Baltique et des berges du Danube, une série de petits Etats, à peine plus habités, sinon plus étroits qu'une ou deux provinces, et aussi incapables de résister à la pression de leurs voisins géants, que du grain de métal à l'appel de l'aimant.

Est-ce à dire que les évolutions, en apparence divergentes, de leur politique extérieure créaient entre l'Allemagne et la Russie un obstacle plus infranchissable, que les constructions orientales de l'Europe Nouvelle ? Il n'en est rien. Les contacts ont été constants et souvent étroits !

Trois périodes dans cette histoire des relations germano-soviétiques : 1918-1928, 1928-1933, 1933-1938.

La première période peut être placée sous le signe de von Brockdorf-Rantzau. Succédant à son collègue assassiné, le comte Mirbach, il veut faire oublier l'humiliation du traité de Brest-Litovsk et réaliser, pour la revanche, une alliance Russo-Germano-Japonaise. Dès le 23 Avril 1921, un accord commercial assure aux Soviets, pour leur entreprise d'industrialisation, la collaboration des machines et des spécialistes d'Outre-Rhin, tandis qu'une collaboration militaire permet à la Reichswehr de poursuivre en Russie les fabrications interdites par Versailles : 1922, construction à Jili, près Moscou, d'une usine d'aviation, 1923, construction entre Lubertal et Lublin d'une usine chimique, pour le chargement des torpilles et d'obus toxiques, 1926, mission confiée par le Général von Seckt pour la fabrication de tanks. (NIKITINE, la Russie et le Germanisme, p. 25-26).

Le traité de Rapallo, le 16 avril 1922, négocié, à la barbe des Alliés par le Chancelier Wirth, avec la pleine approbation du Général Ludendorff, du baron Maltzan et tous les cadres de l'Allemagne nationaliste, non seulement enregistre la renonciation réciproque aux réparations de guerre et aux indemnités pour socialisation; assure la reprise des relations diplomatiques et consulaires, octroie réciproquement la clause de la nation la plus favorisée et des facilités pour le développement des échanges, mais surtout prépare la voie, sinon à une opération polonaise, du moins à des collaborations politiques : accord complémentaire du 12 Octobre 1925 et le traité de non agression du 5 Mai 1926, sur lequel je reviendrai.

La seconde période 1928-1933 peut être placée sous le signe de Staline. En 1928, l'année même où meurt von Brockdorf Rantzau "l'homme d'acier", brise la concurrence de Trotzky et lance le premier plan quinquennal. Certes, la collaboration diplomatique entre Berlin et Moscou reste cordiale. Le pacte de neutralité et de non agression, oeuvre de Stresemann et de Kristinski, n'a point été dénoncé au terme des premiers cinq ans. Les deux gouvernements ont adopté la même attitude vis à vis des institutions genevoises. En 1930, au XVIème Congrès du Parti Communiste, Staline se résignait d'un coeur léger à leur disparation. Mais la collaboration économique se détend. Le matériel des usines nouvelles crée des déboires. Les procès pour sabotage industriel provoquent des incidents. L'institution du collectivisme agraire ralentit les expéditions. La Russie vend moins et achète moins encore. Les accords Pintakov de 1931 à 1932 ne parviennent pas à redresser la courbe des échanges. D'ailleurs les événements d'Extrême - Orient absorbent et la montée d'Adolf HITLER inquiète.

o
o o

Evidemment c'est sous le signe du Führer, que doit être placée la troisième période des relations germano-soviétiques : 1933 - 1938.

Rassurez-vous, Messieurs, je ne reprendrai pas les passages des discours hitlériens consacrés à flétrir la doctrine Stalienne. Je ne rappellerai pas davantage les versets, où la Bible Hitlérienne réclamait, pour le peuple élu, les terres Russes. Je ne citerai pas les articles du pacte Germano - Japon - Italien contre le

Komintern. Je ne reviendrai pas sur les épisodes de la petite guerre, que se sont livrés en Espagne Hitler et Staline, aux frais de contribuables et de combattants, qui n'étaient ni des Nazis, ni des Russes. Ces marques d'une divergence doctrinale sont sans intérêt. Pourquoi ? Parce qu'elles ne révèlent aucune réalité vivante et durable. Des mots vides, des feuilles mortes, que balaye le vent des forêts germaniques et des steppes russes.

En arrivant au pouvoir, HITLER n'a ni suspendu les foires germano - russes, ni congédié les négociants staliniens. En 1935, il avait consenti à son adversaire doctrinal une nouvelle avance de 200 millions de Reichmarks pour ses achats Outre-Rhin. Et s'ils ne furent point complètement utilisés, c'est que les usines allemandes, mobilisées pour le surarmement, ne pouvaient plus fournir ni machines-outils, ni produits chimiques, ni de matériel de guerre.

En entrant à la Chancellerie, le FÜhrer trouva sur sa table le traité Stresemann-Kristinski, dont la validité avait expiré le 5 mars 1931. Le premier acte diplomatique d'Hitler est de le renouveler pour un nouveau terme de cinq ans, jusqu'au 5 Mai 1938. Or ce document, sur lequel le quai d'Orsay a toujours jeté un voile pudique, n'était point une déclaration de principes anodins. Il ne se borne pas " à confirmer une collaboration confidentielle et à consolider des relations amicales". Les articles 2 et 3 vont beaucoup plus loin " En cas d'attaque par une troisième puissance ou par plusieurs neutres", le pacte impose à l'autre partie " la neutralité pendant le conflit." Dans l'éventualité d'un " boycottage économique ou financier" par un tiers, l'autre signataire " ne prendra point part à cette coalition". Ces engagements, dans la mesure où un engagement a, pour les signataires de cet ordre, quelque valeur, enlevaient, par avance, toute force contractuelle à ceux que Staline allait souscrire vis à vis de Genève et vis à vis de Paris. Les textes sont contradictoires. Les obligations sont inconciliables.

Ce pacte " confidentiel", " de collaboration et d'amitié" Adolf HITLER l'a, dans une circonstance tragique, loyalement exécuté, vis à vis de Staline. Au début de 1937, le Maréchal Toukatchevsky et sept généraux d'armées dressent leur plan, pour libérer la Russie de " l'Homme d'Acier". Ils prennent contact avec la Reichswehr. Une correspondance secrète est échangée avec le Maréchal von Blomberg. Le Chef de la Gestapo, Himmler, reçoit d'Hitler l'ordre de livrer à Staline les généraux.

Et d'ailleurs l'appareil des deux régimes est plus profond, que la divergence des deux idéologies, - divergences, qui devaient, au cours de 1938 et 1939, s'estomper, au point de s'évanouir, au fur et à mesure que la dictature russe se libère de la mystique communiste pour se " national - socialiser" et où la dictature allemande, infidèle à ses origines anti marxistes, " se bolcheviser". Ces régimes ont la même structure politique. L'Etat Allemand et l'Etat Russe sont la chose d'un parti et d'un seul, qui s'incarne en un homme et un seul, maître omnipotent, auréolé, divinisé, fermé dans son Kremlin ou isolé sur son pic. Les deux régimes ont la même structure sociale? Pour l'un comme pour l'autre, l'être humain est un mythe solaire et les élites professionnelles un luxe inutile. La seule réalité, qui existe, est la foule grégaire, uniformisée et encasernée, pétrie et silencieuse, qui manoeuvre, travaille et vit par masses, apprend, pense et crie par ordre. Les deux régimes ont la même structure morale. Les valeurs spirituelles, la pensée libre et la conscience religieuse, la parole loyale et la paix humaine, droits de l'homme et devoirs du chrétien, n'ont, aux yeux des maîtres et de leurs cadres, aucune Valeur. Seuls existent, l'intérêt et la domination. Il est loisible

de voler. Il est recommandé de mentir. Il est permis de tuer. Et sur ces divers points, les Chefs d' Etats ont eux-mêmes prêché d'exemple. Les hommes pouvaient se comprendre. Les régimes devaient s'interpénétrer. Les dictateurs risquaient de s'associer.

o
o o

Tels sont, Messieurs, les trois ordres de faits historiques géographiques et psychologiques, que chacun doit avoir présents à l'esprit, - (comme les négociateurs les ont eus eux-mêmes), - je veux le croire,), avant de suivre les étapes des pourparlers anglo - franco - russes.

II.-

Ces étapes sont nombreuses. On peut en distinguer cinq. Et le fait que ces pourparlers ont duré du milieu de Mars à la fin d' août 1939, est à la fois caractéristique et décisif. Il est, à ma connaissance, sans exemple, qu'une négociation puisse traîner six mois, changer de partenaires, dresser des contrats multiples, noircir d'innombrables pages, sans aboutir, pour ceux qui en prirent l'initiative, soit à une défaite cuisante, soit à une transaction ruineuse. Une négociation, qu'elle soit commerciale, juridique ou sentimentale, n'est avantageuse que réglée vite, sans sursis, ni renvoi. Les chances d'accord s'amenuisent avec le temps. Les occasions d'accord ne se rattrapent jamais.

o
o o

C'est au cours de la première étape, avant la retraite de M. LITVINOV, que les signatures ont été le plus près d'être échangées, au bas sinon d'un contrat, du moins d'une " déclaration ". Et je ne considère pas l'apparition de ce nouveau document d'une fragilité toute oratoire, comme un progrès réel du droit et comme une garantie efficace de la Paix.

Dans cette première période, - de l'annexion de la Bohême au débarquement de Litvinov, du 15 Mars au 4 Mai-, deux formules d'accords acceptées par la France, l'une et l'autre échouent par suite de la crainte, qu'éprouvent Londres d'une part, Varsovie et Bucarest d'autre part, de participer à une apparente menace d'encerclement contre l' Allemagne.

Ière Etape. 15 Mars : Annexion de la Bohême.

17 Mars : Fausse nouvelle de l'ultimatum économique du Reich à la Roumanie

20 Mars : M. Souritz propose à M. BONNET de réunir à Bucarest en conférence consultative ; U.R.S.S. : Pologne, Turquie, Roumanie, Angleterre, France. Cette suggestion a été écartée, malgré des instances répétées.

20 Mars : Angleterre propose alors un projet de déclaration " dans l'éventualité d'une action contre l'indépendance politique d'un Etat Européen ", Angleterre, France, Pologne, Russie, s'engageraient à se consulter immédiatement.

23 Mars ; Russie répond : oui si France et Pologne acceptent

31 Mars : Pologne refuse et elle reçoit la garantie britannique, sous une forme vague et unilatérale, qui a tous les inconvénients et aucun des avantages d'un traité.

2 Avril : Mitvinov proteste contre ces deux échecs successifs.

2 ème Etape 11 avril : Après des conversations multiples Bonnet-Souritz, Moscou se déclare prêt; bien que libre de tout engagement d'assistance, vis à vis de la Pologne et de la Roumanie "à examiner n'importe quelle proposition concrète", visant l'aide et assistance, au cas d'une guerre déclenchée par le fait de l'assistance prêtée à la Pologne et à la Roumanie.

13 Avril : Déclarations de M. Chamberlain et de M. Daladier : " dans le cas d'une action menaçant directement l'indépendance de la Grèce ou de la Roumanie et à laquelle le Gouvernement Grec ou Roumain jugerait nécessaire de résister avec leurs forces nationales se considéreraient comme tenues (Angleterre et France) d'apporter immédiatement toute l'assistance en son pouvoir".
Je ne renouvellerai pas l'observation déjà faite sur ce genre de document.

14 Avril: M. Maisky déclare à Lord Halifax, que la Russie est prête à participer à l'action britannique par une assistance donnée à la Roumanie.
Lord Halifax préférerait une déclaration russe d'ordre général.

18 Avril: Dans un aide-mémoire M. Souritz propose :

- 1°. un accord d'assistance mutuelle pour 5 ou 10 ans, entre Angleterre, France et Russie;
- 2°. Un engagement d'assistance militaire vis à vis des Etats de l' Est limitrophes de Russie, entre Baltique et Mer Noire;
- 3°. l' adaptation des traités polono-roumains et anglo-polonais.
Le déclenchement est plus automatique et plus impératif, que dans le pacte Franco-Russe du 2 Mai 1935.

20 Avril: Une réponse d'attente du Gouvernement Français est suivie le 22 Avril d'une fin de non recevoir britannique.

- 1°. Ces propositions russes ne tiennent pas compte des difficultés pratiques, ces négociations seront interminables,
- 2°. La meilleure méthode est de partir d'une déclaration à trois pour bâtir sur cette déclaration ;
- 3°. Il faut commencer par protéger les Etats les plus nettement menacés;
- 4°. Les vraies raisons, opposition polonaise et roumaine, sont indiquées dans une dépêche de notre

Ambassadeur à Londres :

Londres, 25 Avril, N° 1328

" La Pologne redouterait de se voir exposée à une demande de passage des armées russes à travers son territoire, puisqu'il n'est pas possible à l' U.R.S.S. d'agir directement contre l' Allemagne et que la forme de l' assistance qu'elle aurait à prêter n'a pas été entièrement définie. Ce serait d'ailleurs également le point de vue du Gouvernement Roumain dont M. GAFENCO s'est fait l'interprète... Il ne voulait pas entrer dans un accord qui l'amènerait à traiter avec l' U.R.S.S. contre l' Allemagne. Ces restrictions ne sont valables bien entendu qu'en temps de paix... Le Gouvernement britannique avait donc à s'en tenir à la formule qu'il a exposée, dans son aide-mémoire du 23 Avril dernier".

- 24 Avril : Paris répond qu'il n'y a aucune chance d'obtenir l' adhésion russe à une déclaration unilatérale, qui n'entraînerait aucune obligation d'assistance, pour la France et l' Angleterre. M. BONNET propose une formule " d'aide et d'assistance immédiate", au cas où France et Angleterre " par suite d'engagements pris, en vue de prévenir toute modification apportée par la force au statu quo en Europe Centrale et Orientale" et où " par suite de son concours, U.R.S.S. se trouverait en état de guerre". Les Etats se concerteraient sans délai sur modalités.
- 29 Avril : M. G. BONNET lit à M. Souritz cette formule d'accord tripartite.
- 29 Avril : Le Foreign Office fait des objections. La formule est inutile, puisque, dans cette éventualité, l' Angleterre et la France seraient déjà en guerre et en auraient plein les bras. Il propose une déclaration spontanée et unilatérale des Soviets : " dans l'éventualité où l' Angleterre et la France seraient engagées" dans un conflit en accomplissement de ces nouvelles obligations, " l'assistance de l' U.R.S.S. leur serait accordée si elles la demandaient et de la manière qui serait jugée la plus opportune".
- 3 Mai : M. BONNET s'efforce d'établir que la Russie n'acceptera jamais une formule, à laquelle, quant à lui, il se rallierait volontiers, parce que la Russie désire une légitime réciprocité, redoute l'action allemande en cas de conflit avec la Pologne et pense aux Etats Baltes, Paris propose alors d'introduire les limitations britanniques dans le projet français du 24 Avril.
- 7 Mai : Dans sa réponse officielle à Moscou, Londres n'accepte que d'ajouter dans sa formule du 20 Avril les mots suivants: " et dans les conditions dont il aurait été convenu".
Et M. CORBIN de préciser à nouveau, que cette opposition est dictée par les faits suivants :
- 1°. La demande adressée à la Russie apparaît comme inférieure aux engagements britanniques;
 - 2°. Le Gouvernement britannique en veut à Moscou de son action politique;
 - 3°. Le Foreign Office redoute les effets à Berlin d'une menace d'encerclement,

- 7 -

4°. Enfin et surtout, M. BECK et M. GAFENCO ont fait savoir qu'ils restaient hostiles à toute assistance automatique.

L'effort de construction orientale échoue, parce qu'il se heurte à des réalités historiques, géographiques et psychologiques dont je vous ai, Messieurs, en commençant, signalé la permanence. Ni la Pologne et la Roumanie, directement intéressées à cette garantie, ni la Grande-Bretagne, entraînée à accepter des obligations orientales, contraires à toutes ses traditions, ne voulaient d'une formule rigide, la seule qui soit efficace, par crainte d'avoir à payer la Russie et par peur de provoquer le Reich.

o
o o

Avant de résumer les nouvelles tentatives faites, avec la collaboration croissante de la Grande-Bretagne, pour tisser cette toile de Pénélope, défaite à mesure qu'elle avance, je dois, Messieurs, vous signaler, que le 4 Mai, s'était produite au Ministère russe des Affaires Etrangères, une révolution de Palais, qui permettait de prévoir un de ces revirements politiques dont la diplomatie russe est coutumière. Le 4 Mai, M. LITVINOV, qui avait attaché son nom à la libération passagère de l'emprise allemande, à la rentrée de la Russie à Genève, et à la signature d'un pacte avec la France, disparaît de la scène, pour y être remplacé par un Russe plus authentique et par un Stalinienn plus intégral : M. MOLOTOV. M. Litvinov disparaissait peu de mois, après que le Colonel BECK eut, à Berchtesgaden, le 5 Janvier 1939 et à Varsovie, le 26, jour anniversaire du pacte polono-roumain de 1934, refusé d'abord au Führer, puis à von RIBBENTROP, d'envisager la rétrocession au Reich de Dantzig et du couloir, de la Posnanie et de la Silésie, en échange de l'incorporation dans la frontière polonaise de la Russie blanche, des villes de Minska et Mohklen, de la région du Pripet. Un revirement russe n'allait-il pas coïncider avec le revirement allemand ?

La plupart des écrivains français de politique étrangère l'ont, à cette date, pensé et écrit.

Le 4 Mai et les jours suivants, le quai d'Orsay n'a reçu de ses informateurs officiels, que des déclarations rassurantes, inspirées peut-être par le désir de ne point troubler l'imprévoyante sérénité de son optimisme russe. Certes ces agents étaient trop fins pour ne pas voir et trop consciencieux pour tout taire. Mais fidèles, suivant l'heureuse formule de notre Président, à la méthode des dépêches "balances", ils se sont prudemment bornés à suggérer, par une interprétation possible, par une citation étrangère, ou par une rapide insinuation, la vérité pénible : le renversement de la politique stalinienne et le retour à la collaboration germano-soviétique.

Interprétation possible: la satisfaction de Berlin.

BERLIN 4 Mai N° 1201. " D'après les feuilles berlinoises, cette nouvelle aurait éclaté comme une bombe, semant dans les capitales occidentales, et surtout parmi les partisans les plus actifs de la politique d'encerclement, la stupeur et la consternation, ainsi que le désarroi.... la presse allemande, qui paraît n'avoir pas été moins surprise, ne donne aucun renseignement précis... " les généraux russes ne voulaient pas se battre pour la Pologne " écrit l'Angriff... Il fait remarquer que MOLOTOV ne serait qu'un instrument entre les mains de Staline ".

BERLIN. 4 Mai N° 1205. " La consigne donnée, lors de la Conférence de Presse, a été de ne point marquer une satisfaction excessive du départ de Litvinov et de modérer le langage à l'égard de la Pologne".

Citation étrangère: un texte du Japon.

Londres. 6 Mai N° 1448 " Aucun journal n'a d'hypothèse à formuler.. Cependant dans une dépêche de Tokio, le Times fait état des commentaires du Kokumin sur " le rapprochement russo- allemand".

Rapide insinuation : une ligne de Moscou.

MOSCOU 9 Mai. N° 326 - 9 (communications non mentionnées)
 " La libération de Litvinov de ses fonctions était imprévue. La veille, à une heure du matin, l' Ambassadeur d' Angleterre avait vu le Commissaire..... l' événement est grave. Il semble devoir être attribué partiellement tout au moins, aux atermoiements britanniques, qui semblent avoir mis à trop rude épreuve l'amour-propre et les nerfs des dirigeants". Le Foreign Office revenait aux propositions du 14 Avril.... " Cette formule plaçait les Soviets dans une position de subordination".
 " Il est à craindre que cette disparition, dans les circonstances actuelles, ne présage une reculade pouvant aller..... jusqu'à une entente toujours possible avec l' Allemagne".

o
o o

Cette insinuation ne fut pas comprise. Cette citation ne fut pas retenue. Cette interprétation ne fut pas faite. Ces informations ne furent pas communiquées.

Et la diplomatie française, traînant à sa suite le Foreign Office de moins en moins récalcitrant, reprit la toile de Pénélope et poursuivit l'insaisissable accord.

III.

Les trois étapes, qui se succèdent jusqu'au jour où MOLOTOV proposera de substituer aux négociations politiques des conversations militaires, sont toutes marquées par les mêmes faits : une exigence russe; l'acceptation française, résignation britannique, dérobade russe.

o
o o

3 ème ETAPE 14 Mai - 28 Mai

Londres consent, sur les instances de Pzris, à transformer la déclaration en un pacte tripartite.

18 Mai. Sir Robert Vansittard propose à Maisky : 1°) une déclaration unilatérale russe en faveur de la Pologne et de la Roumanie; 2°) une déclaration à trois, par laquelle les signataires s'engageraient à "examiner l'action à prendre et l'assistance mutuelle de toute nature à apporter les uns aux autres, dans le cas où la Russie, par suite d'obligations vis à vis de la Roumanie et de la Pologne, serait impliquée dans les hostilités."

19 Mai Russie refuse.

20 Mai. A Paris lord Halifax confère avec M.M. Daladier et Bonnet. Aucun procès-verbal n'existe. Lord Halifax accepte de rédiger un projet d'accord tripartite de garantie mutuelle.

24 Mai ; Le cabinet britannique approuve

25 Mai . Le cabinet français approuve.

28 Mai . Les deux ambassadeurs Anglais et Français proposent à M. MOLOTOV une formule nouvelle ; Assistance mutuelle entre les trois contractants, au cas où les hostilités éclateraient à la suite d'une agression, soit contre un Etat garanti, soit contre un Etat, qui réclamerait assistance et à la suite d'une agression directe. L'obligation d'assistance n'entraîne pas le droit de franchir les frontières, sans un consentement expresse. Les Etats visés sont : 1°) Pologne, Roumanie, Belgique, Grèce et Turquie, 2°) Pays-Bas, Suisse, Pays Baltes.

M. MOLOTOV rejette immédiatement pour trois raisons :

1. Le pacte se réfère à l'art. 16 du Covenant
2. Une convention militaire n'est pas jointe.
3. L'assistance aux Etats baltes est subordonnée au fait de la demander.

o
o o

4 ème ETAPE. 2 Juin - 4 Juillet

Londres consent, sur les instances de Paris, à élargir l'alliance défensive et à introduire les Etats Baltes.

2 Juin. M. MOLOTOV formule des contre-propositions et suggère un nouveau texte ; assistance " immédiate et efficace " soit, en cas :

- 1° d'une agression dirigée par cette puissance contre un des trois Etats,
- 2° d'une agression dirigée par cette puissance, contre Belgique, Grèce, Turquie, Roumanie, Pologne, Lettonie, Estonie, Finlande, à l'égard desquelles il est convenu entre France, Angleterre, U.R.S.S. qu'elles s'engagent à défendre ces pays contre l'agression,
- 3° soit à la suite de l'assistance prêtée par l'un de ces trois Etats à un autre Etat Européen, qui aurait besoin d'une assistance pour résister à la violation de sa neutralité."

Le Foreign Office s'effare devant cette énumération de huit Etats et se noie dans une série d'hypothèses.

8 Juin. Son contre-projet promet l'assistance, soit en cas d'agression directe. " soit à la suite d'une agression dirigée par une puissance contre un autre Etat Européen ayant demandé et reçu assistance de la puissance contractante intéressée, ou bien en application d'un engagement donné antérieurement, conformément à son désir, par ladite puissance contractante, ou indépendamment de tout engagement de cette nature, soit à la suite d'une action de cette puissance, que ces trois gouvernements contractants considéreraient à la suite de la consultation prévue à l'art. 3 comme menaçant l'indépendance ou la neutralité d'un autre Etat Européen, dans les

conditions prévues, qu'elle constituerait une menace pour la sécurité de la puissance contractante intéressée."

14 Juin. M. STRANG emporte à Moscou le contre-projet avec son Memorandum. Ce memorandum constate les points sur lesquels l'accord est réalisé, et insiste sur la difficulté d'énumérer les Etats garantis. Une consultation permet d'éviter cette énumération.

16 Juin M. MOLOTOV refuse de distinguer entre Estonie, Lettonie, Finlande et les autres " Etats garantis", " cette situation inégale est humiliante pour l' U.R.S.S."

17 JUIN. Paris intervient et transige. Pas de consultation. Egalité absolue qu'il s'agisse " soit d'une agression dirigée contre l'un quelconque de ces trois Etats, ou qui, dirigée contre un autre Etat européen, constituerait une menace pour la sécurité de l'un de ces trois Etats, " soit d'une agression dirigée contre un autre Etat européen, que la puissance contractante intéressée aurait, avec l'approbation d'un autre Etat, pris l'engagement d'assister contre une telle agression."

20 JUIN. M. MOLOTOV refuse. C'est la "répétition des anciennes propositions".

22 Juin . Et Paris d'insister pour que la thèse russe soit acceptée. La garantie serait étendue aux Etats Baltes. La liste resterait secrète. Elle comprendrait, avec Suisse, Hollande et Luxembourg, Danemark, Pays-Bas et Belgique

23 JUIN. Le Foreign Office s'incline avec bonne grâce. Il propose un nouveau texte : " toute l'assistance en son pouvoir à la suite d'une agression dirigée par cette puissance contre n'importe lequel de ces trois Etats, ou d'une agression dirigée par cette puissance contre un autre Etat européen, que la contractante intéressée s'estimerait obligée d'aider à défendre son indépendance ou sa neutralité contre une telle agression".

25 JUIN Paris fait disparaître aider.
M. MOLOTOV est laissé libre de choisir entre trois solutions : ne pas énumérer les Etats garantis, dresser une liste secrète, publier tous les noms.

1er Juillet M. MOLOTOV refuse d'introduire dans la liste deux pays, qui ne reconnaissent pas l' U.R.S.S. (Suisse et Pays-Bas) et pose la question de l'agression indirecte .

3 Juillet M. MOLOTOV demande d'ajourner le dékat, jusqu'à la signature d'un pacte d'assistance mutuelle, entre la Russie d'une part, la Pologne et la Turquie d'autre part.

Et l' Ambassadeur de France d'échanger avec les dirigeants du Foreign Office des propos d'une légitime mélancolie.

LONDRES 4 Juillet N° 2081.7

" Sir M.O.G. SARGENT a constaté comme nous, que d'une part, il n'est pas possible d'envisager un accord qui comprend tous les états voisins de l' U.R.S.S. alors que celle-ci décline tout arrangement visant certains pays voisins de la France et de l' Angleterre. D'autre part, la définition de l'agression indirecte, apportée par M. MOLOTOV, peut donner lieu à des équivoques dangereuses et ne manquerait pas, en tout cas, de soulever de véhémentes protestations, chez ceux qui s'inquiètent déjà à la seule

- II -

idée, que leur nom puisse être cité dans le texte du traité...."

" Le Secrétaire d' Etat en vient à se demander, si il est utile de poursuivre une discussion basée sur des arguments, dont le Gouvernement de l' U.R.S.S. méconnaît systématiquement la portée. Sir M.O.G. SARGENT a admis, que la situation actuelle provenait de ce que la négociation avait un point de départ erroné. La garantie des puissances occidentales devant être accordée à la Pologne et à la Roumanie, sans que l' U.R.S.S. y ait été associée, celle-ci se croit justifiée à prétendre, que cette garantie n'a pas été donnée dans son intérêt...."

Il était malheureusement un peu tard pour constater l' erreur initiale. Il était impossible de la réparer.

Et néanmoins, Paris se cramponne à un dernier espoir, et ne lâche pas l'insaisissable chimère.

°
° °

5 ème ETAPE. 5 Juillet - 20 Juillet.

Londres consent, sur les instances de Paris à élargir l' alliance défensive et à introduire " l'agression indirecte".

5 Juillet Bien que M. MOLOTOV ait, les 2 et 3 Juillet, formulé des exigences nouvelles, Paris reprend la toile de Pénélope. Si le Quai exige le maintien dans la liste des Pays-Bas et du Luxembourg, il propose de définir l'agression indirecte : " celle qui aurait pour effet de détemminer un coup d'état intérieur, entraînant manifestement aliénation ou altération de souveraineté au profit de l' agresseur."

6 JUILLET Londres apporte aussi sa définition: " L'action acceptée par l' Etat, sous la menace de sa force par une autre puissance et entraînant l'abandon de son indépendance ou de sa neutralité."

6 Juillet Paris accepte ce texte, mais ne veut pas envisager un simple accord tripartite.

8,9 Juillet M/ MOLOTOV de répondre : 1°) Il exige et l'inclusion et la radiation de certains Etats, 2°) Il définit l'agression indirecte : " action acceptée par un des Etats, indiqués ci-dessus, sous la menace de la force par une autre puissance ou sans une telle menace et qui entraînerait l'utilisation du territoire et des forces dudit Etat, en vue d'une agression contre lui ou contre une des parties contractantes, et qui entraînerait la perte par cet Etat de son indépendance ou la violation de sa neutralité". 3°) Il exige la conclusion simultanée des accords militaire et politique.

11 Juillet Les franco-britanniques, après s'être concertés, apportent une rédaction nouvelle : **Art. I.** 1' Angleterre, France, et Russie s'engagent à se prêter mutuellement toute l' assistance immédiate et efficace, si l'un de ces trois pays s'engage dans des hostilités, avec un Etat Européen quelconque à la suite soit :

1°) d'une agression dirigée par cette puissance contre l' un de ces trois pays,

2°) d'une agression dirigée par cette puissance contre un Etat européen, que l'un de ces trois pays aurait pris l'engagement d'assister dans une telle agression, ou dont il s'estimerait obligé de défendre l'indépendance ou sa neutralité, contre une telle agression.

Il est convenu entre les trois gouvernements contractants, que le mot agression au § 2 doit être entendu, comme couvrant une action acceptée par l'Etat en question, sous la menace de la force, par une autre puissance, et entraînant l'abandon de son indépendance ou de sa neutralité."

20 Juillet

M. MOLOTOV maintient sur deux points son opposition :

1°) il n'accepte pas la définition, - juridiquement impeccable, - de l' "agression indirecte"; 2°) il subordonne les garanties prévues pour la Suisse et pour les Pays-Bas, à la conclusion par la Pologne et par la Turquie d'un pacte avec l' U.R.S.S. et les ajourne ainsi aux calendes grecques, tout en plaçant les gouvernements de Varsovie et d' Ankara dans une situation délicate.

Et puis il propose de suspendre provisoirement la négociation politique et d'engager immédiatement les conversations militaires.

IV.

Arrêtons un instant ce récit, pour bien mesurer la gravité d'une nouvelle capitulation devant les exigences soviétiques.

o
o o

Les risques sont évidents.

Risques militaires d'abord. Il est impossible de discuter les bases techniques d'une convention de l'Etat-Major, sans révéler aux partenaires, sinon des ressources en matériel, du moins des horaires de mobilisation. Or, étant donnés les contacts, qui ont toujours existé entre la Reichswehr et l'Armée Rouge, les franco-britanniques peuvent être assurés, que tous les renseignements donnés seront aussitôt transmis à Berlin. D'autant que la préparation d'opérations militaires contre la Pologne donne aux informations sur les horaires français une extrême valeur.

Risques diplomatiques, ensuite. Depuis l'ouverture des pourparlers avec les Soviétiques, depuis quatre mois pleins, les gouvernements de Paris et de Londres n'ont cessé de consentir à Staline des transactions croissantes. Comme ils le rappelaient le 11 Juillet ils ont successivement accepté de substituer un pacte à une déclaration, puis d'incorporer les Etats Baltes, ensuite de valider la notion nouvelle d'agression indirecte; plus tard, d'écarter des garanties envisagées, les pays, dont la sécurité intéresse le plus et la France et l'Angleterre, Luxembourg, Suisse, Pays-Bas). Enfin d'interdire tout armistice ou paix séparée. Et l'avenir devait donner à cette dernière exigence des Soviétiques une indéniable saveur. A chaque concession répondait soit une demande nouvelle, soit un ingénieux ajournement. Si les Alliés, aujourd'hui sont d'accord pour faire passer, contrairement à l'usage, à la logique et à la prudence, la négociation militaire avant les pourparlers politiques, ils risquent, au cas où elle échouerait, - et elle a de toute évidence peu de chance d'aboutir, de subir un échec grave et de provoquer de dangereux commentaires. Hitler est aux écoutes. Il interprètera ces concessions répétées et presque humiliantes, comme la preuve que

Angleterre et France subordonnent leur intervention en Europe Orientale à la participation soviétique et sont résolues, pour la Pologne, comme pour l'Autriche et la Bohême, à ne point résister seules à Hitler.

Qui sait enfin, et c'était là le risque essentiel, si cette offre anormale et illogique, ne cache pas un traquenard, dont les rumeurs relatives à des négociations secrètes entre Berlin et Moscou permettaient de deviner l'existence ?

Dans quelle mesure le gouvernement français a-t'il été averti, avant d'accepter, le 27 Juillet, d'envoyer à Moscou une importante mission d'officiers de toutes armes, sous le Commandement du Général DOUMENC ?

o
o o

Des indications avaient filtré dans la presse étrangère. Dès Mars 1935, commentant dans la Revue Portugaise, O INSTITUTO, le livre de SPENGLER, Prussianisme et socialisme, le Professeur FOERSTER, le courageux émigré, annonçait l'évolution socialisante de l'hitlérisme et écrivait ces lignes prophétiques :

" Cette évolution aura des conséquences graves en politique extérieure : la Russie, qui, elle aussi, s'abîme vers un capitalisme étatiste, en sera puissamment attirée et en sentira les affinités, avec son propre système de gouvernement. Par conséquent, il se formera en Europe deux grands blocs : un bloc de l'Est et un bloc de l'Ouest, ce dernier bloc (auquel se ralliera finalement aussi l'Italie), défendant tout le patrimoine de la civilisation occidentale. Ce bloc de l'Ouest comprendra également le monde slave, pour autant que ce dernier est lié à la civilisation méditerranéenne, comme le sont la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie. Le Japon finalement se ralliera, lui aussi, à ce bloc de l'Ouest et décevra froidement les espoirs et les calculs allemands,..... Compléter l'économie allemande par les ressources de l'Est est une question de vie et de mort pour l'Allemagne. Au cas où la reprise des relations allemandes avec la Russie se réaliserait, le danger deviendrait bien grand, qu'un bloc Germano - Russe et un bloc occidental ne se dressent l'un contre l'autre et ne se livrent un jour une nouvelle bataille historique sur les "champs catalauniques", comme on le voit, à l'entrée de la National gallerie de Berlin, sur le grand tableau de Kaulbach, où dans la nuit la lutte se continue dans l'air". (cité par M. MARLIO, membre de l'Institut, dans la communication à l'Académie des Sciences morales et politiques, le 18 novembre 1939 p. 13)

Des informations plus récentes avaient paru dans la presse japonaise. Le 4 Mai 1939, une dépêche de TOKIO au Times signalait les commentaires du KOKUMIN sur le rapprochement russo-allemand. En effet, écrivait un peu plus tard, la KOBE SHIMBUN, dans son numéro du 23 Août 1939 :

" Le lieutenant général OSHIMA, ambassadeur du Japon à Berlin, avait informé, dès le mois de Mars dernier, son gouvernement que les relations germano-soviétiques s'amélioreraient constamment au point de permettre l'ouverture de négociations entre les deux pays. L'Ambassadeur avait même réussi à connaître la teneur générale de ces conversations. Le rapport du Général OSHIMA ne fut pas pris en considération par le Gouvernement, car l'Allemagne à ce moment bénéficiait de la confiance absolue du Ministère des Affaires Etrangères japonais."

A peu près au même moment, le 22 Avril 1939, l'ex-agent soviétique, ancien chef du service militaire d'information en Europe, le général KRIVITSKY racontait, dans la feuille américaine, SATURDAY EVENING POST comment il avait été appelé, en Décembre 1936, de la Haye à Paris par le chef de la section du Guépéou pour l'étranger: STUTZKI arrivé de Barcelone. STUTZKI lui fit la communication suivante :

" Notre orientation, c'est une entente avec HITLER. Les négociations réussissent. Il faut freiner notre activité en Allemagne. Les conditions précises seront fixées dans trois ou quatre mois. Donc, attendez. N'oubliez pas que pour nous, la France avec son front populaire n'offre plus aucun intérêt. Je vous informe que Staline a déclaré littéralement : Il faut absolument que, dans un très proche avenir, nous arrivions à nous entendre avec Hitler."

KRIVITSKY régla naturellement son action en conséquence. En Mars 1937, il se trouvait pour affaires de service à Moscou, quand STUTZKI y arriva et lui communiqua sous le sceau du secret les dernières nouvelles sur l'état des relations germano-russes : " Les conditions précises d'un accord entre Staline et Hitler sont déjà élaborées et ont été remises au gouvernement allemand par l'homme de confiance de Staline, le géorgien David Kandelaki. Celui-ci a été secondé dans son activité par un certain " Rudolf", qui était un représentant secret de la Guépéou à Berlin et un subordonné de STUTZKI. La mission de KANDELAKI n'était pas, au total, connue de plus de six personnes. Ni le commissariat aux affaires étrangères, ni le Comité Central du parti communiste de l' U.R.S.S. avec Kalinine à sa tête, ni le gouvernement des Soviets (Conseil des Commissaires du peuple) n'avaient soupçon des négociations. Celles-ci étaient dues à l'initiative personnelle de Staline, et il était très fier du succès." (Traduction du Berner Tageblatt, 31 Octobre 1939).

o
o o

D'ailleurs, bien avant le débarquement de M. Litvinov, 4 Mai 1939, d'autres faits diplomatiques pouvaient éveiller, à Paris, des soupçons.

Peu de semaines, après l'effort d' Hitler et de Ribbentrop pour obtenir du Colonel BECK, au prix d'un agrandissement à l'est le recul de ses frontières à l'ouest, en février-mars 1939, on assista à un revirement de la politique russe en Espagne. Au lendemain de la prise de Lérida, dès les premiers succès de l'offensive nationaliste en Catalogne, Moscou rappelait en Russie ses équipes techniques et conseillait le rapatriement des brigades internationales. Ce repli en Espagne annonçait un revirement à Moscou. Inquiet des offres faites à Beck et des visées hitlériennes sur l' Ukraine, Staline renouait les conversations diplomatiques et rétablissait les contacts militaires avec Berlin. Nous savons aujourd'hui, par un communiqué du grand quartier général allemand, que le plan d'action de l'armée allemande en Pologne, fut étudiée et arrêté dès le printemps 1939. Et si le Comte CIANO, le 22 Mai à Berlin, paraphe le pacte germano-italien, c'est que Mussolini, inquiet des rumeurs qui ont filtré, convaincu, après le rappel des techniques russes et l'avènement de MOLOTOV, qu'une politique nouvelle s'ébauche, et à Moscou et à Berlin, pour un nouveau partage de la Pologne, veut prendre acte et surtout prendre barre pour être ultérieurement averti et consulté.

Peu de jours auparavant, le 7 Mai, l' Ambassadeur de France à Berlin avait recueilli le bruit, que des tractations russes et allemandes étaient de nouveau engagées. J'ai su depuis par un correspon-

dant du TIMES, quelle était la source du renseignement : elle était directe et sûre. Notre Président nous a, en temps utile, communiqué le texte et signalé la gravité de la dépêche de M. COULONDRE.

Ce télégramme ne paraît pas avoir retenu l'attention, qu'il méritait. Je ne sais point, qu'il ait été communiqué ni à notre Ambassadeur à Londres, ni à notre Ambassadeur à Moscou. Dans la note de la Direction d'Europe en date du 6 Juillet, il n'en est pas fait état. La note marque seulement que "la menace d'un pacte germano-russe était annoncée; le 8 Mai, par une agence américaine". Votre rapporteur n'a pu avoir communication de cette dépêche, dont il désirait relire le texte, à tête reposée. En lieu et place, il reçut une note, dont voici les passages essentiels : " Cette tendance en faveur d'un renversement de la politique russe qui avait toujours existé à l'état latent, notamment parmi les grands chefs militaires allemands, s'était réveillée et renforcée à la suite du conflit, qui, fin Mars avait surgi entre la Pologne et le Reich. L'idée d'un quatrième partage avait été formulée parmi les milieux officiels allemands et dès lors le bruit d'un rapprochement germano-russe et d'une collaboration étroite entre l'Allemagne et la Russie circulait avec persistance à Berlin". D'où la dépêche du 7 Mai.

En juin on apprit que le projet se heurtait à des résistances. " C'est au dernier moment, lorsqu'il a été établi, que le Reich ne pouvait pas compter sur l'Italie pour le suivre dans une aventure dangereuse, que HITLER a laissé carte blanche à RIBBENTROP, pour conclure avec les Soviets".

Ces réserves d'après coup confirment la gravité du document.

Est-il le seul, qui soit parvenu à la connaissance du Gouvernement français, avant qu'il ait pris la décision d'accepter l'offre suspecte de MOLOTOV et d'expédier une mission militaire à Moscou ?

Au cours d'un débat à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, sur le pacte germano - russe, à la fin d'octobre il a été fait état d'une "note dactylographiée sur feuille volante" qui aurait été communiquée le 23 Juillet par un attaché militaire étranger. Elle donnait le texte complet et exact du pacte germano-russe, tel qu'il fut ratifié et publié le 23 Août. Elle donnait également le texte des articles secrets, ceux relatifs au partage de la Pologne tel qu'il a été réalisé depuis, et un autre ainsi conçu : " Au cas où le territoire de l'une des deux puissances contractantes serait envahi, l'autre lui prêterait immédiatement aide et assistance".

Le Département interrogé par M. CHAMPETIER de RIBES, sur ma demande, a répondu que la Direction d'Europe n'avait jamais eu connaissance de ce document. Comme votre Rapporteur n'a pas eu communication, malgré deux démarches de votre Président, du dossier du Ministère de la Guerre, relatif à la mission du général DOUMENC, je n'ai pu savoir si la rue Saint-Dominique avait été mieux partagée que le Quai d'Orsay ou si la communication de l'attaché militaire étranger avait été réservée à la haute personnalité qui en a révélé l'existence.

o
o o

En tout cas, ce n'est pas de Londres, que le Gouvernement français a pu recevoir des informations et des avertissements. De même que le service britannique des renseignements, moins bien servi pour une fois que le 2^{ème} Bureau de l'Etat-Major général, n'a rien su de l'opération allemande du 15 Mars et a été surpris par l'entrée de la Reichswehr en Bohême, il n'a pas eu vent des tractations germano-russes. Et M. CORBIN pouvait télégraphier de Londres le 24 Juillet, sous le N° 2343.5 : " Le Foreign Office fait dire " que la demande soviétique tendant à ouvrir immédiatement des conversations militaires est le témoignage d'une certaine sincérité " dans les intentions de Moscou (?) Sir O. SARGENT est donc disposé à envoyer l'autorisation de répondre favorablement sur un point Lord HALIFAX redoute toujours que ces pourparlers " n'offrent à l' U.R.S.S. l'occasion d'émettre des exigences inacceptables, par exemple le droit de passage pour les armées russes " à travers les frontières de la Pologne et de la Roumanie.... Le " Foreign Office s' est montré un peu désappointé de la désinvolture " avec laquelle M. MOLOTOV a parlé de la mise au point de l' Art. I " Sir M. W. SEEDS a déjà fait ressortir , que, si le Gouvernement " soviétique n'attache à cette rédaction, qu'une importance secondaire, elle est considérée à Londres comme un point capital".

Ainsi, sans mesurer les risques à courir, sans éventer le piège tendu, sans même prendre ni le temps de recueillir des informations, ni la précaution d'effectuer des sondages, et à Berlin et à Moscou, malgré les avertissements de M. COULONDRE et NAGGYAR, l'offre de M. MOLOTOV est acceptée le 27 Juillet. Et, précédés de commentaires optimistes après s'être concertés à Londres, les officiers franco-britanniques débarquent dans la capitale des Soviets le 11 Août au matin, le jour même où à Salzbourg, le Comte CIANO recevait communication du plan d'opérations militaires contre la Pologne et de la demande d'assistance armée de l' Italie.

V.

L'histoire de cette dernière négociation tripartite, si elle fut brève, n'est guère reluisante.

o
o o

Elle bute immédiatement sur l'obstacle, qui ne cesse depuis le premier jour, de barrer la route.

Dès le premier entretien, où il avait insisté sur " la nécessité d'aboutir au plus vite", le Maréchal VOROSHILOV avait tout naturellement soulevé le problème des voies d'accès des armées russes à la frontière polonaise, vers les frontières allemandes. Et ces voies d'accès traversaient tout naturellement les régions revendiquées par le nationalisme russe : Lithuanie polonaise et Galicie polonaise.

Le 3 Août, le gouvernement de Varsovie, interrogé, avait répondu, que des accords de cet ordre ne pouvaient être envisagés, qu'en temps de guerre. Saisie du problème le 11 Août, la diplomatie anglo-française agit et auprès des Ambassadeurs et auprès du gouvernement de Pologne, le 16 et le 17 août. Le Général DOUMENC détache à Varsovie un de ses officiers. Le 19 Août, le Ministre des Affaires Etrangères et le Président de la République Polonaise maintiennent leur refus. Les 20 et 22 août, le jour de la signature du pacte économique et de la réalisation de l'accord politique germano-russe, les démarches franco-britanniques sont renouvelées à Varsovie, avec

une énergie renforcée. Le gouvernement français demande " un blanc seing au moins tacite" et l' Ambassadeur Naggyar envisage de donner une " acceptation de principe".

o
o o

Il ne semble même pas, que la convention économique germano-russe ait dessillé les yeux et brisé la chimère.

Et cependant cet accord proposé, mais en vain le 30 Janvier 1939, le spécialiste allemand Schurre ne franchit pas la frontière, offert à nouveau le 11 Février, offert une troisième fois le 28 Février, commenté par MOLOTOV, le 31 Mai, devant le Conseil Suprême négocié à Berlin, le 22 Juillet 1939, était d'importance. Je sais bien qu'à Paris une note officieuse affirmait le contraire.

" Cet accord ne semble présenter aucune innovation importante par rapport au précédent, conclu en 1935 et venu à expiration en 1937. Le montant des crédits reste fixé à 200 millions de marks. On avait paru, un moment, à Berlin escompter une transaction deux ou trois fois plus élevée." Cette interprétation était démentie, le 21, par la Pravda qui affirme, au contraire, que les Soviets, en août 1939 ont obtenu des conditions meilleures. L'intérêt consenti, 5%, est inférieur à celui des crédits précédents. Le terme moyen, sept ans, est plus long que ceux antérieurement octroyés. Et la Pravda d'ajouter : " Le Reich s'est engagé à prêter à la représentation commerciale de l' U.R.S.S. en Allemagne, le concours nécessaire pour placer des commandes sur le marché allemand. Cela signifie que le gouvernement allemand assistera notre représentation commerciale dans ses négociations....." On peut être assuré que cette délégation reprendra, sur les bords de la Sprée, quelques-uns des exercices, qui furent tentés ailleurs.

Mais comme un communiqué du Parti Communiste russe (Note Direction Politique du 21 Août)" avait souligné le caractère de pression et d'intimidation, à l'égard des puissances démocratiques, que l'on entend au Kremlin donner à la signature de cet accord dans les conditions actuelles, et comme d'autre part le Maréchal VOROCHILOV avait déclaré, le 21, que " la négociation russo-allemande ne pouvait, en aucune façon interrompre ou ralentir les pourparlers tripartites". ils continuèrent.

Le lendemain, 22 Août, est paraphé à Berlin le pacte politique germano-russe. La solidarité qu'il crée, est plus étroite que les liens noués par le traité secret de 1926, renouvelé et confirmé par Adolf HITLER en Mai 1933.

Le contrat Stresemann - Krestinski n'était conclu que pour cinq ans et sa validité avait expiré le 5 Mai 1938. Le contrat Ribbentrop - Molotov est conclu pour dix ans et, sauf préavis, est prorogé automatiquement pour cinq ans. Au lieu simplement de " confirmer une collaboration confidentielle" et de " consolider des relations amicales", le nouveau texte est beaucoup plus précis. Il n'est pas seulement, par ses articles 1 et 5, un pacte de non-agression et une convention arbitrale, il est aussi un contrat d'étroite participation. " Les gouvernements resteront à l'avenir constamment en contact, par voie de consultation, pour s'informer réciproquement des questions touchant leurs intérêts communs". Le traité Stresemann - Krestinski se contentait par ses articles 2 et 3. " En cas d'attaque par une troisième puissance ou par plusieurs autres", d'imposer à l'autre partie " la neutralité pendant le conflit". Dans l'éventualité " d'un boycottage financier ou économique", l'

autre signataire " ne prendrait pas part à cette coalition". Ribbentrop est plus précis que Stresemann et Molotov plus cordial que Krestinski. Staline accorde davantage au Reich hitlérien, qu'à la République allemande. " Au cas où l'une des parties serait l'objet d'une agression ? Non, D'une attaque ? Non. D'une déclaration de guerre ? Non. D'un acte de guerre ? La formule est plus souple et plus totale. " L'autre partie n'assistera, sous aucune forme, cette tierce puissance " (art.2). L'engagement est plus précis et plus complet qu'une promesse de neutralité. Mais les obligations souscrites vont plus loin encore. " Aucune des deux parties ne participera à un groupement de puissances dirigé, directement ou indirectement, contre l'autre partie. " Il ne s'agit plus ici de participer ou non à un " boycottage économique ou financier", voire à une " coalition". L'engagement est plus large et plus total. S'il libère les Soviétiques de la menace falotte de l'anti-Komintern, il leur interdit de rester à Genève, d'exécuter le pacte franco-soviétique et d'entrer dans le " front de la paix".

Naturellement pareille convention ne pouvait être justifiée que par des avantages territoriaux et impliquait des clauses secrètes. Dès le 24 Août, le correspondant du TIMES envoyait à son journal un résumé de l'annexe, relative au partage de la Pologne.

Si le départ de von Ribbentrop pour Moscou, avec un nombreux personnel, dans l'avion du Führer, est annoncé le même jour; s'il débarque à Moscou le 23 et est logé presque dans le même immeuble que les missions franco-britanniques, et en tout cas porte à porte, leur rappel n'est point annoncé dès le 22 et le contact ne leur a point été évité.

o
o o

Le 22 Août; l'Ambassadeur de France était dans la soirée reçu par M. Molotov et le 23, à Oh. 12 il télégraphiait à son gouvernement sous le N° 928-936 un compte-rendu que je résume.

M. MOLOTOV invoque, pour expliquer son attitude, le fait que les délégations militaires n'étaient pas prêtes à régler le passage des troupes russes. " Or le Général DOUMENC avait, cette après-midi, dû donner au Maréchal VOROCHILOV une indication affirmative".

M. MOLOTOV déclare " qu'il voulait garantir la paix". Détendre les relations entre ces deux pays et écarter la menace de guerre ". La politique fondamentale en U.R.S.S. n'a point changé. Son gouvernement demeure attaché au maintien de la paix et à la résistance à l'agression".

Pourquoi interrompre les négociations tripartites. " Il est préférable de marquer un temps d'arrêt de quelques jours" et d'attendre le résultat des conversations avec von Ribbentrop.

M. NAGGIAR n'est pas d'avis de prendre les devants.

" Mon collègue polonais estime que l'offre allemande et la visite de Ribbentrop prouvent la situation désespérée du Reich".

Or le même jour, le 23 Août, à midi, M. COULONDRE télégraphie de Berlin, sous le N° 2320-3 :

" Le gouvernement allemand serait décidé à provoquer, avant le 31 août une décision dans son différend avec la Pologne". L'opération de Moscou est un geste spectaculaire destiné à déconcerter les démocraties occidentales et à leur faire lâcher prise. Il

- 19 -

" est nécessaire de faire connaître le plus tôt possible, que
" rien n'est changé dans leurs résolutions".

Les missions militaires ne sont pas rappelées. Le 23 août le gouvernement polonais autorise le Général DOUMENC, à déclarer qu'en cas d'agression allemande " une collaboration polono-soviétique, dans des conditions techniques à déterminer, n'est pas exclue, et " qu'une étude immédiate de toutes les hypothèses de collaboration est possible". Le Maréchal VOROCHILOV se borne à répondre : trop tard.

Les missions militaires ne sont pas rappelées. Le 25, jour fixé pour l'entrée des troupes allemandes en Pologne, déclenchement qui fut remis jusqu'au 31, par suite d'un retard dans la mise en place des Divisions motorisées, le Maréchal VOROCHILOV faisait savoir au Général DOUMENC que " les négociations n'ont plus d'objet, dans la situation politique actuelle". Il signifiait congé.

Les missions avaient dû l'attendre, ce congé, pour recevoir leur rappel.

o
o o

Ainsi par une savante perfidie, bien digne de " l'homme d'acier", qui allait quelques semaines plus tard, envahir sans déclaration de guerre, le territoire polonais, achever un blessé en le poignardant dans le dos, tout avait été combiné pour donner à cet échec des négociations tripartites, les apparences d'une humiliante défaite. Convaincu par le dernier épisode d'une interminable négociation, marquée par des abandons successifs, que ni la France, ni l'Angleterre, malgré leurs déclarations répétées, ne viendraient, comme l'affirmait l'anglicisant von Ribbentrop, au secours de la Pologne, Hitler pouvait passer à l'attaque. Et Staline, assuré par avance de l'intervention anglo-française, plus sûrement qu'en 1936 - 37 (J'ai apporté il y a longtemps, des preuves de cette action belliciste dans les Soviets contre la France p. 32 et J'accuse Moscou p. 33) tenait ainsi, avec l'occasion attendue pour remanier ses frontières occidentales, la guerre nécessaire pour déclencher une révolution communiste. (Le document qui suit est aussi probant que le discours de Staline du 19 août 1939, publié par l'Agence Havas le 28 novembre 1939.

BUCAREST 6 Septembre 1939 N° 894 - 961 (communiqué à Londres).

Circulaire du Komintern, communiquée par M. Calinesco.

1°) La Russie s'est rendu compte, qu'il est temps de renoncer à la tactique adoptée par le VII^{ème} Congrès du Komintern, en 1933....."

2°) " Cette combinaison présentait pour nous un grand désavantage. Nous aurions aidé à sauver l'impérialisme anglo-français " qui constituait une dérogation absolue avec nos principes. Les principes n'excluant nullement une alliance temporaire avec le Fascisme".....

3°) " Conformément à ce programme, nous allons nous désintéresser complètement de la guerre, qui pourrait se déclencher en Europe.... L'activité révolutionnaire, qui se développe dans tous les pays sous la direction des partis communistes, prépare le terrain favorable pour nos interventions futures... Le Conseil Général du Komintern pense, que toutes ses appréciations ont comme bases les conditions nettement favorables, qui permettront prochainement le déclenchement d'une révolution sociale".

4°) ... " Une victoire diplomatique remportée par nous, c'est en même temps une diminution du prestige de l'Allemagne"... " Toute propagande anticomuniste a été réellement interdite".

5°) " Une des causes qui a précipité la conclusion du pacte russo-allemand était l'attitude défavorable de la Pologne, de la Roumanie et des Etats Baltes vis à vis de la Russie... "

VI

De ce récit, votre Rapporteur a le droit et le devoir de dégager des conclusions. Elles seront courtes.

Trois sont d'ordre historique.

I.- Il est évident, l'opinion et le gouvernement allemand n'ont reconnu qu'un groupement, " militairement articulé ", pour prendre l'expression de M. COULONDRE qui eût compris, avec l'Empire britannique et l'Empire Français derrière la Pologne et la Roumanie, l'Empire russe, disposait d'une telle supériorité de forces, qu'il pouvait empêcher une guerre européenne, et dicter l'ordre nouveau. Mais du moment où la Russie stalinienne, de jour en jour plus nationaliste, avait des revendications territoriales à formuler contre la Roumanie et surtout contre la Pologne et puisque les deux gouvernements en avaient trop conscience pour ouvrir avec sérénité leurs frontières aux armées russes, comment croire à la possibilité d'amener Staline à prendre, vis - à - vis de ces Etats, avec le même désintéressement total, les mêmes engagements unilatéraux, que la France et l'Angleterre ? Il était plus chimérique encore d'envisager que cet accord politique pût revêtir une forme militaire, sans le consentement préalable et la participation spontanée des deux pays, qui doivent bénéficier des secours et livrer passage. Je ne crois même pas, qu'il eût été possible, du moins à partir de Mai 1939, de réali- ser cette entente tripartite, sous la forme, cependant plus souple et moins risquée d'une adaptation du pacte franco-soviétique aux faits nouveaux et d'une adhésion de la Grande Bretagne à ce document d'un pieux " Locarnisme".

II.- Engagée comme elle l'a été, en vue d'une déclaration puis d'une alliance, la négociation tripartite, si elle traînait pendant des mois, risquait d'affaiblir encore, au regard des gouvernements de Moscou, de Rome et de Berlin, le prestige politique et l'autorité internationale de l'Angleterre et de la France. L'un et l'autre avaient été durement atteints par la passivité, avec laquelle les deux pays avaient assisté aux étapes successives de l'opération hitlérienne : Mars 1936, Mars 1938; Septembre 1938 - Mars 1939. Et je ne parlerai pas d'autres événements d'ordre intérieur ? Mais si les deux diplomatie, associées dans la même négociation, se cramponnaient frénétiquement à l'espoir d'aboutir, l'affirmant dans les discours ministériels et dans les commentaires officiels, multipliaient les concessions et encaissaient des rebuffades, ces gouvernements risquaient de confirmer les interprétations hitlériennes des trois Ides de Mars, 1936, 1938, 1939, sans compter celle de septembre. Assoiffées de paix et prêtes à toutes les transactions, Angleterre et France ne se battront pour la Pologne, que si la Russie se bat pour la Pologne. Staline préférera certainement la partager. Et l'Occident s'inclinera.

III.- Plus grave encore par ses répercussions à Berlin, ne pouvait manquer d'être la négociation militaire, proposée dans des conditions suspectes et à une heure trouble par M. MOLOTOV. D'ordinaire les tractations de cet ordre ne s'engagent qu'après la réalisation de l'accord politique : elles en sont le couronnement logique et la sanction.

morale. Or voici que le Gouvernement stalinien propose de mettre la charrue avant les boeufs. La coutume diplomatique prescrit, que ces entretiens militaires ont lieu sans publicité tapageuse, entre chefs d'Etat Major et dans le secret. Or voici que des délégations nombreuses s'embarquent pour Moscou au son des fanfares officielles; dès leur arrivée, participent à un banquet diplomatique et échangent des toasts oratoires, sans que les informations relatives aux tractations germano-russes, engagées depuis des mois et révélées par les faits eux-mêmes, aient été officiellement démenties.

Si elles aboutissent à un accord économique et politique, territorial et militaire entre Hitler et Staline, l'échec subi par l'Angleterre et par la France ne risque-t'il pas d'être interprété à Berlin, comme la suite des replis antérieurs, comme un aveu d'impuissance dernière; comme une renonciation à toute intervention armée? Le risque devait-il être couru? Personnellement je ne le crois pas.

o
o o

Mes dernières conclusions sont d'ordre technique.

I.- J'ai toujours pensé que l'organisation du quai d'Orsay devrait être remaniée et ses méthodes de travail modernisées. Il y a seize ans, en 1923, j'avais saisi le Président Raymond POINCARÉ, qui, en m'appelant parfois à collaborer à son oeuvre diplomatique, m'a fait le grand honneur de ma carrière, d'un plan de remaniements et d'un projet d'instructions. Les erreurs dans la répartition des bureaux géographiques et des grandes directions n'ont pas été réparées. Les dépêches des agents ne sont pas régulièrement communiquées aux autres postes. Il n'est pas dressé de procès-verbaux sommaires des entretiens avec les représentants étrangers. Je suis convaincu que si telle dépêche d'un Ambassadeur de France avait été communiquée plus largement; si des notes sur telles conversations tenues à Paris avaient été dressées et communiquées, la négociation anglo-franco-russe n'eût pas évolué de la même manière. La vision eût été plus nette. Les décisions n'eussent pas été identiques.

II. Les informations secrètes constituent un élément précieux, dont aucune action diplomatique ne peut se passer. Elles sont aujourd'hui recueillies par des services différents, militaires (2^{ème} Bureau de l'Etat Major Général, service des Renseignements, Attachés militaires); judiciaires (Sûreté Générale, Renseignements généraux de la Préfecture de Police); diplomatiques (agents officiels et parfois informateurs officieux). Il n'existe entre ces divers services aucun organisme de coopération, pour d'abord filtrer et confirmer, puis ensuite pour informer le chef du gouvernement, et les Ministres des Affaires Etrangères, de la Défense Nationale; indispensable en temps de paix comment ne le serait-il pas en temps de guerre?

III.-Mais si les rouages de l'action diplomatique ont besoin d'être révisés, que dire des documents, dans lesquels elle s'exprime? De ces "déclarations" unilatérales de garanties octroyées gratuitement sans même que les Etats bénéficiaires soient tenus de raccorder leurs fortifications permanentes et d'adapter leur mobilisation éventuelle à celles des Etats garants? De ces pactes "d'assistance et de consultation" qui, sauf le dernier en date, si remarquablement commentés par notre collègue M. Marcel PLAISANT, créent des obligations inégales, laissent à la France toutes les charges et parfois, - tel le pacte franco-soviétique -

ne la mettent même pas à l'abri des violations les plus patentes du droit international et de la parole donnée ? Et que dire de ces chapelets d'Etats égrénés sur les rives de la Baltique ou dans la plaine du Danube, sans qu'ils soient liés par une armature fédérale et qui, étant par le dessin de leurs frontières et par la faiblesse de leurs ressources, incapables de se défendre, ne peuvent, tels des grains de limaille, résister à l'attraction magnétique du bloc voisin.

Ces erreurs de méthode ont valu à notre peuple, par un record sans précédents, de faire trois fois en soixante dix ans, les frais d'une guerre européenne.

Vous saurez, j'en suis certain, mes chers Collègues, en contrôlant de près les négociations de la paix prochaine et en posant à l'avance les conditions de la sécurité française, éviter que dans une nouvelle période de quinze à vingt ans, une autre jeunesse, également innocente, vienne au prix de cette effroyable sélection à rebours qu'est le champ de bataille, payer des erreurs de méthode et expier des manques de prévoyance. Les sanctions des Faits sont plus impitoyables que la Justice des Hommes.

TABLE des MATIERES

I. PREFACE HISTORIQUE

I. L'emprise allemande sur la Russie moderne.....	p.	I
II. La carte orientale de l' Europe versaillaise.....	"	I
III. Les étapes des relations germano-soviétiques.....	"	2
a) 1918 - 1928	"	2
b) 1928 - 1933	"	2
c) 1933 - 1938	"	2 et 3

II. LES DEUX PREMIERES ETAPES , LEURS CARACTERES

I.- 15 Mars 1939 - 2 Avril 1939	"	4 et 5
II.- 2 Avril 1939 - 7 Mai 1939	"	5 et 6
Le remplacement de M. LITVINOV par M. MOLOTOV. Sa désignation. Trois dépêches	"	7 et 8

III. LES TROIS DERNIERES ETAPES, LEURS CARACTERES

I. 14 Mai 1939 - 28 Mai 1939	"	8
II. 2 Juin 1939 - 4 Juillet 1939	"	9
III. 5 Juillet 1939 - 20 Juillet 1939	"	II

IV. LA CONVERSATION MILITAIRE

I. Les risques évidents	"	I2
a) Militaires	"	I2
b) Diplomatiques	"	I2
II. Les informations reçues		
a) Informations de la presse étrangère..... (Trois documents)	"	I3
b) Interprétation des faits, le repli russe en Es- pagne	"	I4
c) La dépêche du 7 Mai	"	I5
d) La note du 23 Juillet	"	I5
e) L'opinion de Londres	"	I6

V. LA NEGOCIATION DE MOSCOU

I. Le droit de passage	"	I6
II. La convention économique germano - russe	"	I7
III. La convention politique germano - russe	"	I7
IV. Le rappel	"	I9

VI. CONCLUSIONS

I. D'ordre historique I°	"	20
" " 2°	"	20
" " 3°	"	20, 2I
II. D'ordre technique I°	"	2I
" " 2°	"	2I
" " 3°	"	2I, 22

Vendredi 15 décembre 39 - 15 heures

Présidence de M. Henry Bérenger, Président.

Présents: MM. M. Plaisant, vice-Prés., Berthod et Laffont, xcrains, Bardoux, Capes, Honnorat, de Ludo, Pichery, de Chambrun, Mollerand, Bravin-Champeaux, Thourmyre, Peyronnet, Steeg, Mireaux, Garnier-Duparc, Fourment, Jovelet, Cam. Ferrand, Desjardins, Al. Prachelet, Reibel, Bort, Pareyre, H. Hays.

Exabs: A. Buisson.

M. Pernot, M^{re} du Bleus, est introduit.

M. le Pt le remercie d'avoir répondu à l'appel de la Com et lit le questionnaire ci-dessous qui a été remis au M^{re}

QUESTIONNAIRE

- I. - Comment est organisée la saisie des exportations allemandes ? Quelle est l'attitude des pays neutres à l'égard de cette mesure et notamment celle de l'Italie, des Etats-Unis et du Japon ? Quelles sont les négociations engagées à cet égard avec les différentes puissances neutres intéressées ?
- II.- Quelles sont, à cette heure, les résultats de la politique d'achats méthodiques, en ce qui concerne les denrées alimentaires et les matières premières, qui a été suivie par la France et la Grande-Bretagne notamment dans les pays balkaniques ?
- III. Quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour que les devises correspondant à ces achats ne soient pas utilisées pour les pays vendeurs pour des achats en Allemagne ?
- IV. - Les importations belges de cuivre ont - elles été normales depuis le début de la guerre ?
- V. - Quelles sont les conditions actuelles du ravitaillement de l'industrie allemande en minerai de fer ?
- VI.- L'accord récent franco-britannique concernant les achats en commun sur les marchés étrangers comporte - t'il une entente corrélative en ce qui concerne les exportations ?

Exposé de M. G. Pernot, M^{re} du Blocus, sur la guerre économique -

M. le M^{re}. Les remarquables rapports de M. Mireaux simplifient ma tâche, qui consistera d'abord à les compléter, notamment en ce qui concerne les faits survenus depuis lors. J'examinerai successivement les points qui vous préoccupent :

1- Politique générale du blocus. Il s'agit plutôt, en fait, de la "guerre économique", le blocus actuel étant, selon la formule de M. Chamberlain, "une politique destinée à bouleverser l'économie de l'ennemi". Quels moyens sont mis en œuvre ? Il y en avait quatre, jusqu'à ces derniers jours : surveillance du trafic maritime, - traités de blocus avec les neutres voisins de l'ennemi, pour réduire leurs relations commerciales avec lui, - surveillance économique pour faire observer les garanties de non-réexportation, - achats de blocus, pour priver l'ennemi de matières dont il a besoin pour la guerre.

Ces achats représentent deux trois formes : denrées dont nous n'avons pas besoin, mais qui sont indispensables à l'ennemi, - produits dont nous n'avons besoin que jusqu'à un tonnage déterminé, que nous désirons pour en priver l'ennemi, - préférence accordée pour les achats même à un prix inférieur, sur les marchés de neutres voisins de l'ennemi.

Organisation du M^{re} Comment procéder à ces achats ? faire ouvrir des crédits au M^{re} du blocus risquerait de provoquer une hausse des prix et une multiplication des missions à l'étranger. Il vaut mieux faire acheter par les M^{res} fournisseurs qui ont sur place des exécutants, une fois la décision prise par le M^{re} du Blocus.

Le rôle de celui-ci est à la fois de diriger et coordonner : fixer les principes de la guerre économique, puis s'accorder avec les divers M^{res} intéressés. Installés au Palais d'Orsay, mes services se sont formés autour du noyau mobilisateur de la Sous-D^{re} des Affaires Commerciales. J'ai constitué 4 sections, savoir : 1, section d'information, qui centralise les renseignements indispensables à la surveillance du trafic maritime, - 2, section économique et financière, qui opère, sur une période déterminée, la synthèse de ces renseignements fragmentaires, - 3, section des relations commerciales avec

l'étranger, en liaison avec les autres M^{es} compétents,
-4, section de surveillance du commerce avec l'ennemi
(contrebande, listes noires, etc.)

La liaison est constamment assurée avec Londres
par deux missions, l'une d'achats, l'autre dirigée
par M. Paul Hurand.

Faits nouveaux.

Les faits nouveaux survenus depuis le dernier
rapport de M. Mireaux peuvent se ramener à 4 :
1, saisie des exportations allemandes, - 2, nouveaux
traités de blocus, - 3, mesures concernant les Balkans,
- 4, surveillance du trafic aérien.

Saisie des exportations. 1- M. Mireaux signalait qu'il ne suffisait pas
d'empêcher l'Allemagne d'acheter, mais qu'il importait
davantage encore de l'empêcher de vendre, et réclamant
l'embargo sur ses exportations.

Certains ont même demandé pourquoi on ne l'avait
pas décrété dès le 2 septembre. C'est qu'en ce cas il ne
s'agirait d'une question de contrebande de guerre, seul
fait donnant lieu explicitement à saisie d'après la
Déclaration de Paris de 1856. Dirait-on que vis-à-vis
de l'Allemagne les scrupules juridiques ne doivent pas
être mis ? Mais l'embargo gêne les neutres au moins
autant qu'elle. Pourtant c'est la France qui, sous une
signature, en a pris l'initiative, dès le 24 octobre,
lorsque l'emploi illégal des mines dérivantes par
l'Allemagne l'a justifiée à titre de représailles. Les
règles adoptées ont été publiées en même temps à Londres
et à Paris. (M. le M^e en donne lecture).

Belgique, Chine, Espagne, Japon, Norvège, Pays-Bas
et Suède ont protesté, - Chine, Japon et Norvège plutôt
sous forme d'observations. Les Etats-Unis ont exprimé
des réserves à Londres, mais n'ont fait aucune demande
à Paris.

Position de l'Italie. L'Italie a une position particulière. Elle n'a
fait aucune note ni à Paris ni à Londres. Le C^{te} Ciano
a convoqué les deux ambassadeurs alliés pour
attirer leur attention sur les conséquences de l'embargo
en ce qui concerne son pays. La question a fait l'objet de

longues conversations entre nous et l'Angleterre.

L'embargo touche à deux problèmes importants pour l'Italie : d'abord l'approvisionnement en charbon, 2^e l'armement.

1) - L'Italie importait quantité de charbon allemand, surtout par mer, de Hambourg et davantage de Rotterdam. ~~Tous~~ J'ai proposé ^{à l'Angleterre} d'augmenter ses fournitures de charbon à l'Italie pour combler le manque résultant de l'embargo, et elle a promis de faire à cet effet un effort supplémentaire. Dès le 5 décembre, j'ai pu en télégraphier la nouvelle à notre ambassadeur, qui en a informé ainsi le C. C. l'ans avant la réunion du Grand Conseil fasciste, où elle a exercé une heureuse influence. Mais l'Italie payait son charbon allemand en exportations agricoles : à ma demande Londres examine très attentivement cet aspect du problème la négociation se développe favorablement. 2) - L'Italie, par Trieste notamment, consacrait une grande partie de son tonnage aux exportations allemandes. J'ai demandé au Ministère de la Marine marchande d'examiner les moyens d'utiliser l'armement italien. Ainsi nous nous efforçons de satisfaire les légitimes préoccupations de l'Italie.

Du côté du Japon, nous avons dû convenir que l'embargo n'entrerait pas tout de suite intégralement en vigueur. nous lui avons passé les exportations allemandes quand elles ont été payées avant la promulgation de l'embargo, et ne nous montrons au début, pas trop rigoureux à ce sujet.

Comment fonctionne l'embargo ?

Nous avons invité les commerçants neutres à se faire délivrer des certificats d'origine, défini les marchandises sujettes à saisie, qui sont ou réquisitionnées ou vendues, et la contre-valeur versée à la Caisse des Dépôts pour que la Cour des Prises en décide à la fin des hostilités.

Exportations françaises. D'autre part, j'ai mis en œuvre à simplifier les formalités qui régissent les exportations françaises, de manière à laisser libres celles qui ne figurent pas sur une liste pour laquelle la garantie de non-réexportation est exigée dès l'origine.

En ce qui concerne la répartition, entre France, Belgique, des marchés d'exportation, il faudra que les exportateurs des deux pays indiquent leur plan général, ce qu'ils n'ont pas fait jusqu'ici.

M. Mireaux. La question a été soulevée aux Communes. Le chef de l'opposition libérale a demandé au g^t de s'entendre avec la France à ce sujet. On peut profiter de cet état d'esprit.

M. le M^{re}. 2. Deux nouveaux traités de Blois, depuis votre dernier rapport, ont été conclus: avec la Belgique, avec le Luxembourg.

nouveaux traités de Blois. Tous deux l'ont été à notre satisfaction, et réduisant les envois, notamment de minerais, à l'Allemagne, à telles enseignes que celle-ci, par représailles, a réduit de 50% pour la Belgique, et supprimé pour le Luxembourg, ses livraisons de coke.

Achats dans les Balkans. 3: mesures concernant les Balkans.

Dans cette région, les Alliés s'orientent vers une politique générale d'achats. Pourquoi pas plus tôt? C'est qu'on avait d'abord prévu la guerre en Méditerranée. Il fallait aussi ajuster une politique franco-britannique à la nécessité d'éviter une concurrence interalliée. Depuis quelques jours nous avons une délégation sur place, qui négocie des achats importants en Yougoslavie: je m'y préoccupe surtout du cuivre des mines de Bor, en dépit d'une pression allemande extrêmement vive, par un gramme n'en est parti vers l'Allemagne.

M. le Pr^s. Le g^t yougoslave a mis la main sur l'administration de ces mines.

M. le M^{re}. C'est exact, mais j'ai obtenu l'assurance répétée que les promesses faites sont respectées.

Nous faisons aussi un gros effort en Turquie pour l'achat de chrome, qui implique la nécessité d'autres achats. Les conférences se poursuivent.

En passant, je signalerai que j'ai pu faire faire en Indo-Chine des achats considérables de wolfram,

produit qui préoccupe fort l'Allemagne.

On m'a demandé. Si nos devises destinées à payer nos achats des Balkans ne risquent pas de repasser en Allemagne. En fait, la France effectuera partie de ses paiements par compensation des les créances qu'elle détient dans ces régions. D'autre part, la plupart de ces pays, ayant des clearing avec l'Allemagne, ne la paieront pas non plus en devises. En outre, nous demandons que les francs livrés par nous soient employés exclusivement à des achats sur les marchés alliés.

M. P. Laffont. - L'accord franco-anglais des 2/5èmes prévoit-il pour les achats de blocus?

M. le M^{re}. - Certainement.

Surveillance du trafic aérien. - H. Il m'aurait été signalé qu'il se faisait une contrebande de guerre importante par avion, notamment sur la ligne Rome-Lisbonne. Comment l'empêcher? C'est une question toute nouvelle; les études se poursuivent en France & en Angleterre.

Efficacité du blocus. Deux questions se posent tout d'abord dans ce domaine : 1) Ravitaillement de l'Allemagne en cuivre belge (Katanga); j'ai pu rassurer le Com à cet égard. Depuis septembre, les importations de cuivre des colonies belges en Allemagne ont baissé de 40% par rapport à 1938. On a répandu à cet égard les bruits les plus fantaisistes. Les Alliés ont d'ailleurs saisi d'importantes cargaisons. 2) Ravitaillement de l'Allemagne en fer.

M. A. Berthod. - On a dit qu'il y passait du fer français.

M. le M^{re}. - Je puis vous assurer que toutes les précautions ont été prises.

Les besoins allemands sont de 19 millions de tonnes par an, mais ils peuvent varier avec les formes de la guerre. En 38, 33,68% étaient couverts par la production interne, le reste importé, dont moitié des pays alliés ou d'Océanie-Atlantique.

On pense que, d'octobre 39 à octobre 40, la production

pourra atteindre 6 millions de tonnes, l'importation (notamment de Scandinavie) 4 millions; les stocks atteindraient aussi 4 millions, et on aurait trouvé 1 million $\frac{1}{2}$ en Pologne. Au bout de 15 mois de guerre, l'Allemagne pourrait commencer d'être très gênée.

Le blocus déjà gêné, d'ailleurs. Elle ne reçoit plus rien des pays alliés, presque rien des neutres d'Outre-Atlantique, au lieu qu'elle en recevait 40 % de ses matières brutes, 47 % des produits semi-ouvrés, 60 % des produits alimentaires. Du 2 sept. au 12 déc. le tonnage maritime a ainsi définitivement 223.600 tonnes.

Les Allemands nous reprochent d'affamer femmes & enfants en interdisant les vivres; or, une déclaration de la Cour des Prises allemande, en 1917, déclarait légitimes ces prises.

L'efficacité du blocus est prouvée aussi par l'énorme effort de la propagande allemande contre lui et la pression formidable exercée sur les neutres pour tenter de le desserrer. Dans un récent article, le président de la Hanseburg - Amerika Linie soulignait lui-même, dans le journal de Goering, les effets redoutables du blocus.

Que peut-on en attendre dans les mois prochains? Avis très partagés. Les sceptiques opposent à la carte de guerre 3 la carte de guerre 14. Or, j'ai fait établir ces cartes comparatives: on y voit que, dès 1917, l'Allemagne disposait de territoires infiniment plus vastes qu'aujourd'hui. La Russie étant déjà neutralisée; et c'est au moment où elle allait disposer de l'espace vital le plus énorme qu'elle allait s'effondrer sous l'effet du blocus.

Ajouter que, dès 14, elle détenait les régions françaises agricoles & industrielles les plus riches.

Que peut être l'apport russe? Staline voudrait-il restreindre son peuple pour aider l'Allemagne, désirant la voir victorieuse, et rapidement? Questions. La Russie

a toujours été importatrice, elle n'a jamais exporté de minerai, du pétrole ne fait à peine à ses besoins, accrues par l'emploi de 400 000 tracteurs agricoles. Les transports sont fort difficiles sur des étendues immenses, avec les obstacles que vous connaissez : écartement des voies ferrées, - voies uniques, - gabarit des wagons. Ces jours-ci, le Militär Wochenblatt concluait qu'il faudrait encore des années pour organiser le ravitaillement de ce côté, et que jusqu'ici la capacité de la Russie à cet égard n'est pas grande.

En conclusion, il faut penser que le blocus aidera incontestablement à gagner la guerre, mais qu'il ne suffira pas à assurer la victoire. Le Gazette de Lausanne écrivait récemment qu'il constituerait un facteur militaire d'importance réelle et croissante, étant donné que les stocks vont s'épuiser. Nous devons donc poursuivre avec énergie la politique de la guerre économique. J'espère le faire avec l'appui de la Cor, et avec la force que donne la foi patriotique d'un ancien combattant père de trois combattants, qui désire être à sa place un modeste artisan de la victoire. (App.)

M. le Prêt félicite et remercie l'orateur.

M. V. Boret. - Le blocus, ne s'exerçant pas sur les voies terrestres, pourrait y être complété par des achats intensifs sur tous les marchés neutres voisins de l'Allemagne, qu'on débarrasserait de tous leurs excédents, soit en enlevant et transportant les denrées disponibles, soit même, s'il n'est pas possible de les détruire, par donner que l'ennemi en sera privé. Sans doute il s'agit là d'environ 55 milliards à dépenser, mais ce chiffre ne représente que la dépense franco-britannique de deux mois de guerre, et l'on abrégerait la guerre d'une durée au moins égale. Aussi ai-je demandé plusieurs fois, sans obtenir de réponse, qu'on examine toutes les offres qui nous sont faites.

M. A. Berthod demande des explications complémentaires sur le ravitaillement allemand en pétrole et en nickel.

M. P. Laffont. - Dans les conversations avec l'Italie sur les exportations allemandes, une préoccupation politique a-t-elle, ou non, peur de mêler aux difficultés soulevées dans le domaine économique? Comment la question a-t-elle été réglée pour l'Espagne, qui avait avec l'Allemagne des contrats de troc?

M. Cam. Ferrand. - A-t-on des renseignements au sujet d'équipes d'ingénieurs allemands qui devraient se rendre en Russie?

M. Le Huré. - Je réponds à M. V. Boret que les prohibitions de sortie s'appliquent aussi au commerce par voie de terre. Nous avons des traités de blocus avec de nombreux neutres. Le chiffre que vous avez cité pour des achats massifs effrayait le Trésor français et britannique. Notre intérêt est d'ailleurs de faire porter nos achats sur les marchandises particulièrement nécessaires pour la guerre, et qui ne représentent pas nécessairement un gros tonnage. J'ai constitué une Commission interministérielle d'achats à l'étranger, qui a établi un ordre de priorité des achats.

M. V. Boret. - Il suffirait, en fait, de 8 milliards pour priver l'Allemagne de tous les produits qui lui sont indispensables. On pourrait les stocker en Algérie et les rétroceder après la guerre. Ainsi nous économiserions du sang, et aussi, dans le futur, de l'argent, alors que nous assistons à des gaspillages incalculables.

M. Le Huré. - J'indiquai volontiers la question.

Je réponds à M. Berthod : sur le ravitaillement allemand en pétrole, Londres est plus optimiste que nous; il faut compter avec les quantités de

pétrole roumain, et surtout avec celles de pétrole synthétique tiré du charbon polonais. En Roumanie nous intensifions nos achats.

M. S. Mireaux. J'ai indiqué ceci : en 1940, la production intérieure sera de 5 millions de tonnes, il y a 3 millions $\frac{1}{2}$ de stocks, 500 000 tonnes peuvent venir de Pologne, 1 million est promis de Roumanie, il en entrera encore plus ou 1 million de Russie, on compte 1 million de contrebande. Total : 12 millions, c.-à-d. à peu près la quantité nécessaire aux besoins. Mais, après l'épuisement des stocks, c.-à-d. au bout d'un an, le blocus commencera à produire des effets sérieux.

M. M. Placant. Les producteurs de pétrole synthétique s'attendent de pouvoir doubler leur chiffre.

M. Le M. R. Je crois que les chiffres concernant la Russie, la Roumanie, et la contrebande, sont exagérés, mais si le temps aujourd'hui travaille pour nous, cela peut être d'une vraie grandeur quand les ingénieurs allemands, comme le suggérait M. Cam. Ferrand, auront équipé la Russie.

Sur la question du nickel j'ai peu de documents. Je crois que les mines finlandaises ne peuvent guère donner avant plusieurs années.

M. S. Mireaux. Le nickel provient surtout du Canada et de la Nouvelle-Calédonie.

M. Le M. R. Je réponds à M. P. Laffont : mon impression est que, si nous savons résoudre les difficultés économiques avec l'Italie, il y aura des répercussions sur le plan politique.

Du côté de l'Espagne il n'y a pas eu de protestation très vive, nous négocions actuellement des accords commerciaux.

M. J. Bardoux. L'action du blocus, j'ai cru, est et sera lente. C'est que la part du commerce allié et américain dans les exportations allemandes ne représenterait que 2.100 millions de reichsmarks, contre 5.260 millions pour les neutres continentaux, or, cette proportion ne peut que s'accroître. Le commerce allemand avec le

Danemark, la Hollande, la Suède, ne sauront guère diminuer.

D'après des témoignages récents, l'économie allemande est beaucoup moins gênée que nous ne pensions. La guerre économique ne suffira pas à briser l'Allemagne. Il faut y faire coïncider la guerre militaire et diplomatique. Je crains que nos agents dans les Balkans n'aient pas d'instructions assez précises et coordonnées, alors que s'y prépare sans doute une grande opération militaire russo-allemande.

M. Thouny. - Le M^r du Meus s'occupe-t-il aussi du contre-blocus allemand, qui déjà nous fait souffrir et appelle des mesures immédiates, l'arrestation des lignes maritimes, multiplication des usages de transport, etc ?

M. Peyronnet. - Je crois que le M^r de la Marine marchande s'y emploie.

M. le M^r. - Je réponds à M. J. Bardoux que j'ai suivi le P^t du C^o de ses justes observations sur la nécessité d'une liaison entre l'action diplomatique et l'action économique. Sur la situation intérieure allemande, les informations sont abondantes mais contradictoires; il ne faut pas se fier aux apparences, le trafic rhénan, notamment, a considérablement diminué.

Je réponds à M. Thouny que le contre-blocus, en ce qui concerne les routes maritimes, relève de l'Amirauté. Quant au tonnage, le M^r de la Marine marchande s'en préoccupe depuis longtemps; j'en parlerai avec lui.

M. Honorat. - Les négociations de paix avec la Norvège n'ont-elles pas échoué à cause de la guerre des mines ?

M. le M^r. - Les accords de blocus avec les Scandinaves sont du domaine britannique, les négociations se poursuivent.

M. V. Bost. - Pour être renseigné sur les besoins exacts de l'Allemagne, abonnez vos agents à l'étranger aux journaux techniques des producteurs allemands,

vous y trouverez toujours des appréciations objectives de la situation.

M. Le Wé - J'y veillerai, ce n'est pas toujours facile, j'ai déjà fait de mauvaises annonces.

Leçon levée à 17 heures 10.

Vendredi 29 décembre 1939. 15 heures

1

Présidence de M. Henry Bérenger, Président.

Présents: MM. Plaisant, vice-Prés., Berthod, Saïre, Millerand, J. Bardoux, Steeg, Y. Boret, Bourdeaux, Pichey, R. Renault, A. Buisson, E. Mireaux, Boivin-Champeaux, Gastier-Duparc, Honnorat, Al. Bachelet, P. Laval, Desjardins, Peyronnet, de Chamberun, Fournier, Ch. Reibel, Jovelet.

Excusés: M. Parayre, Secrétaire du Préj.

M. le Président communique aux membres de la Commission l'assurance renouvelée par le Juri d'Orsay de faire à chacun d'eux la remise de son Bulletin de presse étrangère.

Rapports avec la Pologne.

M. le Président. - Le livre Jaune a dû être remis à chacun de vous. Il serait utile que M. Plaisant reprenne, à la lumière de ces documents, la préparation des rapports qu'il nous doit sur les traités anglo-franco-polonais.

M. Plaisant. - Je le ferai volontiers, et en me référant aussi au nouveau pacte intervenu avec la Pologne le 7 novembre.

Buts de guerre.

M. le Président. - Il conviendrait, après les manifestations de ces derniers jours, de jeter un regard sur ce qui se passe hors de France au sujet de ce qu'on appelle les "butts de guerre". Nous pourrions nous trouver, en fait, critiqués pour

avoir délibérément négligé tout ce qui peut se trouver ²
au-delà de la victoire; une Com^{on} diplomatique ne saurait
rester complètement en dehors d'un immense mouvement
qui maintenant atteint des chefs d'Etat ou de religion.
Sans doute un examen de cet ordre aurait-il avantage
à être exempt de toute publicité et à rester dans notre
confiance; j'ai eu occasion de m'en entretenir avec M.
Boivin-Champeaux, et j'ai cru que nous pourrions lui
demander de nous exposer les controverses Britanniques,
en les rattachant à celles qui sont intervenues en Amérique
ou en Italie. Ainsi pourrions-nous poser de premiers
jalons en vue d'une reconstruction ultérieure de l'Europe
et même du monde.

M. Boivin-Champeaux. - Je serais très heureux de présenter à
la Com^{on} une telle étude.

Examen de la situation internationale en fin d'année. - Exposé

du Président.

M. le Prés. - J'ai pensé que notre dernière réunion de l'année
pourrait nous donner occasion de faire le point de la
situation internationale présente, en tenant compte des
derniers événements survenus.

Depuis notre précédente séance, j'ai eu divers entretiens
avec M. Daladier, M. Champetier de Ribes, M. Pernot, M. Léger,
j'ai défilé les dépêches diplomatiques. Je puis, en
particulier, vous rapporter ma conversation d'hier avec M.
le Prés^{id} du Conseil.

Il m'a manifesté son contentement du resserrement

croissant et continue de l'alliance franco-britannique ³
sur tous les fronts; l'union est beaucoup plus fortement
fondée qu'à aucun moment elle ne l'a été pendant ni
après la guerre précédente. C'est, à ses yeux, notre principal
atout.

D'autre part, il juge important le renforcement de
l'amitié franco-américaine. Il ne m'a pas autorisé à
en révéler toutes les formes, mais je puis vous dire que
nous sommes déjà loin de la levée de l'embargo. En
réalité, le Pt Roosevelt a pris position, non seulement
pour l'après guerre dans son intervention auprès du pape
mais pour la conduite même de la guerre. Il nous
apporte un concours extrêmement important pour
l'élargissement et le soutien du blocus. Ce sont, d'ailleurs,
les deux Amériques qui ont pris position, à la S.D.N.
(dont la session a été plus importante que certains ne
l'ont dit), en faveur de l'action des alliés. Tout ce qui
a été fait à Genève a eu pour effet de consolider notre
position générale. nous avons réuni une majorité
imposante d'États américains, qui peuvent nous apporter,
soit des aides financières, soit des ravitaillements
indirects en munitions.

Sur deux points notamment, Scandinavie et
Proche-Orient, les faits récents ont un peu étendu la
carte de la guerre.

En ce qui concerne le premier, vous savez que la
S.D.N. a décidé, pour ses membres, l'aide à la Finlande.
France et Angleterre ont répondu vigoureusement à son
appel. A ce propos, je puis attester tout le poids qu'ont eu
les nobles et éloquentes interventions de M. Paul Boncour.

Il a fait remarquer que l'ennemi n° 1 restait toujours l'Allemagne, et que l'aide à la Finlande ne serait nullement une diversion, mais viendrait corroborer l'action alliée contre le Reich. Néanmoins la sanction réclamée par l'Argentine contre l'URSS a été appuyée, et votée.

Nous devons, selon M. Daladier, apporter à la Finlande une aide positive; nous avons déjà envoyé ^{rente} de nos meilleurs avions de chasse: c'est ce qu'elle demandait, n'ayant pas pour le moment besoin d'effectifs; elle demande également d'autres fournitures que nous pourrions lui procurer. De son côté, l'Angleterre a envoyé ^{soixante-dix} ~~deux~~ bombardiers, qui, eux, peuvent voyager par l'air, tandis que nos avions doivent passer par mer jusqu'au Norvège.

En même temps s'exerce une action diplomatique. Elle se révèle délicate à l'égard de la Suède et de la Norvège, que l'envoi d'effectifs alarmerait pour leurs rapports antérieurs avec les Russes. Mais cette action continue.

La question a pour nous un intérêt capital. On sait, par exemple, que, si Thyssen a dû s'échapper d'Allemagne, c'est pour en avoir fait un rapport véridique à Hitler: si le minerai de fer suédois venait à lui manquer, l'Allemagne, en effet, n'aurait plus qu'à faire la paix. Tous les essais de Goering pour utiliser les minerais allemands ont donné des résultats lamentables. Le fer nécessaire au Reich vient, pour au moins 80%, de la région suédoise qui se trouve au nord du golfe de Bothnie, près de la frontière finlandaise: si nous laissons aboutir sur ce point l'action certainement concertée de la Russie, de l'Allemagne, la guerre pourra durer très longtemps; si, au contraire, nous nous entendons avec la

Finlande, si nous pouvons réussir auprès de la Suède⁵ et acheter tout son minerai, nous étouffons l'Allemagne.

Ajoutez que nous ne saurions laisser les russes-allemands dominer le littoral de l'Océan glacial, sous peine de voir toute leur flotte sous-marine passer dans l'Atlantique par le nord.

Ainsi, nécessité absolue d'accroître notre secours effectif à la Finlande et de poursuivre notre politique scandinave.

Sur des actions qui se prépareraient dans les Balkans et le Proche-Orient, soit de notre côté, soit d'un autre, nous avons recueilli bien des échos, d'ailleurs souvent contradictoires. M. Deladier les déclare sans consistance. Il a seulement chargé le Gal Weygand de constituer dans le Levant, comme une sorte de réserve militaire, une armée, qui d'ailleurs atteint près de 200.000 hommes, à toutes fins: si nous étions attaqués du côté de Suez, elle se joindrait aux forces britanniques et arabes; si les Soviets, par la Bessarabie, menaçaient Constantinople, elle se joindrait aux Turcs; si des complications survenaient dans la presqu'île balkanique elle-même, des actions seraient possibles par Salonique et la Thrace, et des plans ont été étudiés pour s'adapter aux circonstances.

Le P^t du P^éil connaît les graves et presque insurmontables difficultés d'un bloc des Etats balkaniques, certains d'entre eux, Bulgarie et Hongrie, n'ayant jamais pardonné à certains autres, telle la Roumanie, les traités de Versailles et de Trianon. La Yougoslavie s'est

beaucoup, par peur de l'Allemagne, rapprochée de l'Italie⁶, dont elle fera la politique; elle-ci est au milieu avec la Hongrie, pays revisionniste. La Bulgarie est sous une sorte de protectorat moral soviétique. La Grèce doit compter avec les 100 000 ressortissants qu'elle a dans les autres pays. Ainsi enchevêtrement d'intérêts tel qu'à l'heure présente l'Italie elle-même se reconnaît incapable de les réunir, elle joue sur plusieurs tableaux à la fois, et essaie de concilier des positions multiples pour tirer le meilleur parti des circonstances à venir. La Turquie n'a qu'un souci, empêcher une descente des Russes sur la mer noire et la mer Egée. Elle reste pour cela étroitement unie à la France et à l'Angleterre en vue de maintenir le statu quo. Cette situation s'oppose à toute prise de position précipitée.

J'ai interrogé M. Daladier sur l'éventualité d'une attaque allemande sur le Luxembourg et la Belgique, destinée à répondre à cet ébranlement par les ailes. Il a reconnu l'intérêt immédiat de la question. Il y a huit jours encore, cette attaque, d'abord prévue pour le 12 novembre et décommandée alors, était de nouveau attendue; elle ne s'est pas produite; mais il y a toujours dans cette région 1.350.000 hommes, qui demain peuvent être mis en mouvement. Nous sommes d'ailleurs parés dans toute la mesure où des hommes peuvent l'être.

Mais, ai-je dit, si la crise se produit, ce sont les Français qui la subiront. Où en est la participation anglaise, souvent demandée par notre pays? Le Pt du Ciel m'a répondu qu'elle dépassait ce qui avait été promis,

il y a chez nous plus de 200 000 soldats et ouvriers britanniques, dont plus de 2 divisions sur le front; ce n'est pas encore suffisant, et M. Daladier a obtenu que soient accélérées l'arrivée des contingents et leur encadrement dans les effectifs en ligne.

Lui faisant remarques que l'aide à la Finlande aboutirait à entrer en guerre avec les Soviétiques, j'ai demandé s'il allait rompre avec ceux-ci. Il m'a répondu: j'ai opposé résolument au rappel des ambassadeurs, car, de notre point de vue, ce ne serait qu'un geste, d'ailleurs inutile puisque déjà nous avons enfreint tout ce que nous avons pu signer avec les Etats-majors communistes de notre sol; il y a 4.000 communistes incarcérés, il ne pourrait arrêter les 1.500.000 électeurs communistes. La rupture diplomatique ne nous donnerait donc aucun avantage à l'intérieur. Et, du point de vue diplomatique, elle romprait la cohésion avec nos alliés: d'une part, les Britanniques, qui dès le début pratiquent dans ce domaine une politique très particulière, Lord Halifax ayant déclaré que les territoires polonais occupés par les Russes avaient été exclus de la ligne Curzon; ils ne veulent pas que la Russie, par l'Iran, aille porter dans l'Inde une action dissolvante, et ne veulent pas, pour l'instant, que l'initiative d'une rupture vienne d'eux; — d'autre part, les Turcs, qui, dans le protocole II du récent traité, ont stipulé leur désir de ne pas entrer en guerre avec l'URSS, encore qu'ils soient prêts à s'opposer à sa pénétration en Mer Noire.

M.A. Buisson — Sur les rapports actuels franco-américains,

je pourrai vous apporter, d'après des sources autres que la vôtre, des renseignements sensiblement différents. Je ne parle pas de l'état d'esprit des diplomates, mais du peuple américain. S'il est exact que jusqu'à la levée de l'embargo l'opinion était orientée en notre faveur, je crains qu'elle n'ait depuis lors évolué.

m. le Prêt. - Nous entendrons avec intérêt la communication que vous pourrez nous faire prochainement à ce sujet.

m. Honorat. - Il s'est, en effet, constitué récemment un groupement très puissant.

m. a. Buisson. - Les événements de Finlande ont accru les sympathies pour nous dans le camp républicain. Mais, d'autre part, chez les démocrates, s'est exercée une action considérable.

Quant à l'attaque allemande sur la Belgique, dont le danger, effectivement, a été, d'après l'état-major belge lui-même, très réel la semaine dernière, si elle a été différée, n'est-ce pas à la suite d'accords économiques obtenus de la Hollande et de la Belgique par une violente pression allemande? L'offensive n'aura peut-être pas lieu, mais n'aura-t-elle pas fait place à une hégémonie allemande sur ces pays?

m. le Prêt. - Les alliés surveillent de près les livraisons; ils restent les maîtres de la mer, et les stocks eux-mêmes sont contrôlés. Quant à des accords commerciaux plus étendus des deux pays avec le Reich, je ne sais pas exactement à quoi vous faites allusion.

M. A. Buisson. - Je me préoccuperais de vous apporter
des renseignements à ce sujet. 2

M. J. Bardoux. - Ce qui corrobore votre thèse, c'est l'insistance
avec laquelle la presse belge a nié le danger couru
vendredi dernier.

M. le Prêt. - Elle l'a fait depuis le début. Le 12 novembre,
tous les journaux français étaient saisis en Belgique.

M. P. Laval. - J'essaie de comprendre la direction politique
imprimée à cette guerre, et j'en reste perplexe. L'intérêt
des alliés, nous dit-on, est de tarir la source suédoise
du minerai de fer livré à l'Allemagne, - d'en nécessiter
d'un secours effectif à la Finlande : mais une telle
action s'exerce contre les Suédois, et d'autre part la
France, nous dit-on encore, à cause de la position
particulière prise par l'Angleterre, ne peut pas rompre
avec eux. Nous allons donc leur faire la guerre sans
rompre les relations, encore qu'ils aient envahi la
Pologne et attaqué la Finlande. Je crains, ceci dit, que
le but moral de la guerre n'apparaisse pas très précis
à ceux qu'elle va sacrifier.

J'entends aussi que mettre la main sur les
Balkans aurait d'au moins graves conséquences pour les
Russes que, pour l'Allemagne, si nous mettons la main
sur le minerai suédois. Ne partira-t-on pas de là
pour imaginer de lointaines expéditions, l'une vers
Bakou, l'autre vers la Finlande ?

Déjà nous avons, nous dites-vous, une
armée en Syrie, et, parmi les éventualités auxquelles
on envisage qu'elle pourrait faire face, j'entends avec

inquiétude citer une attaque sur Suez : c'est donc qu'on ne fait pas, du côté de l'Italie, la politique qu'on devrait faire.

Les pays balkaniques, n'en doutez pas ont bien compris le danger russo-allemand ; et j'ai fait de grandes réserves sur l'idée que la Bulgarie soit réellement livrée à l'influence soviétique. Le jour où tous ces peuples seront assurés que la France peut leur apporter une aide militaire effective, vous les verrez groupés autour de nous contre la menace naziste et soviétique. J'en reviens donc toujours à ceci : il y a une politique à faire, et je croyais qu'on la faisait, je pensais qu'on avait pris des dispositions pour n'avoir pas tant d'inquiétudes au printemps prochain. J'espère que vous pourrez nous rassurer prochainement sur les rapports franco-italiens, l'immense majorité de notre pays veut un accord avec l'Italie, personne chez nous ne s'en prend plus au fascisme, on comprend que cet accord est la solution la plus rationnelle pour obtenir la victoire et une paix fructueuse. Il se peut que l'Angleterne aime mieux ménager les Soviets que l'Italie ; mais j'ai vu que pour nous l'essentiel est de savoir ce qu'on veut et à l'on ça.

M. le Prêt. - Je vous ai, selon mon rôle, rapporté les déclarations du G^l, sans avoir à prendre parti ; au surplus, je lui ai laissé entendre qu'il serait utile qu'il vienne devant nous, il le fera sans doute en janvier, et vous pourrez le questionner sur les points qui vous préoccupent.

En ce qui concerne l'Italie, j'ai dit qu'elle joue en ce moment sur plusieurs tableaux : il suffit de s'en référer au discours du C^l Ciano, qui, tout en critiquant en

termes très voilés les procédés allemands à l'égard de ¹¹ son pays, s'est bien gardé de critiquer l'accord germano-italien. Il a même souligné qu'il avait été au courant des tractations de Berlin avec les Russes et qu'il les avait approuvées, en dépit de quoi il a maintenu ses déclarations antikonientares. Il n'a rien dit de particulièrement agressif contre la France et l'Angleterre, mais non plus rien de particulièrement agréable pour elles en tant que signataires de Versailles.

M. M. Plaisant. - C'est une renaissance des attaques contre le Traité. Il est vrai que nous avons eu chez nous des un qui de ces attaques se faisaient une élégance d'esprit.

M. le Près. - M. Daladier, à qui j'ai demandé ce qu'il faisait du côté italien, m'a répondu : ce que je peux ; ~~et~~ c'est difficile. Il a eu, ces jours derniers, avec l'ambassadeur d'Italie à Paris la meilleure conversation qu'il ait eue, et sur les points qui sont toujours en question. M. Guériglin en a manifesté son contentement, en ajoutant : ce qu'il faut surtout éviter, ce sont les amis imprudents, qu'on ne fasse pas chez nous trop de compliments à l'Italie !

M. Th. Steeg. - C'est ce qu'elle nous avait déjà demandé.

M. P. Laval. - Evidemment : tant qu'elle ne sera pas sûre de la France, elle ne veut pas être découverte du côté de l'Allemagne.

M. le Près. - En fait, c'est la preuve qu'elle ne se plaint pas d'un manque d'amitié de notre part.

M. M. Plaisant. - C'est une grande erreur, dans toute une partie de notre presse, que de flatter l'Italie.

M. le Près. - Je crois, et j'en rappelle mes propres conversations sur place quand j'y suis allé il y a quelques années, que

49

Mussolini, Ciano, le Parti lui-même, sont dépassés par ¹² toute une cohorte de superfascistes, et qu'encourageant, en effet, dans leurs surenchères les flatteries adressées à leur goût. De tels encourageants et surenchères rendraient impossible tout accord. Je crois qu'en ce moment nos affaires ne sont pas très bonnes avec les Italiens, mais pas non plus aussi mauvaises qu'elles ont été.

M. J. Bardoux. - Elles ont été meilleures, notamment il y a un mois.

M. le Prêt. - Pour l'instant, nous devons faire avec l'Italie une politique qui ne la froisse pas, mais sans lui tendre un appât prématuré qui provoque la surenchère.

M. E. Mureau. - Je voudrais revenir sur la question essentielle du moment: aide à la Finlande et politique envers le bloc germano-russe, bloc dont la réalité n'est pas douteuse.

J'ai toujours été favorable à cette aide, qui m'apparaît indispensable et moralement et politiquement. Politiquement car ce sera peut-être le moyen de mettre la main sur le minerai suédois, sans lequel l'Allemagne ne pourra poursuivre la guerre. Jusqu'ici, cette aide est limitée à de faibles envois de matériel par des moyens de transport qui le sont eux-mêmes (voies de Scandinavie). Ne pourrions-nous pas, dès à présent, appuyer la Finlande par une autre voie?

Il y a, en effet, un point vital dans l'économie de toute cette guerre, c'est la mer Noire, qui commande le ravitaillement russe et allemand en pétrole, c'est la clé du pétrole. déjà le pipe-line de Grozni à Rostov sur le Don est terminé, celui de Rostov à Kharkov concurrencé.

quand il sera achevé à son tour, les conditions de ravitaillement de nos ennemis seront beaucoup améliorées, et dans un an le temps aura donc travaillé contre nous. Actuellement la Mer Noire est ainsi un point essentiel. Et pour une autre raison encore : la Russie, qui est très vaste, est pauvre en moyens de transport; si, par une simple menace au sud-est, nous lui immobilisons des effectifs, du côté de la Mer Noire et du Caucase, nous apportons indirectement à la Finlande une aide singulièrement plus efficace qu'en envoyant à elle-ci 30 avions.

M. le Prêt. - Oui, mais serez-vous d'accord avec les Turcs?

M. E. Mireaux. - Il y a une chose dont nous disposons largement, c'est la maîtrise des mers. Or, chacun sait l'effet psychologique considérable que produit un bateau de guerre circulant dans les parages de l'adversaire. De plus, en Géorgie, en Azerbaïdjan, il y a des mécontentements secrets contre les Russes, on pourrait leur y susciter des inquiétudes.

M. le Prêt. - Croyez qu'on n'y manque pas.

M. E. Mireaux. - Mais, dites-vous, et la Turquie? Eh bien, en vertu de la condamnation prononcée par la SDN contre l'URSS, nous avons, et par le jeu même des traités, le droit d'envoyer une flotte en Mer Noire, et la Turquie peut difficilement s'y opposer. Sur ce point j'ai, à titre strictement privé, fait une expérience révélatrice : il y a quinze jours, j'ai posé la question à l'ambassadeur de Turquie à Paris, esprit très compréhensif, il ne m'a pas répondu, ce jour-là. Je la lui ai reposée hier; il m'a dit: passez! bien entendu, passez!

M. le Prêt. - Était-il qualifié ?

14

M. S. Mireaux. - Je n'en sais rien. Il ne s'agissait que d'une conversation privée. Il m'a cependant répondu comme si, entre mes deux questions, il avait réfléchi et s'était renseigné.

M. le Prêt. - C'est très intéressant. Je suivrai la question.

M. S. Mireaux. - Cela est d'une extrême importance. Car nous devons nous poser des questions sur l'avenir de la coalition germano-russe, qui, j'en suis sûr, ne fait pas de doute. Supposons qu'à la suite de l'affaire finlandaise, qui a révélé en Russie des défaillances, des fissures, un autre parti que celui de Ribbentrop prenne en Allemagne une autre attitude et juge avantageux de relever le drapeau antikomintern, ralliant à cette nouvelle croisade l'Italie & l'Espagne, quelle sera notre attitude si nous n'avons pas pris les devants dans l'action antisoviétique, et n'avons pas eu l'adresse de souder l'une à l'autre la Russie et l'Allemagne, c'est-à-d. la puissance faible à la puissance forte ?

M. le Prêt. - Ce sont des hypothèses très séduisantes, mais des hypothèses.

M. S. Mireaux. - J'ai des raisons de m'y arrêter : j'ai reçu, d'une personnalité dont les renseignements se sont toujours révélés particulièrement fondés, une lettre que je vais vous lire.

(L'orateur donne lecture de ce document)

Tous le voyez : d'après mon correspondant, l'Allemagne n'aurait jamais compté avec une guerre en Finlande, or bien elle restera bienveillante envers les Soviets, ~~elle~~ et

attaquera la Hollande en hiver, — ou bien, si la guerre ¹⁵
de Finlande se prolonge, elle se retournera contre la Russie
au printemps avec toutes ses forces pour aller chercher en
Ukraine les matières premières qui lui feraient défaut,
et en donnant des garanties à l'Italie pour que celle-ci
tienne ses alliés en alerte à l'Occident. Le Reich craint
très fort que la France et l'Angleterre ne s'attribuent des
positions importantes dans le Nord de l'Europe en
aidant la Finlande.

Je crois, ceci donné, que la présence d'une flotte
franco-britannique en Mer Noire pourrait avoir des
répercussions très sérieuses. L'Italie ne serait pas
inquiétée par cette action, ou du moins elle-ci offrirait de
du côté de l'Italie des moyens de négociation qui ne sont
pas négligeables. Cela est d'autant plus important que le
temps passe et qu'il faudra bien prendre une décision.

M. le Prés. — Quelle est votre conclusion?

M. E. Mureau. — C'est qu'il faut au plus tôt avoir préparé
et même entamé en Mer Noire une action, qui au début
peut être seulement navale, peut n'être qu'un simple
contrôle du trafic, songez que déjà une ligne commerciale
allemande y fonctionne. Et notre présence aurait là une
influence matérielle et psychologique considérable.

M. le Prés. — Je soumettrai la question au Pt du Ciel. N'oubliez
pas qu'il faut tenir compte de la position de nos alliés,
Roumanie et Turquie.

M. A. Berthod. — J'approuve entièrement une action en Mer
Noire pour combattre le navaillement allemand, si
elle est possible. J'avais moi-même déjà posé la
question à propos du rapport de M. Plaisant. Mais je
fais de grandes réserves: pouvons-nous avoir

l'accord de la Turquie ? Et que penserait l'Italie ? 16

M. M. Plaisant. - Le Pt du C^{eil} ne nous a jamais dit la suite du débat entre les diplomatie française & anglaise sur l'emploi éventuel des forces alliées en Orient. Il ne m'a pas répondu, quand je l'ai interrogé ici, sur ce point ni sur l'adhésion possible des pays intéressés, notamment l'Italie, à l'égard de qui l'Angleterre semblait extrêmement timorée. Je crois que sans trop s'en embarrasser on devrait faire œuvre d'initiative.

M. A. Berthod. - Je voudrais bien savoir si, en vertu de nos accords avec la Turquie, nous pouvons ou non envoyer un sous-marin en Mer Noire, et surtout depuis la condamnation de l'URSS par la JDN. Je n'ai jamais pu obtenir la réponse.

M. Le Pr^st. - La question d'une action en Orient est posée par les ~~Cou~~ parlementaires, elle l'est par le G^t lui-même. En dehors de l'Italie, il y a la Roumanie, il y a l'Angleterre elle-même, dont la position à l'égard des pays pétroliers apparaît, comme naguère elle ne l'était apparemment quand j'ai eu à traiter de ces problèmes, incertaine.

M. Honorat. - Il y a évidemment des résistances anglaises.

M. R. Boret. - Je ne demande si, à la rentrée de janvier, il n'y aura pas ici un Comité secret, et si, les Présidents des grandes Com^{on}s y intervenant, notre Pr^st ne pourrait pas y présenter un résumé des suggestions extrêmement intéressantes que nous avons entendues. Je lui demandais de préparer un tel tableau, au nom de notre Com^{on}, en vue de ce Comité secret, qui ne pourra pas ne pas avoir lieu; le Pt du C^{eil} serait alors bien obligé, puisqu'il est inaccessible aux suggestions personnelles, de nous exposer

54
servies et les difficultés rencontrées. Notre Prst pourrait¹⁷
nous exposer son travail et le modifier au gré des
observations produites ensuite par les auteurs des
communications dont il aurait fait état. Et si le Pt du
C^{il} ne tenait pas compte de nos idées et qu'il vint à
disparaître, ses successeurs pourraient les utiliser.

M. le Prst. - Je profiterai, pour répondre au désir de la Com,
de l'intersession pour reprendre des procès-verbaux
de nos séances de guerre.

M. P. Laval. - Ce matin, à la Com^e des Finances, nous avons
entendu le Pt du C^{il}. On a envisagé une prochaine
réunion des Com^{es} de la Défense nationale, comme il y
a un an, pour examiner certaines questions qui ne
pourraient pas venir en Comité secret. Cette idée avait
déjà été mise en avant, d'ailleurs, au début de la guerre.
A la vérité, le secret des délibérations n'est pas moins
en danger dans ces réunions restreintes que devant le
Sénat tout entier réuni en Comité secret: pendant la
dernière guerre il y a eu des Comités secrets et on a gagné,
la guerre. En tout cas, puisqu'il est question de ces
réunions restreintes, notre Com^e pourrait demander à y
participer.

M. le Prst. - Vous savez que, dans les circonstances auxquelles
vous venez de faire allusion, j'ai déjà fait une
démarche ~~au même ordre~~ ^{au même ordre} auprès du Prst du Sénat; il ne m'a
pas paru désirer une réunion des Prst des grandes
Com^{es}. Et de différents côtés aussi, il m'a semblé qu'on
préférerait le compartimentage. Dans la réunion des Com^{es}
de la Défense nationale qui s'est tenue il y a près d'un an,
on a seulement demandé aux Prst des Com^{es} des Affaires
étrangères et des Colonies d'y assister en spectateurs.

M. Th. Steeg. - Mais, depuis quelques mois, le Pt du Ciel, ¹⁸
 n° de la Défense Nationale, est devenu en outre un des
 Affaires étrangères. Nous posons ici des questions de
 première importance pour la situation militaire
 elle-même. Je ne comprends pas qu'on réunisse les
 Comités de la Défense Nationale sans faire place à la Com.
 des Affaires étrangères.

M. le Prs. - Nous essaierons de l'obtenir.

M. R. Boret. - Hier, à la réunion de la Gauche démocratique,
 j'ai fait allusion aux doléances des poètes et à la
 nécessité de les faire connaître au Pt du Ciel en
 demandant un Comité secret pour le début de
 janvier, et tous ont reconnu cette nécessité, le Gauch.
 sera obligé d'accepter le Comité secret. C'est pour ce
 Comité que je vous demande de préparer le travail.

M. J. Bardoux. - Je suis d'accord avec M. Laval et
 Mireaux. Et je puis ajouter à leurs observations un
 enseignement personnel. J'ai dîné récemment près
 de Sir Samuel Hoare, et j'ai eu l'impression d'une
 évolution du cabinet britannique dans un sens
 favorable aux idées de nos collègues.

Il m'a déclaré que l'agression contre la Finlande était
 l'événement de beaucoup le plus important survenu
 depuis la guerre. Il était partisan d'une aide à la Finlande
 aussi large que possible. Je lui ai parlé d'une manifestation
 navale anglo-britannique en Mer Noire, il m'a dit
 cela peut entraîner la guerre avec la Russie, l'Angleterre
 serait inquiète de voir celle-ci entrer formellement dans
 la guerre aux côtés de l'Allemagne. Je lui ai répondu:
 ce serait peut-être le moyen d'amener l'Italie à
 collaborer à une action contre les Soviets. Il a déclaré

que, pour sa part, il s'en tenait toujours à l'attitude ¹⁹ qu'il avait eue naguère à l'égard de l'Italie, mais que l'ambassadeur britannique à Rome conseillait de plus en plus la prudence, étant convaincue qu'il persiste toujours une sorte de lien sentimental entre Mussolini et Hitler.

M. Al. Bachelet. - Je suis un peu surpris de la politique nouvelle qui semble préconisée ici; j'en suis nullement sûr qu'une guerre contre la Russie entraînerait le concours de l'Italie. Or, jusqu'ici, nous ne sommes pas en guerre avec la Russie, et il n'est pas certain que nous y soyons un jour, car Staline ne tient peut-être pas à combattre aux côtés de Hitler, ni Hitler lui-même aux côtés de Staline, l'hypothèse d'une rupture entre eux n'étant pas exclue. Il est donc plus sage de ne pas rejeter la neutralité des Soviets, qui représentent tout de même une force considérable qui sont susceptibles d'attaquer demain l'Inde pour dispenser l'effort allié, - et cela sous couleur d'obtenir le concours italien, qui demeure très hypothétique.

M. P. Laval. - Il faudrait commencer par se l'arracher.

M. Peyronnet. - L'Action Française a été censurée à propos du discours Ciano. Il faudrait verser ce discours à notre documentation.

M. le Rév. - Il a été publié par le Bulletin de Presses du Jour d'Orsay. La censure a d'ailleurs joué d'accord avec l'Italie, qui ne demandait que le silence.

M. Honnorat. - Les négociations avec la Norvège pour l'affrètement de ses bateaux traînent depuis longtemps. Il est extrêmement important de savoir si elles peuvent aboutir maintenant.

M. le Prêtre - Il y a en Norvège, et du côté des amateurs ^{de}
 ce pays, de grandes résistances.

M. le Prêtre adresse à ses collègues ses vœux pour la
 nouvelle année.

Séance levée à 17 heures 5.

Vendredi 12 janvier 1940 - 15 heures $\frac{1}{2}$.

Présidence de M. Henry Brémond, Président.

Présents: M. M. Millerand, Capes, Com. Farand, Honorat, Berthod, Nordine, Bort, de Lense, Th. Steeg, J. Bardoux, Ch. Reib, Boivin-Champeaux, J. Mireux, de Chambrun, Desjardins, Al. Bachelet, Paul-Bancour, R. Renault, Labrousse, Peyronnet, Joubert, Thourmyre, H. Hage, P. Laval, Pourment.

Excusés: Lefebvre du Prey, Alb. Buisson.

Livre Blanc allemand.

La C^{on} décide de demander à M. Desjardins de lui présenter une étude sur le Livre Blanc publié par l'Allemagne.

Exposé de la situation.

M. le Pr^{és}. - Je crois qu'à notre prochaine réunion j'aurai pour vous présenter un examen plus complet de la situation diplomatique, on verra sans doute plus clair alors dans certaines positions.

Actuellement, les deux points qui nous préoccupaient, aide à la Finlande et mouvement dans les Balkans, n'ont subi pas de changements très sensibles.

A l'égard de la Finlande, la France est à la tête des nations dont l'aide est effective; nous aurions donc j'aurais parlé s'il n'y avait eu un important envoi de canons. Je saisis l'occasion, M. Paul-Bancour étant présent aujourd'hui, de rappeler l'hommage mérité que j'aurais rendu à l'éminent représentant de la France à Genève, on nous ont admiré son œuvre une fois de plus. (Appl.)

Dans les Balkans, la France avait assez disposée à une action dont nous aurions vu l'intérêt capital. Mais il nous faut marcher de pair avec nos alliés; et il existe des résistances aux actions envisagées dans le nord et le sud-est de l'Europe. Les Turcs, de leur côté, ne semblent pas aussi décidés que leur ambassadeur avait pu le laisser croire à M. Mireux; leur g^é ne

désirait pas pour le moment une offensive contre l'URSS. J'ai exprimé au G^t les préoccupations de la Com, le système de statu quo ne pouvant s'éterniser, et notre souhait de progrès vers le dynamisme. Il m'a été répondu qu'on en tiendrait compte, mais qu'il ne fallait pas aller trop vite, ni négliger de nous mettre d'accord avec nos alliés.

De leur côté, les allemands, à tout moment menacés et sur le fer du désastre et sur le pétrole russe, ne restent pas inactifs. Ils envisageraient de riposter ^{à l'attaque sur les côtes} par une action sur le centre, qui était d'abord prévue pour le 12 novembre, puis qui a été retardée pour diverses raisons intéressant notamment les Balkans et la Russie, décidée à nouveau en décembre et retardée encore une fois; néanmoins le dispositif n'en a pas été changé, et il faut s'attendre à une offensive générale allemande dirigée à la fois sur la Belgique, la Hollande et les frontières françaises, sans qu'on puisse encore en dire l'heure.

Parmi les récents documents diplomatiques, un des plus importants est un télégramme de M. François Poncet, du 8 janvier, dont les indications doivent d'ailleurs être prochainement complétées, et je vous communiquerai les renseignements qui m'en parviendront.

M. le Pr^s lit ce télégramme.

M. le Pr^s. - En ce qui concerne l'URSS, il n'est pas question de prendre l'initiative d'une rupture diplomatique; l'Angleterre pour sa part, y est opposée.

J'ajoute que le rythme d'arrivée des contingents anglais sur notre front qui préoccupait notamment M. Camille Ferrand, s'accélère, encore qu'il n'égale pas ce que nous demandions.

M. Camille Ferrand. - Pouvez-vous nous donner un chiffre?

M. le Pr^s. - Je préfère le faire un peu plus tard.

Buts de guerre et de paix selon l'opinion anglaise.

M. le Pr^s donne la parole à M. Boris Thaugen pour

son rapport.

M. Boivin-Champeaux .-

Exempt

L'OPINION ANGLAISE

ET LES

BUTS DE PAIX.-

-:-:-:-:-

Messieurs ,-

I.- Un peuple qui se bat a le droit de savoir pourquoi il se bat. Un peuple qui pendant trois quarts de siècle a senti sa vie menacée , et qui deux fois en vingt cinq ans a du verser son sang, a le devoir de réfléchir sur les conditions de sa sécurité. Il peut être inopportun d'en discuter publiquement; habile de ne pas tout dire; prématuré d'en fixer les détails , avant de savoir qui à l'issue de la lutte sera pour ou contre nous. Il n'en reste pas moins que dès maintenant, un certain nombre de principes se dégagent, tirés

2/-

de l'expérience et de l'histoire, hors desquels il ne peut y avoir ni direction politique de la Guerre ni négociations utiles de la Paix. - A la fin de l'an dernier, Mr Neville Chamberlain disait qu'il faudrait une volonté forte pour gagner la guerre, et une volonté plus forte pour gagner la paix. - Méditer sur les buts de guerre, n'est-ce pas un moyen d'exercer cette volonté, de la tenir en haleine ?

II. - En France, notre première préoccupation, et cela se conçoit, a été la guerre. Au moment où toutes nos énergies doivent se tendre vers le combat, il a paru sacrilège à certains esprits de parler de paix, comme si la guerre était un but en soi et n'avait pas la paix comme conclusion nécessaire. La censure obéissant à cette préoccupation ou à d'autres, a sévi. En sorte qu'à part les déclarations faites par Mr le Président du Conseil à la Tribune du Sénat, le 29 décembre, et une communication de Mr le Président Millebrand à l'Académie des Sciences Politiques, le silence, dans le pays sur cette question essentielle, est à peu près total. - Il est vrai qu'à la Chambre, un groupe vient de se fonder : "L'union Européenne" qui

se propose d'étudier " les conditions politiques, économiques et sociales de l'Europe d'après guerre". - Des cercles privés comme le Centre d'Etudes pour une Paix durable, Le Comité de la Rive Gauche du Rhin, le Cercle Jacques Bainville se donnent la Paix comme objet, de leurs études; l'idée chemine, mais par des cours souterrains.

Il en va tout autrement en Angleterre, pays de libre expression, où, il faut le reconnaître, les conditions psychologiques et militaires de la Guerre ne sont pas les mêmes que chez nous. Depuis les premiers jours la question est posée; les journaux en débattent; les hommes politiques écrivent ou parlent; des polémiques s'instituent; les archevêques se prononcent, les évêques répliquent et les pasteurs s'en mêlent; l'homme de la rue lui-même donne son avis: les articles du Times ou du Manchester Guardian sont suivis de longues correspondances qui témoignent de l'intérêt croissant qui s'éveille dans les esprits d'Outre-Manche.

Pour retracer aussi fidèlement et objectivement que possible l'opinion anglaise sur les buts de guerre, nous avons puisé à trois sources:

1°/ déclarations gouvernementales ou de personnages officiels, - 2°/ manifestations des partis politiques, - 3°/ enfin presse, revues, correspondance ou discours.

4/-

III.- La thèse Gouvernementale tient essentiellement dans le discours radiodiffusé prononcé le 26 Novembre par le Premier Ministre, ainsi que dans ses déclarations du 28 Novembre à la Chambre des Communes, à l'ouverture de la Session parlementaire.

M. Chamberlain distingue entre les buts de Guerre et les Buts de Paix . BUTS de GUERRE : il s'agit de vaincre l'ennemi ; il s'agit d'abattre non seulement " sa force militaire mais cette mentalité d'agresssion " et de brimade qui tend à dominer d'autres peuples " par la force, qui trouve une satisfaction brutale à " persécuter et à torturer des citoyens inoffensifs, et " qui prétend justifier par l'intérêt de l'Etat , la répudiation de ses propres engagements, chaque fois que " la chose est jugée utile ." - Et le Premier ajoute : " Si " l'on peut convaincre le peuple allemand que cette mentalité est aussi nuisible à lui-même qu'au reste du " monde, il l'abandonnera ."

Pour ce qui est des buts de Paix, M. Chamberlain note avec raison qu'il n'est possible, à l'heure actuelle, de les définir que dans les termes les plus généraux. Une Europe nouvelle devra naître, nouvelle, moins par la configuration de ses frontières que par

son esprit; une Europe où la confiance sera rétablie, les armements réduits, et repris des échanges commerciaux libres. Oeuvre de longue haleine, construction continue. Dans cette Europe idéale, les peuples décideront de leurs institutions, et si des réajustements de frontières devenaient nécessaires, on en discuterait entre voisins, assis autour d'une table, sous le signe de l'égalité, avec, au besoin, le concours de tiers désintéressés. Visiblement le Premier Britannique rêve de s'envoler vers une succession de nouveaux Munich, où tous les négociateurs seraient d'égale bonne foi.

Un mécanisme international permanent serait du reste préférable. Il aurait pour mission de diriger le développement de la future Europe, de la guider dans la bonne voie. Si l'Allemagne animée du même esprit, acceptait de prendre part à ses travaux, ce serait ~~par-~~
~~fait~~. l'idéal.

Cette conception - et comment s'en étonner - est également celle du Secrétaire d'Etat Aux Affaires Etrangères. Dans un discours radiodiffusé du 7 Novembre, puis dans des déclarations plus précises faites le 5 décembre à la Chambre des Lords, Lord Halifax affirme que l'Angleterre ne recherche ni un agrandissement territorial, ni la réfection de la carte du monde. "Si l'

" Allemagne parvient à recréer la confiance qu'elle a
" détruite, dit-il, nous tendrons vers un règlement
" qui l'encouragera à reprendre en Europe la place à
" laquelle elle a droit..... Nous désirons créer un or-
" dre international à l'intérieur duquel tous les peu-
" ples seront à l'abri. Pour Cette oeuvre de construction
" politique et économique nous serions prêts à donner
" ce que nous avons de plus précieux, en complète coopé-
" ration avec d'autres pays, y compris l'Allemagne...."

Chez Sir Edward Grieg , secrétaire parlementaire
au Ministère de l'Information, s'adressant le II Novem-
bre à ses électeurs, nous retrouvons , sous une forme
plus personnelle les mêmes idées. Et cependant Sir
Edward Grieg débute par une affirmation à laquelle
nous ne pouvons que nous rallier: " L'hitlérisme, dit-il,
" est beaucoup plus fort et plus profond que l'état
" d'esprit et le caractère d'un seul homme ; il n'y aurait
" pas d'Hitler s'il n'y avait pas eu dans chaque rue,
" dans chaque village allemand un certain nombre d'hommes
" prêts et disposés à infliger à leurs propres compatrio-
" tes les maux et les tyrannies terribles qui sont la
" marque de ce régime. " Qu'est-ce à dire si ce n'est
qu'on ne peut dissocier Hitler de son peuple, l'Allema-
gne du nazisme ? Et cependant pour l'éminent parlemen-

taire, la paix recherchée doit être une paix par accord mutuel, où tous les peuples, y compris le peuple allemand, joueront leur rôle. Si j'insiste sur la contradiction, c'est que je l'ai souvent trouvée sous la plume ou dans la bouche de nos amis Anglais, dont la discipline intellectuelle est si différente de la nôtre.

Et Sir Edward Grieg, sensible encore à cette étonnante propagande qui répandit à travers le monde l'image d'un Reich appauvri et ruiné par les Traités, conclut en disant " que nous devons chercher le bien être " économique, non pas des nations victorieuses, mais " de l'Europe toute entière; que la Paix envisagée par " l'Angleterre n'est pas une paix Carthaginoise, où les " vainqueurs prendront tout ce qu'ils pourront, et les " vaincus seront acculés à un mur, mais une Paix chrétienne à laquelle toutes les nations pourront apporter " leur contribution pour faire de l'Europe, la fédération " étroitement liée et unie, que les Grands esprits dans " l'Eglise comme dans l'Etat, essaient de créer depuis " des siècles."

Telles sont, Messieurs, les conceptions officielles, ou tout au moins les conceptions exprimées officiellement en Grande Bretagne depuis le Premier septembre. On a tout lieu de penser qu'elles représentent les notions couramment admises dans le parti conserva-

teur. Pour être tout à fait exact cependant, il faut noter qu'au cours des observations très brèves d'ailleurs, présentées tant à la Chambre des Communes, qu'à la Chambre des Lords, sur les buts de Paix, certains membres du parti ont paru incliner vers des idées plus réalistes. x

+

Plus réalistes également sont la dernière déclaration de G. N. Chamberlain, lors de son discours du 7 Janvier au Mansion House. Pour le premier point, le Premier Britannique faisant admettre en les words de l'empereur allemand et engageant au même titre que celle de ses chefs, qu'il devra supporter la conséquence d'un jeu et de soupçons prolongés, qui en fin de compte garantiront que des amitiés ^{seront des solennités} ~~seront~~ seront honorées.

Cette dernière déclaration est à signaler et à souligner.

IV.- Si nous avons suivi l'ordre chronologique, nous eussions dû, en première ligne, parler des travaillistes. Dès le 8 Novembre, dans un meeting tenu à Londres, au Caxton Hall, le Major Atlee énumérait devant ses troupes, les principes d'un règlement de la Paix. Il ne s'agit ni de démembrer ni même d'humilier la nation allemande ; une paix durable ne peut être que le résultat d'un accord mutuel ; droit pour les peuples petits ou grands, en particulier pour les peuples polonais, tchèques, et juifs d'avoir une place dans le monde ; plébiscite du peuple autrichien, tout comme du peuple hindou ; statuts des minorités nationale, raciale ou religieuse ; désarmement ; accès égal aux marchés et aux matières premières ; enfin et surtout institution d'une autorité internationale, supérieure aux Etats particuliers, investie non seulement de droits politiques, mais de droits économiques, et dotée, sous la forme d'une aviation internationale, d'une force armée écrasante, pour imposer une décision.

9/-

" Nos principes, conclut le leader du Labour Party, ne diffèrent pas de ceux que nous proclamions à l'issue de la dernière Guerre; loin de vouloir du mal au peuple allemand, nous sommes prêts à lui souhaiter la bienvenue dans la famille des nations."

Principes qui, à première vue, ne paraissent guère différer de ceux émis par les Conservateurs. Différence de degré, semble-t-il, plus que de substance; en réalité si la différence est peu sensible dans les mots, on la sent plus profonde en fait. Il y a chez les Conservateurs plus de prudence quant à la solution internationale, plus de respect de l'expérience acquise, enfin un souci constamment affirmé, d'adapter les principes aux circonstances et de ne rien faire sans tenir compte de la France, intéressée autant que la Grande Bretagne, et peut être plus, aux solutions de Paix.

V.- Il reste à vous rendre compte de la presse, ce qui est infiniment plus délicat. J'ai choisi, pour les analyser, les articles les plus représentatifs. Phénomène curieux au premier abord : nous n'allons rencontrer que des plumes libérales. Peu de chose des conservateurs ; encore moins des travaillistes qui se

bornent à paraphraser le programme du 8 Novembre. Par contre, une littérature libérale abondante. Cela se comprend. Les conservateurs, au pouvoir, les travaillistes dans l'opposition se sont fait entendre par la voix de leurs chefs. Les libéraux dans les rangs desquels se réfugient les esprits indépendants, ont choisi pour s'exprimer la forme la plus individuelle : l'article de journal ou la revue. On aurait tort, du reste, de sous estimer l'influence des idées libérales sur l'opinion anglaise ; peu de troupes, sans doute, mais, mordant aux deux ailes sur les conservateurs d'une part, sur les travaillistes de l'autre, une influence qui s'étend en surface.

On peut saisir trois nuances de leur pensée.

Libéraux germanophiles d'abord, qui se distinguent à peine des travaillistes. Mêmes thèmes et mêmes illusions : désarmement intégral, création d'un organisme international; fédération européenne dont l'objet serait moins de diriger l'économie du monde à la manière travailliste, que d'assurer une plus grande liberté de passage aux monnaies et aux marchandises; enfin sans que l'on en indique les moyens : " retour de l'Allemagne aux vrais principes démocratiques, ce qui " permettra de ne pas retomber dans l'erreur de Versailles, et de donner au peuple allemand une place digne

II/-

" de lui dans une Europe, à la prospérité de laquelle
 " il pourra s'intéresser de tout coeur." (Article de
 Sir Andrew Mac Fadgean à la *Contemporary Review*)

Plus originale est l'étude de sir Walter Layton
 parue dans le numéro de Novembre du *New Chronicle*. Sir
 W. LAYTON est considéré en Angleterre, comme un spécialis-
 te des questions économiques et financières. Expert de
 la Trésorerie Britannique lors de la Conférence de Lau-
 sanne il fut de ceux qui soutinrent avec force que
 " tant que le peuple allemand n'aurait pas repris sa
 place parmi les consommateurs, il n'y aurait aucun
 moyen de relever les prix Mondiaux (Henry Bérenger,
 La Gestion des Dettes, page 145)

Sir W. LAYTON se prononce très nettement pour la
 restauration d'une Pologne et d'une Tchéco-Slovaquie.
 Leurs frontières ne coïncideraient pas nécessairement
 avec celles qui leur ont été ravies. Elles seraient
 fixées d'accord entre le Reich et les Alliés, et en
 cas de désaccord par l'arbitrage d'une tierce partie.
 Quant à l'Autriche, elle déciderait elle même, par un
 plébiscite, de son rattachement.

Passant aux garanties de la Paix, l'auteur considè-
 re comme également chimérique pour le moment, le désar-
 mement intégral et l'institution d'une autorité superna-
 tionale. Il ne faut pas compter sur le démembrement de

l'Allemagne. Il serait dangereux de le lui imposer. Il est plus raisonnable de construire un système de sécurité en prenant comme point de départ, une Allemagne demeurée unie, en possession de toutes ses ressources matérielles et humaines.

D'où vient le danger ? De ces petits Etats, économiquement et militairement faibles, proies tentantes pour leurs puissants voisins. Il n'est qu'un moyen de les rendre forts : les organiser en groupes fédéraux. Sans s'arrêter ce qui, soit dit en passant, est singulier de la part d'un homme aussi averti, aux différences qui séparent si profondément les pays balkaniques, - l'auteur aperçoit deux groupes de nations : Fédération Scandinave, - Fédération de l'Europe centrale, - Ce serait pense-t-il les piliers essentiels de l'Europe Nouvelle. Ces groupes ne constitueraient pas une menace pour l'Allemagne. Mais équilibrant en fait la puissance germanique, ils assureraient le maintien de l'égalité des droits.

Tel serait le premier pas. A plus longue échéance on envisagerait la fixation des armements, l'abolition de l'aviation militaire, la constitution d'une force aérienne internationale. L'Allemagne serait conviée à participer à cette organisation. Il n'est pas douteux, pour l'écrivain libéral, que, dégagé de toute contrainte, le peuple allemand ne choisisse le rôle de bon voisin. "Je serai, quant à moi, ajoute-t-il, disposé

13/-

à faire la Paix avec Hitler, avec Goering, avec un Hohenzollern, ou avec quiconque régnant en Allemagne, serait prêt à accepter ces conditions . "

Et c'est dans un Journal Français , l'Oeuvre du 24 décembre, que sir W.LAYTON précise ce qu'il entend par fédéralisme, chaque nation *du* groupe garde en principe sa souveraineté, mais elle a au moins trois obligations essentielles : organisation militaire commune, action diplomatique commune, unification ~~des~~ ~~droits~~ ~~publics~~ a l'intérieur de chaque groupe, tout citoyen de la fédération devant jouir des ~~mêmes~~ ~~libertés démocratiques~~, liberté de parole et de réunion, droit de ne pas être emprisonné sans jugement , droit de se déplacer et de commercer librement , etc.....

VII.- Grâce au ciel, M.M. ~~de~~ l'autre extrémité du parti libéral , une voix s'élève, isolée peut être , mais dont la fermeté impressionne. On éprouve, à l'entendre , la sensation d'un homme qui descendant d'un long voyage à travers les nuées, atterit enfin, et reconnaît un paysage familier. Cette voix est celle de M.Voigt, directeur de la Nineteenth Century, rédacteur diplomatique du Manchester Guardian. M.Voigt a exposé une première fois ses idées dans le numéro de Novembre de la revue qu'il dirige. En réponse au manifeste du Major Etlee, aux ar-

tibles de Sir W. Layton, il les a vigoureusement reprises dans le numéro de Décembre.

Il faut en finir, dit M. Voigt, avec un certain nombre d'idées fausses qui risquent de nous conduire aux conclusions les plus périlleuses : 1°/ L'injustice du Traité de Versailles est une légende créée par la propagande nazie. En réalité, le traité, dans l'ensemble a été juste. On a détaché de l'Allemagne que des territoires non allemands. Une seule injustice a été de permettre à l'Allemagne de violer les traités; - 2°/ Séparer l'Allemagne de son Chancelier est une erreur; une Allemagne unie sera toujours une Allemagne armée, et une Allemagne Armée trouvera toujours un chef pour faire la guerre; - 3°/ Parler d'une paix par accord mutuel est de la démenche : nous faisons la guerre pour pouvoir dicter la Paix; il serait insensé que les vainqueurs acceptent, d'avance, de perdre par les négociations, ce qu'ils auront gagné par les armes, - 4°/ Limitation des armements, certainement... Mais, pour les vaincus; l'égalité des droits, c'est maintenir l'hégémonie de l'Allemagne; garder l'usage de sa force armée, la refuser à l'adversaire, telle doit être la loi. - 5°/ quant à l'institution d'une nouvelle ligue des Nations ou d'une société Internationale sous une forme quelconque, attention ! Ou l'Allemagne y entrera désarmée, et

elle n'aura d'autre but que d'obtenir son réarmement; ou elle y entrera armée, et elle risque de faire de la Ligue un instrument à sa dévotion.

Ligue, désarmement, paix par accord mutuel, tout cela dit M.Voigt, répondant au Major Atlee, et à Sir W. Layton, sont (je cite ses propres termes) des " suggestions défaitistes " Une telle paix serait une paix de vaincus, et qui aurait comme conséquence inévitable, dans un temps rapproché, une troisième guerre mondiale. " Mieux vaudrait signer la paix tout de suite " que de continuer à lutter pour de tels buts. Cesser de " combattre parce que nous préférons la défaite à la Guerre, est au moins humain, mais continuer la lutte pour arriver à la certitude de notre défaite finale et laisser " l'Allemagne maîtresse de l'Europe est simplement folie."

Nos buts de guerre ? On peut les réduire à une phrase " Sécurité permanente contre l'agression allemande ". Les conditions de cette sécurité tiennent en trois propositions : 1°/ prépondérance militaire permanente des puissances Occidentales en Europe, -2°/ Frontières stratégiques permanentes sur le Rhin, -3°/ prédominance permanente en Méditerranée.

Si l'on songe que M.Voigt était, il y a quelques années, classé comme germanophile notoire, on mesure l'intérêt de semblables déclarations. Faut-il y voir

l'expression d'idées personnelles ou la marque d'une évolution réaliste de l'opinion anglaise ? Il est sans doute trop tôt pour le dire. Nous devons cependant signaler qu'à côté de M. Voigt, nous voyons se ranger les Journaux catholiques les plus importants tels que le Catholic Herald, et le Weekly Review (N° de fin Septembre) qui n'hésitent pas à déclarer que c'est une erreur ^{morale} ~~matérielle~~ que de vouloir distinguer deux Allemagnes, une bonne et une mauvaise, qu'on n'aura la Paix qu'à condition de revenir aux principes du Traité de Westphalie, c'est-à-dire en " morcelant l'Allemagne".

VIII.- Pour terminer ce tour d'horizon, il nous faut remonter dans les nuées. Ce n'est pas assez de reconnaître que l'idée fédéraliste imprègne, comme nous venon de le voir, la conception de tous les partis, il faut dire avec les meilleurs observateurs anglais, que, tout comme l'idée d'une société des Nations pendant la dernière guerre, l'idée fédéraliste est en train de prendre, de l'autre côté du Canal, une allure religieuse et quasi mystique. Utopistes à la Wells, universitaires ou intellectuels, pacifistes de tous genres, laïques ou religieux, imaginent une Europe ou les Nations abdiqueraient de bonne grâce, une partie de leur souveraineté, celle qui touche à l'essence même de la vie nationale,

entre les mains d'un organisme supérieur. A cette importante légion, est venu se joindre récemment l'Archevêque d'York, affirmant que " la fédération était une solution chrétienne "....

VIII.- Il nous reste , Messieurs, à nous résumer et à conclure, et

Si l'on veut rassembler les idées communes, en laissant de côté, les points de divergence, peu nombreux (et en particulier les articles de M.Voigt) on arrive au tableau suivant :

1°.- Il faut abattre le régime Nazi. Derrière l'Hitlérisme il y a toutes chances de retrouver un peuple allemand, sain, vigoureux, honnête, avec qui on pourra commercer. Pas de paix de vengeance, d'où pourraient naître de nouveaux conflits, mais un accord mutuel, fondé sur la confiance.

2°.- Résurrection de la Tchéquie et de la Slovaquie, probablement englobée dans une plus vaste fédération. L'écroulement de la Pologne a fait grosse impression; on la rétablira cependant, sans qu'il soit question d'aller au delà de la ligne Curzon. Plutôt que de retomber dans les difficultés d'un corridor, il vaudrait mieux envisager une union avec la Lithuanie.

3°. Création d'un organisme international. Quel en sera le caractère ? On trouve les conceptions les plus nuancées : Société des Nations perfectionnée, -ou Société des Nations réduite à un rôle économique et social. Fédération, groupant tantot un certain nombre d'Etats, tantot l'Europe entière, tantot limitée aux Empires Français et Anglais; union monétaire et économique pour certains, organisme supernational à caractère souverain, pour d'autres.

4°.- Enfin, réorganisation économique de l'Europe. Il semble qu'il y ait unanimité de l'opinion anglaise sur ce point : Versailles a été une erreur économique. Il faut que tous les pays, l'Allemagne comprise, puissent également vivre et atteindre le bien être auquel ils ont droit. Abolir les autarcies, abattre les frontières douanières, restaurer la liberté du Commerce, voilà en réalité, l'œuvre essentielle, et peut être l'idée fédéraliste, n'est-elle, tout compte fait, que la transsubstantiation mystique d'une conception utilitaire.

Une chose ne peut manquer de frapper : il est peu question de la France, et encore moins - sauf une exception - de sa sécurité propre et en particulier de ses frontières stratégiques.

19/-

IX.- Clémenceau a dit un jour, au cours des négociations de Versailles, qu'il n'aurait jamais cru trouver des Anglais si Anglais, des Américains si Américains etc⁺. L'insularité géographique de nos voisins est peut être entamée, l'insularité intellectuelle demeure?

L'Anglais n'a pas, comme nous, l'inquiétude séculaire des frontières. Il ne sait pas que, si pour la Paix du Monde et pour la sécurité française, il y a eu de bonnes Allemagnes, jamais il n'y a eu de bonne Allemagne. Il se sent du reste des affinités de race, de religion avec nos adversaires. Il admire leur dynamisme, leur esprit créateur, leur don de l'organisation, leur goût de l'ordre, leurs réalisations artistiques et scientifiques.

. Un Anglais comparait récemment devant moi ; l'Allemagne a ces éléphants des Indes que l'on capture adultes, et que l'on parvient à éduquer en les encadrant d'éléphants expérimentés et sages. Mais pour beaucoup de ses compatriotes, il suffirait de changer de cognac..... Enfin l'Allemagne apparaît aux Anglais comme un pays indispensable à la vie économique, et commerciale de l'Europe.

La conception fédéraliste a sa raison d'être. Il est singulièrement dangereux, sous prétexte de nationalité, de créer des petits Etats, des "Chapelets de Serbie" comme disait Bainville, et de les abandonner à

+ Ne nous
méfions pas
de l'Anglais surprise.

à leur sort, au voisinage d'Etats plus puissants, le tout est de ne pas verser dans l'utopie.

Le fédéralisme doit son succès, à l'échec de la Paix Wilsonnienne fondée sur le principe intégral des nationalités. Il le doit encore à ce caractère religieux et moral dont il est si facile de le revêtir, et pour qui les peuples anglo-saxons, et en particulier les Dominions ont une si profonde attirance. Enfin, les Etats Unis y voient pour l'Europe la condition des libertés démocratiques, le Vatican la diffusion des idées et de la civilisation chrétiennes. Curieuse époque que la nôtre : jamais nous n'avons été plus proches de la barbarie et jamais tant de pardons, de bénédictions, d'appels à la contrition n'ont traversé le ciel !

X. - Comme il serait dangereux - et c'est la conclusion dernière de cette étude - de laisser les opinions publiques de France et de Grande Bretagne, suivre des voies parallèles, se cristalliser autour d'idées si divergentes ! A ce danger répond vraisemblablement la déclaration faite par M. le Président du Conseil le 29 ~~Dec~~embre. Mais la question est assez importante pour qu'il y ait intérêt à savoir quel est le programme du Gouvernement, et comment il compte l'exécuter. J'ai

pu constater l'excellence de notre service d'informations sur la Grande Bretagne. Mais il ne faudrait pas qu'il fonctionnât à sens unique. Il est aussi important d'informer, que d'être informé. Ce travail sera long et délicat ; il n'est pas trop tôt d'y songer.

Au reste , pour vaincre l'esprit de nos amis, nous avons déjà, outre-Manche, où nous appuyer. Des éléments peu nombreux , il est vrai, mais de qualité nous sont entièrement favorables. Une idée commence à poindre : " qu'il vaudrait peut être mieux laisser la plus grande partie du soin d'établir la Paix aux Français, dont la logique impérieuse, écrivait récemment le Daily Mail sous la plume d'un ami personnel de M. Chamberlain, le Major Général Swinton, nous empêchera de tomber dans la fausse sentimentalité."

Enfin et surtout, un courant très puissant, très profond, inconnu en 1914 se manifeste sur toute l'étendue de l'Empire. Le peuple anglais est aujourd'hui convaincu qu'entre nos deux pays doit exister et subsister après la guerre une union plus étroite que toutes les Alliances. De là, à lui faire comprendre que la sécurité anglaise est fonction de la sécurité française, il n'y a qu'un pas. Encore faut-il le franchir : c'est risquer

de perdre la guerre que de n'avoir , dès le temps de guerre, une politique de Paix.-

---:---:---:---:---:---:---:---

M. le Pr^s félicite et remercie M. le Rapp^t, rappelant l'accueil reçu de lui-même à son entrée au Sénat par le père de M. Bérin-Champeaux, et se louant de voir ouvrir par ce grand travail une série de discussions qui répondent à la mission essentielle d'une C^{or} diplomatique.

La C^{or} décide que le rapport sera annexé au présent Procès-verbal (v. ci-dessus) et communiqué aux membres de la C^{or} et du Gov^t, ainsi qu'au Président de la République.

M. Berthod. - J'ai eu grand plaisir à entendre cet admirable rapport. Je trouve particulièrement dommageable qu'en Angleterre l'opinion toute entière discute ces questions et qu'en France il soit interdit d'en parler. Notre Pr^s pourrait signaler au g^t l'excessive rigueur de la censure à cet égard, qui risquerait de préparer des lendemains difficiles. La censure ferait mieux de filtrer les informations que les opinions.

M. le Pr^s. - Je retiens votre suggestion.

M. Labrousse. - A propos de ce très remarquable rapport, j'ai vu m'adresser qu'en partie aux observations de M. Berthod. Sur la question, en effet, la censure a laissé passer les opinions de MM. Bayet, Basch, Bismarck, Bastid, et de M. Berthod, ... et de moi-même ! L'Ordre, l'Oeuvre ont instigué une controverse sur les "deux Allemagnes". Les journaux parlent des bruts de guerre. On pourrait être dangereux de tolérer davantage, alors qu'une très grande partie de la nation, qui est en train de se battre, ne peut, elle, s'exprimer.

D'ailleurs, le Pr^s du C^{eil} et les Pr^s des Chambres ont entamé le sujet dans leurs discours. M. Deladier a toujours dit qu'il fallait une paix de protection dans le sens où le paysan entend la protection de son champ : peut-il y avoir meilleure formule ?

On ne saurait dire que la question n'ait pas discutée dans le pays. Il appartient au g^t d'empêcher qu'elle ne prenne un tour trop aigu.

M. Thouny. - Je apporte mon tribut de compliments à M. le R^{pt}, j'ai une félicité que notre C^{or} ait abordé la question. Elle préoccupe les anciens combattants, ils ont décidé d'agir pour qu'elle vienne au Parlement. C'est d'autant plus nécessaire que l'Angleterre en discute librement et peut avoir, à bref délai, déterminé ses buts de guerre, tandis qu'aujourd'hui, et dans la situation comparative des forces, nous risquons en mesure de lui faire admettre les nôtres; il ne faut pas que ce soit les Anglais qui dictent la paix d'après leurs propres conceptions, où l'Europe est généralement mal connue.

M. J. Bardoux. - Très applaudissant, j'ajoute M. Bérin-Champeau de son rapport très intelligent et complet. Je suis encore plus inquiet de lui sur les garanties matérielles de la sécurité française. Je relève trois points:

1) Je crains que les beaux articles de M. Voït n'aient pas grande influence sur l'opinion anglaise. 2) La séance de la Chambre des Lords du 13 décembre est très grave, deux membres y ont réclané une paix immédiate et la ratification avec l'Allemagne; dans cette lord Halifax a protesté aussitôt, mais ces discours ont eu un grand retentissement notamment à Rome. 3) Le g^t britannique actuel s'est privé de certains éléments sur lesquels nous pourrions compter; M. Duff Cooper a été éliminé; il acceptait les vues françaises sur les garanties nécessaires; Sir Samuel Hoare vient d'être débarrasé. Des hommes comme Sir John Simon ou Lordie Burgin sont hostiles au traité de Versailles et partisans d'un accord avec l'Allemagne, le premier a une grande influence sur M. Chamberlain, il est éloigné de nos vues sur la sécurité.

Je crois que le g^t français aurait tort de ne pas aborder la question avec Londres. Pour ma part, j'en ai jamais manqué l'occasion. Récemment j'en ai pas trouvé M. Hoare particulièrement hostile. Je pense qu'une formule

comme celle de la démilitarisation rhénane ne serait pas impossible à faire admettre.

N'oublions pas qu'une règle diplomatique chère aux Anglais est celle des ententes précédant les congrès; il faut s'accorder avec eux avant le moment des négociations, et aborder carrément la question des garanties matérielles de la sécurité française.

M. Ch. Reibel. - Je félicite à nouveau M. le Rapp^t de son excellent travail si net et clair. J'appuie les observations de M. Berdoux. Je suis effrayé du malentendu qui naît entre les opinions française & britannique. Il faut que la nôtre soit appelée par les journaux à agir; il faut parler aux garanties matérielles, elle n'a pas un très sérieux appui pour le g^t. Actuellement la proportion des contingents qui sont sur le front donnerait aussi beaucoup de poids à l'action de celui-ci. Notre p^t pourrait faire valoir ces arguments auprès du g^t. Il faut que l'écrite de ces lettres distantes par une opinion anglaise coagulée autour de son g^t.

M. Millerand. - Le rapport de M. Beroin-Chauveau constitue une admirable préface au débat dont on vient de montrer la nécessité. Mais quel débat, et entre qui? Il est indispensable qu'il s'ouvre entre les g^t, que la nôtre engage au plus tôt la conversation, pour ne pas se trouver devant des positions arrêtées.

Actuellement, le débat ne peut seuler sur les détails d'un traité de paix; il s'agit de fixer les idées générales qui, le jour venu, guideront les négociateurs. Il y en a une qui domine tout: parler aujourd'hui de confiance à l'égard de l'Allemagne, c'est défier le bon sens, il ne faut pas recommencer cela, la première idée doit être la méfiance vis-à-vis de l'Allemagne.

M. le Rapporteur. - Trois points importants: 1) que notre opinion publique soit renseignée; les consignes de la censure sont interprétables, elle n'aurait d'abord pas laissé passer une ligne de mon discours d'ouverture

au Conseil ^{général} du Calados où j'exprimais les idées qui viennent d'être évoquées; - 2) nécessité de conversations de jour à jour; - 3) éclairer l'opinion anglaise; ce que j'ai vu d'en apercevoir m'a saisi, il ne faut pas la laisser toute entière s'égarer comme elle fait. Aussi ai-je insisté sur la nécessité de ne pas se borner à nous informer de ses mouvements, mais de l'informer elle-même du minimum de nos revendications.

M. de Kousse. - J'ai reçu une lettre d'une personnalité anglaise qui nous conjure d'informer l'opinion de son pays et de préparer une paix française. Il y a très peu d'Anglais qui aient les yeux ouverts. La rumeur des lords du 13 décembre m'a fort alarmé. Il faut une conversation entre ^{général} et ^{général}.

M. le Rapp. - Je n'ai pas l'impression que les deux lords qui ont parlé soient représentatifs.

M. le Pt. - Ils ont été très mal accueillis.

M. Honnorat. - La discussion des Estués de pierre, déjà proposée par notre Pt et repoussée par la ^{Commission}, nous permettrait de clarifier nos idées avant d'en saisir le ^{général}. On pourrait sans doute obtenir, cette fois, la parole anglaise, d'abord prévue à Versailles; l'Angleterre envier de maintenir après guerre ses rapports avec nous, elle a en vue une nouvelle Europe. Un peu d'imagination nous amènerait à rencontrer ~~les~~ idées. Je pourrai un jour exposer à la ^{Commission} ce qui me semble possible dans ce domaine, un Conseil suprême continuant d'assurer la sécurité des deux pays, avec maintien de la solidarité économique et financière permettant de grands travaux tels que le tunnel sous la Manche & l'équipement hydro-électrique. Un tel accord ouvert à d'autres nations, attirant Belgique, Hollande, aurait une telle force que l'Allemagne céderait. Ces idées seraient très accessibles aux Anglais, elles éviteraient le danger d'une anarchie d'après-guerre. Pour permettre plus de compréhension entre les deux pays, il faut instituer aux armées des cours de langues, en développer l'enseignement à l'intérieur avec des équivalences de scolarité.

M. Reynaud. - La question pourrait être rattachée à votre communication à venir sur la Radio.

M. le Pr. - M. Homorat pourrait nous présenter prochainement l'ensemble de ses observations. La discussion d'ailleurs se poursuivra dans notre C^{on}.

M. Labrousse. - Il faut éviter qu'une polémique dans le pays ne soit pas de nature à soutenir le G^{vt}.

M. le Pr. - La C^{on}, ayant un jour à connaître du Traité de paix, doit ne pas avoir alors à improviser. Il conviendrait donc qu'elle se mette à une étude qui lui appartient essentiellement. Il serait dangereux que la France reste inerte tandis que l'opinion anglaise tout entière est agitée par le problème. Nos conversations nous permettant sans doute d'arriver à une formule que nous pourrions soumettre au G^{vt} et au Sénat.

M. Labrousse. - Dans les journaux et le pays, la discussion ne serait pas sans risques. Nous pouvons la poursuivre ici, comme il vient d'être proposé.

La C^{on} décide de poursuivre l'étude de la question.

M. le Pr. - Je communiquerai au G^{vt} les observations qui se sont produites ici, et l'état d'esprit qui s'est manifesté.

La C^{on} confie à M. Bozic. Champagne une étude sur l'opinion américaine et les buts de guerre.

M. Al. Bachelet. - Si, par garanties matérielles de la sécurité française, on entend la Réténance, j déclare tout de suite que j'en suis très pas partisan, car ce serait une source de nouveaux conflits.

M. le Pr. - Nous ne pouvons aborder aujourd'hui le fond des problèmes; ils viendront successivement devant nous. Nous n'apportons aujourd'hui au G^{vt} aucune conclusion définitive prématurée; c'est lui qui, au Sénat, a envisagé les garanties matérielles et système fédératif.

M. Labrousse... Il ne paraît peut-être pas mauvais de connaître l'historique de la question Rive gauche du Rhin, et de savoir comment ont disparu sur ce point les garanties militaires.

La Com. confie à M. Labrousse l'étude de cette question.

Elle entendra prochainement M. Ch. Reibel sur la situation des armées et la situation diplomatique.

M. E. Mérieux... n'avez-vous pas eu communication de documents diplomatiques provenant de notre ambassade auprès du Vatican et concernant une partie diplomatique très importante?

M. le Rect.... J'entendrais comprendre cette question parmi celles dont j'ai annoncé que j'vous entretendrais la prochaine fois.

Séance levée à 17 heures $\frac{1}{2}$.

Vendredi 19 janvier 40 - 14^h 1/4.

pr: M. Henry Bérenger, Prés.

Présents: M. Raucourt, Vice-Prés., A. Barthod, Jéno.

J. Bardoux, Gues, Steeg, Labrousse, Boret, Al. Bachelet,
H. Hagg, A. Buisson, Paul. Bancour, Fourmeat, Ch. Reibel,
Garnier-Dufour, Honorat, Desjardins, Cam. Ferrand.

Séance: Rapponnet.

Exposé du Président

M. le Prés. - J'ai jugé indispensable de vous réunir aujourd'hui, le Pr du C^{el} m'ayant prié de venir le voir hier pour une communication qu'il désirait que j vous transmette, sous réserve du secret le plus absolu.

Cette communication porte sur deux points. Le premier concerne la Finlande. j vais vous lire la note que m'a adressée M. le Pr du C^{el}:

Aide à la Finlande

PRESIDENCE du CONSEIL

Paris, le 15 Janvier 1940

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que la première cargaison d'avions, d'armes et de munitions adressée par la France à la Finlande est parvenue à destination dans des conditions de rapidité exceptionnelles. Ce matériel est déjà entré en action.

Le Gouvernement Français poursuit ses envois dans toute la mesure nécessaire pour apporter à l'héroïque résistance finlandaise un appui efficace.

Deux autres cargaisons importantes sont actuellement en route et ne tarderont pas à arriver en Finlande.

J'ai l'honneur de vous prier de réserver strictement ces renseignements à la Commission que vous présidez en lui recommandant

le secret. En effet, la publicité donnée à ces envois de matériel de guerre serait de nature, comme vous le savez vous-même, à gêner les Gouvernements de Suède et de Norvège et par conséquent à compromettre l'efficacité de notre action en faveur de la Finlande. Vous savez par ailleurs que notre action diplomatique déploie en ce moment tous ses efforts afin de rendre encore plus efficace et plus résolue la solidarité des Pays Scandinaves.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Ed. DALADIER

Monsieur le Président de la Commission
des Affaires Etrangères du Sénat

M. le Prs. - M. Daladier a ajouté quelques détails : en ce qui concerne l'exclusion de l'URSS par la SDN, action décisive obtenue à l'égard des Anglais par la France. en ce moment, très gros effort pour exercer une action à Petsamo, sans concours néo-norvégien, et en utilisant une flotte polonaise. De toutes les nations soutenant la Finlande, France & Angleterre sont au premier rang. Au premier envoi de matériel, deux autres succèdent, au total 6.000 tonnes, 130 avions sont déjà en action, dont 100 anglais, et 50 bombardiers. La Finlande est très satisfaite.

Alerte Belgo-hollandaise.

Deuxième point : l'alerte Belgo-hollandaise des 12-15 janvier. La propagande allemande a travaillé à faire croire que ce trait les Alliés qui auraient proposé aux pays visés d'entrer sur leur territoire pour les attirer dans une alliance. Rien n'est plus faux. Le Prs de l'Assemblée a tenu à établir les faits auprès du Prs de la République, ainsi qu'aux Comités parlementaires par une note dont je vous donne lecture.

M. le Prs lit cette note.

M. Deladieu a ajouté: Il y a eu deux Conseils belges, l'un ^{au} complet le dimanche matin 14, l'autre restreint et secret, présidé par le roi, et qui a estimé qu'il n'y avait pas lieu de suivre, l'alerte semblant s'éloigner.

Tous savent par quel incident romanesque d'un avion allemand tombé en Belgique on a connu le plan d'invasion allemande sur le Limbourg, siège de notre frontière.

M. Deladieu a jugé excessives les exigences belges. Nous exécutons très loyalement les engagements pris à l'égard de la Belgique, en modifiant notre plan, ce qui exigait 3 jours, et de manière à être tout de suite aux emplacements voulus pour répondre au 105 belge. L'Angleterre courrait aussi, mais en s'opposant aux exigences belges.

Je vous répète que sur tout cela le secret est absolument nécessaire.

M. Steeg. - Le secret a des inconvénients, et n'est déjà plus. Mardi, un diplomate balkanique m'a rapporté les faits dans la version tendancieuse: il faut pouvoir les rétablir.

M. le P.^t - C'est à cette intention que répond la communication du P.^t du C.st. On fait, en effet, avoir le bruit que la France a refusé son concours, alors qu'en contraire elle l'accordait en courant un risque très grave.

M. Boret. - Un député belge m'a de même exprimé des plaintes.

M. le P.^t - Il n'est pas admissible qu'après nous avoir adressé des appels si pressants, puis changé d'attitude à l'égard de l'alerte, on nous fasse des reproches.

M. Labrousse. - La démarche belge doit comme exactement avant-hier dans les couloirs du Sénat. Le secret n'aurait pas été gardé.

M. H. Hage. - Le g.^t français a-t-il fait observer qu'on ne peut pas disposer à volonté de l'armée française, en réclamant puis refusant son concours?

M. le P.^t - La communication formule ce point les réserves nécessaires. La chose ne pourrait se renouveler,

21

le g^t belge a été informé que nous assurons notre sécurité à nos frontières.

M. Berthod. - Avez-vous des précisions sur les demandes économiques belges qui ont fait hésiter Londres ?

M. le Pt. - Non. Elles n'ont pas fait hésiter notre g^t. Le g^t de Londres n'a pas accepté, c'est la procédure consistant à demander un ~~secours~~ en formulant des exigences.

M. Ch. Reibel. - Je crois ~~avoir~~ que la demande belge ne paraissait pas sans avantages militaires. L'attitude du roi a été inébranlable, son g^t a surmonté des difficultés, le danger étant moins pressant, et l'entente ^{répondant} des ~~autres~~ alliées sans que la menace allemande eût été réalisée lui paraissant un fait grave. Dans cette question très complexe pour chacune des parties, l'insistance du roi auprès de ses ministres pour les amener à son sentiment est importante pour l'avenir.

M. le Pt. - Il n'a pas eu gain de cause.

M. Bort. - Le mercredi 10, j'ai présenté à M. Juenille une délégation d'industriels belges mécontents de la politique suivie pour les licences d'importation, les Wallons eux-mêmes sont très déçus de nos mesures de blocus.

M. Berdoux. - J'approuve le g^t d'avoir accordé sans objection le principe du secours demandé, car la conséquence de la situation actuelle serait d'exposer la bataille sur notre territoire.

M. le Pt. - Notre commandement envisageait sans nul enthousiasme d'entrer en Belgique; à ses yeux, il n'y avait qu'une feinte allemande, peut-être pour l'engager dans des opérations non préparées; il acceptait néanmoins, mais il a précisé que désormais il ne pourrait pas changer tous les huit jours son dispositif.

M. H. Hagg. - Si la Belgique nous appelait au moment où les allemands seraient déjà en marche, nous courrions, en effet, un grave danger.

M. A. Buisson. - Les conditions présentées par Bruxelles peuvent se rapporter à un sentiment récemment exprimé par la reine-mère, qui s'est émue de ce que certains cercles dirigeant français auraient envisagé la disposition des petits Etats, entant que sources de conflits.

M. le Pt. La Belgique pourrait parer à un tel risque en entrant dans la coalition.

M. Plaisant. Le refus belge final vient-il d'un apaisement à l'égard de la menace allemande ou d'une jétition de principe qui aurait hanté l'esprit des dirigeants belges depuis quelque temps?

M. le Pt. Il y a eu un sentiment de délivrance en Belgique à voir que rien n'arriverait. Notre commandement l'avait tout de suite prévu, des nombreux informateurs se l'agant pas alerté. Dernière les informations venues de Belgique il pourrait y avoir un piège. Ceci n'est qu'un prélude. Le refus belge, sur la réponse conditionnelle britannique, peut être suivi de difficultés pour notre voisine. Bornons-nous à enregistrer les enseignements reçus. nous reprendrons cette affaire, au gré des événements.

Prochaine séance vendredi 26.

Séance levée à 17 h. 10.

Mercredi 24 janvier 1940 - 16 heures

Prés. de M. Millerand, Prés. d'âge.

Présents: MM. Henry Bérenger, R. Bernard, de Castellane, Plaisant, H. Hays, A. Buisson, Fournement, Brivin-Chaupeaux, J. Bardon, P. Laval, Ch. Reibel, de Ludre, Al. Bachelet, Garnier-Suparc, V. Boret, de Chambrier, de Lussac, Honorat.

Excusés: MM. Peyronnet, Steeg.

Nomination du Bureau.

M. le Prés. Je crains qu'on ne puisse pas me contester ^{le droit à} la charge dont j'ai investi en ce moment. Il faut que la com se constitue. S'il n'y a pas d'autre proposition, j'en demande de maintenir le bureau sortant. (Approbation).

Il en est ainsi décidé.

En conséquence, sont élus: MM.	
<u>Président</u>	Henry Bérenger
<u>Vice-Présidents</u>	Sébastien Dubry, Marcel Plaisant
<u>Secrétaires</u>	Aime Berthod, Paul Laffont.

Sur l'invitation de M. le Prés. d'âge, M. Henry Bérenger prend place au fauteuil présidentiel.

Prés. de M. Henry Bérenger, Prés.

M. le Prés. - Ma première parole sera pour remercier notre illustre doyen, M. Millerand, de la proposition, si bienveillante pour le bureau sortant, qu'il a faite. Je tiens à lui dire combien dans les crises des derniers mois, nous avons, au bureau, bénéficié de sa présence continue, de son autorité, de sa science, de sa sagesse. Je suis très fier de revenir à cette place dans son parloir.

C'est devenu un rituel, méritoire pour notre bureau, de vous remercier de votre confiance. ^{remercier de votre confiance} Henry Bérenger en témoignage de cette fidélité réciproque si précieuse dans les assemblées qui se continuent: car le fait vous fait la

même confiance que vous nous faites, il va à tous
vêlées à notre Com. Seul, M. Mireaux nous a
quittés pour s'élever à la Com. des Pénalités; j'ai lui
adressé notre salut et nos regrets. Je lui ai dit
ma crainte que, d'ailleurs, il ne ^{puisse} pas y
donner ^{toute} la mesure des qualités solides et brillantes
qu'il apportait ici.

Il a été remplacé par M. Stanislas de Castellane,
il ne pouvait l'être mieux. Je salue notre éminent
nouveau collègue; il a été, plusieurs années, Président
de la Com. des Aff. étrangères de la Chambre et a tenu
cette fonction avec éclat et haute courtoisie, il avait
de quoi tenir, appartenant à une illustre famille
de grands diplomates et parlementaires, nous sommes
certain qu'il prouvera ici les mêmes qualités.

Je crois que la stabilité marquée et par le Sénat
et par la Com. est une chose excellente en temps de
guerre; j'en rappelle toujours le prédécesseur de Pichon
me disant: vous êtes permanent, et on apprend
beaucoup de choses quand on est permanent. Cela est
particulièrement important dans les Républiques.
Nous ne pouvions d'ailleurs pas accepter la charge
qu'il pèse sur nos épaules en présence d'ennemis
redoutables, si nous ne sentions que notre valeur
nous vint des hommes qui nous entourent.

Je vous propose d'être demain ce que nous
étions hier, de travailler avec la même impartialité
et la même objectivité. Nous sommes des collaborateurs
du Gt, mais cette collaboration, que nous avons d'ailleurs
assurée à tous les Gt, n'exclut nullement le contrôle,
et nous l'avons prouvé. Contrôle de deux sortes: par
la demande de sanctions, si des fautes sont commises,
et par des conseils, quand il y a lieu, donnés sans
bruit. C'est ainsi que nous avons obtenu déjà de
nombreux et importants résultats.

J'en dirai seulement que, grâce à votre
action dont j'ai été l'interprète énergique, la
France n'a qu'une seule frontière à défendre.
Ainsi a-t-elle pu résister la mobilisation générale,

retenir les armées sur l'avant, coordonner son action militaire avec son action diplomatique, s'assurer une position solide en Méditerranée, ~~consolidant~~ son union avec les Britanniques, acquiescer aux Etats-Unis une situation, à son honneur, du moins prépondérante et qui laisse beaucoup d'espoir. C'est là un bon début pour une guerre sans doute longue et difficile, nous continuerons dans la même voie.

Vendredi, M. Ch. Reibel, qui est membre aussi de la Com^{te} de l'Armée, nous présentera des observations sur les relations entre les forces militaires et les buts diplomatiques. Je vous apporterai des communications, dont les principales viseront l'Italie; vous savez que j'en fais que lorsque j'ai des raisons pour le faire, j'en demande de venir le plus nombreux possible.

Après échange d'observations entre M. A. Buisson, Ch. Reibel, H. Hage, P. Luril, le Pres^t, la Com^{te} décide de fixer prochainement la présentation du rapport de M. A. Buisson relatif à l'Amérique.

Séance vendredi 26, à 15 heures.

La séance est levée à 16 h. 20.

Vendredi 26 janvier 1940 - 15 heures

Présidence de M. Heray Béranger, Président.

Présents: M. M. Plaisant, vice-Prés., Millebrand, Boudas, Steeg, Al. Bachelet, Garnier-Dufour, Desjardins, Keibel, Hage, Pomerment, de Ludre, Boret, de Lusse, Kaval, Bouvin-Champeaux, Buisson, Paul Boncour, de Chambren, Ferrand, Bourdeaux, Bernard.

Excusés: de Castellane, Berthod, Honnorat.

Italie

M. le Pr. - D'accord avec le Govet., j'ai cru nécessaire que le Com. connaisse quelques dépêches récentes de M. Paulin Ponsot.

Vous vous rappelez que, dans celles du précédent trimestre, il ne prenait pas position. Il ne pouvait qu'entendre le C^{te} Ciano sans voir M. Mussolini. Tout en se tenant dans une sage réserve, il donnait plutôt un sentiment favorable sur l'attitude du M^{te} Italien des Aff. étrangères. depuis ~~depuis une quinzaine~~ les scènes historiques de Salzbourg, et laissait prévoir une évolution favorable de l'amitié franco-italienne.

Or, depuis une quinzaine, les télégrammes rendent un son beaucoup moins favorable, sans doute il a confiance en M. Ciano, mais celui-ci n'est pas le maître et peut se trouver débordé et débarré, et il semble que M. Mussolini soit décidément contre la France.

Le revirement s'est manifesté à la suite des instructions données par M. Muti, le nouveau secrétaire du Parti fasciste, aux hiérarques. celui-ci avait succédé dans ce poste à M. Starace, lors de la "relève de la garde", dont on avait pensé qu'elle faisait partie d'une évolution de l'Italie vers l'Angleterre et la France, Starace et Alfieri s'étant montrés pro-germans.

Les instructions de M. Muti ont un peu surpris, plus désagréables encore que celles de son prédécesseur. Aussitôt la presse italienne a multiplié les notes hostiles aux Alliés, série quotidienne d'éditorialisme aigres dans le Popolo d'Italia, articles de V. Gayda

énumérant ^{sur} les chefs de l'Italie depuis la dernière guerre.

M. le Prêt lit les instructions Muti, dictées, croit-on, par M. Mussolini, ainsi que les télégrammes de M. François Poncet.

M. le Prêt. - J'ai tenu à consulter ces documents, ayant l'impression que nous sommes à un tournant. Une cassure brutale s'est produite, le 11 janvier. Je n'ai pas à en tirer de conclusions, me bornant à mettre sous vos yeux ces faits, qui font éclater certains points obscurs de la politique européenne, notamment dans les Balkans.

M. H. Hagg. - Quelles ont été les réactions allemandes ?

M. le Prêt. - Naturellement la presse et le g^l allemand a été félicité des instructions Muti, en déclarant que les Alliés s'étaient complètement trompés.

M. M. Plaisant. - La presse allemande triomphe.

M. Ch. Reibel. - Le fait prend l'incident au sérieux, mais non au tragique. M. Muti paraît surtout avoir voulu redresser le Parti fasciste ; il combat sans doute les démagogues mais aussi le bolchevisme. Il y aurait eu ici des manifestations exagérées, notamment un article de M. Henry Bordeaux, qui aurait surpris, et aussi un vibrant discours de M. Herold, à Lyon. Il faudrait laisser l'Italie se développer dans son sens antibolcheviste ~~et~~ et en tirer les conséquences.

Situation diplomatique et militaire -

M. Charles Reibel fait un rapport sur les relations entre la situation diplomatique et la situation militaire, qui donne lieu à échange d'observations avec M. M. Paul-Boncour, Gaston-Duparc, le Prêt.

M. le Prêt félicite et remercie l'auteur et l'invite à fixer par écrit son rapport afin que celui-ci puisse être inséré au Procès-Verbal, photocopié et communiqué aux membres de la C. et du J. ou.

M. le Rapporteur. - Je préfère le reprendre et le continuer, au

gré des événements, par de brèves communications.
Il en est ainsi décidé.

M. Camille Ferrand demande que le Prés. intervienne auprès du Gouv. pour que soient comblées les lacunes signalées dans le rapport.

M. Victor Boret demande que M. Reibel arrête le Prés.
M. Reibel s'y déclare prêt.

M. Pierre Laval. - Engagés dans la guerre, peut-être légèrement d'après ce que nous avons appris, nous avons maintenant le devoir de la gagner vite. Elle doit rapidement les rattrapper : notre dette de 450 milliards s'accroît d'un milliard par jour. Si la guerre dure, les conséquences sociales en seront effroyables pour le régime capitaliste.

Que faire pour gagner la guerre ? D'une part, la ligne Sigfried, sur laquelle on casserait beaucoup de têtes sans résultat, - d'autre part, le blocus dont nul ne peut dire quand il sera efficace. Les deux adversaires sont chacun derrière un mur ; mais derrière celui de l'Allemagne sont toutes les terres dont elle veut s'emparer sans que nous puissions en secourir les propriétaires. Tel a été le cas de la Pologne. Aujourd'hui on s'inquiète de la Roumanie : que peut-elle contre l'Allemagne et les Soviets ? Le commandant du corps du général Weygand ne lui suffirait pas.

Il faut donc faire tomber un pan du mur, et c'est là que j'en viens à l'Italie. On nous dit : il ne faut rien faire, ce ne serait pas habile. On nous le dit depuis longtemps, et j'ai vu toujours s'aggraver la situation d'installation des Soviets aux frontières roumaines nous faisait espérer, Mussolini n'ayant jamais varié dans son attitude antibolcheviste. J'imagine qu'après sa conversation avec le Ch. Coatsy, il a dû montrer à Hitler le danger de la présence des Russes pour sa position, et Hitler ~~sur~~ substituer ~~des~~ propres troupes : ainsi l'éventualité favorable pour nous a disparu. C'est l'événement le plus important et

redoutable qui pouvait se produire.

On parle d'une expédition sur d'autres points. A Petzamo, l'opération ne serait-elle pas plus facile pour l'Allemagne et le corps expéditionnaire bien exposé? A Borkou, une démonstration d'escadre n'est pas de quoi nous assurer la victoire.

Pour atteindre l'Allemagne, deux portes: l'une, à l'Ouest, est fermée; l'autre, à l'Est, largement ouverte, car les Balkans approvisionnent considérablement le Reich, et c'est pourquoi le blocus ne peut donner des résultats rapides.

Pour gagner la guerre, et vite, nous devons rechercher une diplomatie qui permette au Commandement de faire des choix utiles. France, Angleterre, Canada devraient être une immense usine d'armements pour nous et nos alliés. La Yougoslavie, à elle seule, peut lever 1.500 000 hommes. Si nous pourrions approvisionner ces pays en matériel de guerre, nous aurions là un appoint d'effectifs énorme.

Pour l'Italie, je ne partage pas le sentiment de M. François Poncet sur l'utilité de l'expectative. Après la mission de M. Baudouin à Rome, on s'est d'accord pour régler les points en litige: et puis, plus rien. On pourrait éviter la guerre comme on pourra la gagner, d'autant plus facilement que l'Italie sera avec nous. Je sais que ce n'est pas commode, et que la question dépasse le cadre de notre Com. mais on demande de venir au secours des démocraties, d'un homme qui, tant qu'il ne sera pas armé que le fascisme ne sera pas la raison de notre victoire, ne se prêterait peut-être pas.

M. Paul Boncour. - La question d'effectifs n'est pas uniquement numérique. L'Allemagne fabrique des divisions, qui peuvent se révéler fragiles. La supériorité incontestable de nos cadres rétablit la balance.

Est-il sûr que désormais la Belgique ne laisserait pas toucher à la Hollande? Au moment de la menace du 11 novembre, elle a seulement décidé d'attendre les événements, ce qui a suffi pour faire reculer Hitler. Celui-ci a préparé ensuite une attaque sur les deux pays. S'il revenait à son premier projet, quelle serait l'attitude belge? Y a-t-il des documents qui

fassent penser que nos voisins ^{se} sentiraient menacés?
M. le Rapp. - Je ne pense pas qu'il y ait de document officiel. Mais la récente attitude belge doit dictée par des raisons qui demeurent: l'impossibilité d'admettre une occupation de la Hollande, qui viserait aussitôt Anvers et jugulerait toute la vie économique.

M. le Prêt. - Aucun document officiel, à ma connaissance, n'a marqué une décision d'action corrélatrice belge-hollandaise. Il y a eu des conversations entre les deux souverains et entre leurs ^{ex} ^{ces} M^{tes}, mais qui n'ont pas abouti à une alliance, ni à un engagement des deux puissances entre elles ni à l'égard des Alliés.

M. Alexandre Bachelet. - Il y a quelque temps, nous avions 84 divisions et nous en aurions 16 ou 17 anglaises. L'Allemagne en avait 140, avant la conquête tchèque & polonaise, qui a dû permettre des récupérations. Je suis effrayé de voir envisager une extension du champ de bataille, au risque de réserver l'alliance germano-russe, qui accroîtrait dangereusement la disproportion numérique. Parlez-vous nous renseigner sur les effectifs des deux camps?

M. le Rapp. - Des divisions coloniales sont en formation outre les divisions tchèques et polonaises. A la fin de 1918, il y avait 60 divisions anglaises pour 80 français. L'opération sur le Caucase concernerait surtout l'aviation. Dans les Balkans, les éléments locaux pourraient fournir 90 divisions avec de faibles contingents français pour les encadrer. Tout cela est lié évidemment à la question italienne, dont le règlement libérerait nos troupes de Tunisie.

M. J. Bardoux. - Je crois que le raidissement de M. Mussolini a été causé par la substitution des Allemands aux Russes sur la frontière roumaine. Peut-être aussi, après avoir étudié la force allemande et la carte, a-t-il cru que la balance pencherait pour l'Allemagne. J'ai recueilli l'indication que, lorsque commenceront des opérations

d'envergure, M. Mussolini déciderait la mobilisation générale. La situation demande donc réflexion. M. P. Ponce ne donne pas de raisons du contraire.

M. le Rect. - Il indique la volonté de reprendre en main le Parti, l'opinion publique ne voulant pas d'une guerre avec la France alors que le Duce entend rester maître de sa décision. C'est l'opinion de M. Ponce. Pour ma part, j'ai dû convaincre que, dès le début, Mussolini s'est réservé d'intervenir au cours de la guerre lorsqu'il le jugera nécessaire.

M. Reibel. - Il y a eu à Milan des manifestations pro-françaises et anti-allemandes, qui l'ont inquiété.

M. Bardoux. - Je voudrais voir collaborer les Comités de l'armée des deux Chambres.

La France agit-elle dans les Balkans avec des instructions précises en prévision de la réunion de l'Entente balkanique?

M. le Pt. - J'ai l'impression d'un travail de chancellerie bien fait. Je ne puis pas dire qu'il y ait dans notre politique balkanique quelque chose de très dynamique, en dehors de notre carte, qui est l'union franco-britannique, telle est mon impression.

M. Bardoux. - Je crains que cette carte ne suffise pas.

M. le Pt. - Je l'ai déjà fait observer.

M. Steeg. - M. Reibel a relevé des déficiences, puis envisagé de vastes opérations que celles-ci sembleraient exclure. Je crois impossible que la guerre se termine sur le front Ouest et nécessaire de chercher dans les Balkans des compléments de force. Mais l'Italie y travaille à des accords qui éloignent ces peuples de la guerre. Est-on renseigné sur des conversations récentes possibles entre Mussolini ^{avec} Hitler, où il lui aurait signalé l'inconvénient de la présence des troupes russes?

M. le Pt. - Il n'y en a pas trace.

M. Steeg. - Après le veto à une descente des Soviets aux Balkans la manifestation Mufi est inattendue. Les événements balkaniques sont abordés à l'attitude italienne, et nous ne savons pas ce qu'elle cache.

M. Reibel. - La défensive pure n'accuse pas moins l'infériorité numérique que des opérations.

Pour les Balkans, on ne peut rien faire sans des

conversations avec l'Italie, pour l'apaiser, mais sans lui demander son aide. Le C^{te} Ciano a dit à M. René Bernard que la nation italienne ne comprendrait jamais qu'on soit avec une nation associée au bolcheïsme. Je crois que Mussolini a voulu reprendre son pays en main, en vue d'une lutte contre le bolcheïsme. Mais sans doute se préoccupait-il de savoir qui sera vainqueur, et en attitude peut dépendre de notre dynaminisme dans les Balkans.

M. René Bernard. - Ce qui frappe le plus en Italie actuellement, c'est le mouvement de l'opinion publique. Elle n'a jamais été très favorable à la politique de l'axe. Elle s'est réjouie de voir le G^t s'en dégoûter à la suite de la collusion germano-russe. J'ai été surpris et de ce mouvement et de la liberté d'expression, sans que le G^t fasse rien pour le réprimer; beaucoup de nouvelles favorables aux Alliés paraissent dans la presse, et la balance tenue à peu près égale. L'Excellent M^{te} doit destiné certainement à freiner l'opinion. Je crois que la substitution des Allemands aux Russes sur la frontière roumaine a été un fait capital, car l'Italie s'était violemment manifestée à l'égard des Soviets. Mais le G^t italien couvre l'arrière-pensée qu'un jour Allemagne & Russie se dissocieront, et que l'action anti-bolchevique ne pourra se faire sans l'Allemagne. Celle-ci a bien joué, en affaiblissant la résistance italienne à l'entreprise sur les Balkans. Je crois que nous approchons très rapidement d'un moment où l'Italie agira. Comment? J'exclus la possibilité qu'elle se joigne à une action militaire contre nous. Mais ce qui a été possible et même probable, c'est une action diplomatique de l'Italie appuyée par un déploiement de force. Elle attend son heure. Elle ne désire une victoire complète ni de l'Allemagne ni des Alliés, pour ne subir aucune réprimande. Deux forces jouent officiellement pour nous en Italie: la maison de Savoie et le Vatican, mais elles sont pour la paix avant tout. Si le G^t italien choisit l'heure propice pour une médiation en faveur d'une paix que nous ne pourrions

accepter, elles l'appuieraient. C'est là le danger. Aussi je ne sais si l'on peut continuer longtemps une politique qui consiste à échanger ou offrir des gentilleses; dire qu'il faut laisser l'Italie faire elle-même son évolution, n'est pas un plan suffisant. Il faudrait savoir ce que nous voulons faire vis-à-vis de l'Italie, sous peine d'être surpris par les événements.

M. le P^t La conclusion de cette séance est donc, comme la Commission le marquait, d'avoir le g^t de la nécessité d'avoir un plan, aussi bien diplomatique que militaire, en rapport avec nos forces et d'accord avec nos alliés.

Séance levée à 18 heures.

Vendredi 9 février 1940 15 heures

Présidence: M. Henry Berenger, Président

Présents: ~~M. Henry Berenger~~, Marcel Plaisant, Steeg,
Rene Renouet, Henri Hage, Albert Buisson, Desjardins,
Fourment, de Lume, Jovelet, de Ludre, Millerand, Barthod,
Borin, Champeaux, Peyronnet, Thommyre, Alexandre Bachelot,
Henry Bourdeaux, Ch. Reibel, Honnorat, Pierre Laval.

Excusés: M. Capus, de Chambrun, Baidour,
Lefebvre du Prey

Présidence de M. Henry Berenger, ^{Pr}

La séance est ouverte à 15 heures.

Conseil Suprême, et Conférence de Belgrade

M. le Pr. Depuis notre dernière séance, deux événements ont
mérité de retenir l'attention: la réunion à Paris du Conseil
Suprême des Alliés, et la Conférence de Belgrade.

Sur le sujet du Conseil Suprême, M. Daladier et Chamberlain
de Ribb ont communiqué leurs excellents impressions.
De séance en séance, la fusion entre la France et la
Grande-Bretagne s'affirme plus étroite. Le dernier conseil

2

a porté sur l'aide à apporter à la Finlande, et sur son ravitaillement éventuel par les états sympathisants. Les deux gouvernements sont d'accord pour apporter à la Finlande, pendant les semaines et les mois qui viennent, l'appui le plus étendu; les deux état-majors généraux ont aussitôt soumis un plan de collaboration dans ce sens, qui a été accepté. Nous devons donc nous attendre, au cours des prochains mois, à une action considérable de l'Allié dans le nord de l'Europe.

En ce qui concerne la conférence de Belgrade, le gouvernement français n'a eu qu'à se féliciter de ce qu'il y a fait M. Saradjoglou, en parfait accord avec le Quai d'Orsay. Pour les résultats de la conférence, il est certain qu'ils ne représentent qu'un compromis, et qu'ils consacrent uniquement un "statisme" dans les Balkans. C'est pourquoi ces résultats ont été enregistrés partout avec satisfaction. Cette sorte de "neutralité des Balkans" permet certes le ravitaillement de l'Allemagne par la Yougoslavie ou ^{même par} la Roumanie; nous pourrions néanmoins considérer les résultats de la conférence comme un moindre mal.

Tou d'horizon

M. le P^h — En dehors de ces deux points essentiels, il faut enregistrer, en Italie, la même "mauvaise humeur" que nous avons déjà constatée; l'état d'esprit du chef du gouvernement italien est agressif et rebelle à notre ^{l'attitude du} ~~égard~~ ^{compte} Ciano peut atténuer de telles impressions, mais le ministre des Affaires étrangères n'est pas le maître. Et nous ne devons pas oublier qu'il y a, à l'intérieur du fascisme, une cohorte de super-fascistes qui encourage M. Mussolini à ~~prendre~~ une action énergique qui lui permettrait de chercher, soit par une médiation possible, soit ^{même} par une intervention en Afrique du Nord, des compensations territoriales. De ce côté rien ne peut être considéré comme sûr, et l'on peut rappeler les mots du poète: "Le Savoir et son Duc sont pleins de précipices".

Dans le Proche-Orient, des préparatifs germano-soviétiques sont signalés qui auraient pour but d'attendre les Indes, par-delà l'Irak et l'Iran. Il faut accepter de telles nouvelles sous réserves, mais ne pas les négliger. Ces

projets prépareraient, du reste, à ceux qui les auraient conçus, de difficiles lendemains.

En Extrême-Orient, l'incident très grave du chemin de fer du Yunnan a provoqué une juste émotion. Le Japon a fait des excuses, et proposé des compensations. Nous devons néanmoins, à la suite de cet incident, nous tenir sur nos gardes.

Les Etats-Unis d'Amérique et la Guerre.

M. Albert Buisson donne lecture de son second rapport sur les Etats-Unis d'Amérique et la Guerre.

[Rapport de M. Albert Buisson]

M. le P^t - La Commission remercie M. Albert Buisson de ce second rapport, qui met en lumière l'évolution des esprits dans les Etats-Unis. Il est certain, notamment, que, sur la question de l'aide à la Finlande on n'a pu aboutir qu'à un compromis qui a surpris et inquiété Helsinki, et que ce fait est d'importance.

Il est également certain que notre gouvernement devrait poursuivre aux Etats-Unis un effort plus important. La

France est représentée à Washington par des personnalités éminentes, et par d'excellents fonctionnaires; il se permet pourtant de se demander si notre représentation fait preuve aujourd'hui de tout le dynamisme qu'elle exerçait, et surtout dans ce pays, les événements actuels.

M. Albert Buisson — Je puis dire, pour compléter mon rapport, que j'ai reçu nombre de témoignages venus d'Amérique, desquels il résulte que nous pratiquons là-bas une politique d'absence. Au temps de la paix, nos professeurs, nos conférenciers, par leur présence même et l'influence personnelle qu'ils exerçaient accomplissaient une tâche très utile. Actuellement, notre ambassadeur à Washington, fort galant homme et excellent fonctionnaire, reste seul. Cependant, la propagande allemande se développe, d'autant plus que le grand nombre de Allemands qui vivent aux Etats-Unis lui offre un terrain très favorable: c'est ainsi que plusieurs délégations allemandes, actuellement, poursuivent en Amérique une activité efficace.

Il est juste de dire que, voici trois jours, sur l'initiative de M. Brillouin, la radio française a parlé directement aux Etats-Unis. C'est peut-être

commencer un pentard, mais nous devons enregistrer cet effort. Pour nous. Les hommes comme André Siegfried, Bernard Fay, Paul Hazard, jouissent là-bas d'une autorité personnelle considérable; gagner la guerre, c'est aussi utiliser de telles armes. Et nos amis d'Amérique nous le laissent entendre eux-mêmes; un journaliste américain ^{qui} m'écrivait récemment, ~~il~~ regrettait la médiocrité des nouvelles envoyées de France. Si les journaux américains ne parlent pas davantage de la guerre sur le front occidental, me disait-il, c'est qu'ils ne reçoivent pas d'informations; c'est que le "rien à signaler" de notre communiqué n'offre pas une matière suffisante, pour un public (il faut le prendre comme il est), l'habitude a cherché dans ses journaux "des nouvelles".

M. Henri Hage -- Déjà, lors du premier rapport de M.

Albert Buisson, j'avais demandé que la France fût présente aux Etats-Unis. On m'objectait que si nous cherchions à faire de la "propagande" nous risquerions d'atteindre le but contraire de celui que

nous nous proposons. Je le veux bien. Mais il y a une marge entre "trop" et rien. Actuellement, le résultat est celui-ci: le Bulletin Officiel du Ministère de la guerre des Etats-Unis publie les communiqués allemands, et ne dit pas un mot des exploits de l'armée française, rien, notamment, sur ceux de notre aviation.

M. Bullitt, à la veille de son départ pour Washington, me l'a dit lui-même: la France se plaint de n'être pas mieux connue ~~des~~ ^{des} Etats-Unis; mais c'est qu'elle ne leur envoie rien qui puisse la faire mieux connaître. Il est certain qu'à force de lire: "rien à signaler" dans nos communiqués, les Américains ont presque fini par considérer la guerre européenne comme une plaisanterie, ou même comme une hypocrisie! J'ai du reste fait valoir à M. Bullitt, en réponse à ses observations, que la "guerre totale" qui n'a, en effet, pas éclaté encore, comporte assurément des risques redoutables, et que notre communiqué se borne à traduire les événements réels.

M. le P^t — M. Bullitt, qui est un ami personnel du Président Roosevelt, et qui voit quotidiennement M. Saladier,

doit assurément comprendre fort bien cette situation.

M. Henri Haye. — Nous pourrions certainement agir sur l'opinion américaine. Récemment, M. Dautry, parlant à l'American Club citait un numéro de la revue Life, dans lequel plusieurs pages étaient consacrées à l'activité allemande, alors qu'on publiait une seule photographie représentant un fantassin français. Et M. Dautry remettait les choses au point. J'ai cable' à M. Luce, ~~son~~ propriétaire de Life, pour lui demander de reproduire l'ensemble des parols du ministre de l'Armement; je crois savoir qu'il a accueilli favorablement ma demande. D'autre part, je sais que les cérémonies qui ont marqué l'arrivée en France des premiers volontaires américains, dont certains ont déjà combattu lors de la dernière guerre, ont eu en Amérique un retentissement considérable. Nous pouvons donc agir utilement. Mais il faut agir vite, sur une opinion publique qui se détourne de nous; il faut remonter un courant, et, surtout, ne pas décourager nos amis, comme l'ont fait récemment les services français qui ont freiné une riche Américaine qui voulait mettre plusieurs millions de dollars au service de la cause française.

M. Honorat. — Un récent article signé d'une haute personnalité américaine affirmait que la paix future ne serait pas dictée par les belligérants, mais par la "ligue des neutres". C'est en effet là un fait qui nous fait un devoir de ne pas laisser diminuer notre influence; or celle-ci se développe par la présence, aux Etats-Unis, de tous ceux qui peuvent agir par leur valeur intellectuelle et leur autorité personnelle. Actuellement, le manque d'informations françaises, qui crée, même chez nous, un malaise, et si bien ressenti là-bas, que j'ai reçu la visite d'un ami américain qui avait fait le voyage pour venir s'enquérir sur place de l'état des esprits en France.

M. Albert Peyronnet. — Quels sont actuellement les rapports entre l'Angleterre et l'Amérique, à la suite du contrôle qu'exerce la Grande-Bretagne pour éviter la contrebande?

M. Albert Buisson. — Les difficultés furent en effet nombreuses au début, mais la situation s'éclaircit, et les incidents sont réglés.

M. Berthod. — M. Albert Buisson, parlant de certaines opinions américaines sur les conditions de la paix future, a établi un lien entre l'opinion américaine, sur ce point, et l'opinion anglaise. Il y a là quelque chose qui peut nous inquiéter.

M. Albert Buisson. — Ne nous y trompons pas. Toute une partie de l'opinion anglaise est orientée vers des conceptions très proches des conceptions américaines.

M. Berthod. — Et l'on voit soutenu parfois, ^{en Grande-Bretagne,} (en matière coloniale, des doctrines surprenantes.

M. le P^t — J'ai pu lire rapidement, ce matin, le manifeste du parti travailliste qui m'a laissé une première impression très défavorable. Certes, il ne s'agit plus seulement de combattre Hitler, et les travaillistes ont compris qu'il faut exiger du Reich tout entier un désaveu de son chef et de sa politique; mais le document est animé d'un pacifisme neutralisant qui mérite toute notre attention. Je l'étudierai de plus près, et ne puis encore en dire davantage.

En sujet de la presse américaine, il faut observer ceci: sur la foi de certains journaux de New-York, de certaines personnalités importantes, comme Walter Lipmann, on croit souvent que les Etats-Unis nous sont favorables. Mais ces journaux, et ces signatures, ont-elles une action réelle et profonde sur l'Américain moyen?

N'oublions pas la presse de l'Ouest, si importante. ~~ROBERT~~
Il ne faut pas confondre la valeur personnelle d'un journaliste et le rayonnement de ses articles sur l'opinion; nous en avons des exemples en France. M. Albert Buisson pourrait étudier

sous cet angle le problème de la presse aux Etats-Unis, et nous apporter des conclusions qui permettraient d'orienter notre action.

M. Albert Buisson. — Je ferai cette étude. J'espère que, pour bien informer le public des Etats-Unis, nous devrions inviter en France deux journalistes américains, dont l'un visiterait le front, l'autre vivant à l'arrière. Ils verraient, et enverraient des impressions sincères et justes.

M. Honnorat. — la suggestion est excellente. Mais aboutira-t-elle? Trop souvent des propositions de ce genre restent sans réponse; je l'ai vu quand j'avais proposé de faire, pour les Etats-Unis, un film qui montrerait le mécanisme d'une mobilisation. Aucune ^{réponse} ~~réponse~~ n'a été donnée à ma lettre.

M. Pierre Laval. — la suggestion de M. Albert Buisson a déjà été réalisée; un journaliste américain, Kinckenbocker, a visité la ligne Maginot, et a écrit de fort bons articles. Par la suite, il a fait aux Etats-Unis des conférences où il disait fort clairement à ses compatriotes que leur devoir est d'entrer en guerre.

Le rapport de M. Albert Buisson est des plus instructifs; je l'ai entendu avec intérêt, mais, je l'avoue, sans surprise. J'en éprouvais davantage, naguère, quand je lisais, sous la

signature d'hommes politiques français importants que les
Etats-Unis "étaient à nos côtés"; ou quand je lisais qu'ils
seraient à nos côtés si nous avions payé nos dettes... Or,
la Finlande a payé ses dettes, elle, et pourtant, que
voyons-nous aujourd'hui?

Il me semble que vous êtes trop exigeants pour les
Etats-Unis. Qu'attendez-vous d'eux? Avez-vous jamais
imaginé qu'ils entreraient en guerre, si nous faisons la
guerre à l'Allemagne? Moi, non. J'estime que les Etats-Unis
nous ^{ont} rendu un immense service en levant l'embargo,
à un moment où nos fabrications de guerre étaient
déficientes. Les armes qui nous viennent de là-bas, il
faut les payer, et cher; mais c'est la loi de la guerre; et,
en levant l'embargo, l'Amérique a fait beaucoup; nous
ne pouvions attendre davantage.

Quant à la propagande proprement dite, je veux bien
qu'on en fasse aux Etats-Unis; il serait même que l'Allemagne
prit toute la place dans la presse américaine, d'autant
plus que nous comptons là-bas beaucoup d'annexés qui
ne demandent qu'à devenir agissantes; les magnats du
journalisme aux Etats-Unis sont tous antinazis. C'est à nous

qu'il appartient d'utiliser de telles ressources; mais nous n'avons aucun reproche à faire aux Etats-Unis.

On a parlé des ambassadeurs; on me permettra de dire que, dans une ambassade, la personnalité de son chef n'est pas seule à compter.

Quant à l'espèce de déception du public américain devant les "nœuds à signaler" de notre communiqué, nous devons bien dire que, pour notre part, nous ne l'éprouvons pas, au contraire. L'opinion américaine est une chose, la guerre en est une autre, et la guerre, c'est notre affaire, et non celle des Etats-Unis.

Du rapport de M. Albert Buisson, je retiens qu'il y a quelque chose à tenter pour affermir notre situation morale et psychologique aux Etats-Unis. Mais ne perdons pas de vue notre rôle essentiel de ^{Conseil} des Affaires Etrangères, qui est de contrôler notre diplomate en Europe. Or la situation, de ce côté-là, n'est pas particulièrement brillante; et si notre position militaire et diplomatique en Europe était satisfaisante, les Etats-Unis ne tarderaient pas à s'en apercevoir, et nous gagnerions ainsi des deux côtés.

M. Henri Haye. - Au sujet des positions prises aux Etats-Unis sur les questions coloniales, j'apporte ce détail: j'ai eu sous les

14
 leur un télégramme par lequel le Stat-Unis nous demandarent
 des explications sur certaines mesures prises par nous en Syrie!

Sous le bénéfice des observations qui ont été présentées,
le rapport de M. Albert Buisson est approuvé à l'unanimité,
et sera transmis au gouvernement.

Livre blanc allemand

Sur une question de M. Thourmyre, M. le P^t fait connaître
 que M. Desjardins, comme il en a été chargé, donnera
 prochainement à la Commission une analyse du Livre
 blanc allemand.

Traité et Pactes franco-polonais et anglo-polonais.

M. Marcel Plaisant donne lecture de son rapport sur les
 Traité et Pactes franco-polonais et anglo-polonais,
 éclairés par le Livre Jaune.

M. le P^t. - Je vais être l'interprète de la Commission en
 remerciant et félicitant notre rapporteur (f.b.) Son rapport
 est mieux qu'un résumé historique, il est une anticipation

diplomatique, puisque un jour viendra où les problèmes de la Pologne se reposeront à nouveau devant nous.

Cependant, ~~il y a une~~ une question très délicate et assez obscure reste posée : celle de savoir dans quelles conditions la Pologne a travaillé entre 1936 et 1939. Le gouvernement polonais qui a la responsabilité de l'éclatement de la guerre s'est effondré dans un silence au moins humiliant. On dit qu'il se tenu au silence ? Mais on ne l'a jamais quand il s'agit de défendre son honneur. La France, engagée dans une guerre à l'origine de laquelle se trouve la Pologne, a besoin de savoir.

Nous serions reconnaissants à M. Marcel Plaisant s'il préparait un rapport où, avec tout le tact que nous lui connaissons, il étudierait ces questions, pour nous apporter, en temps voulu, et dans tout le secret nécessaire, ses conclusions. Nous avons besoin de connaître, entre autres, ce qui s'est passé entre la Pologne et l'U.R.S.S.

M. Marcel Plaisant. — Ces questions sont en effet enveloppées et délicates. Il y a encore que notre ignorance sont certaines demi-lumières, qui nous inquiètent. Par exemple, ce mot prononcé ici même, et dans une incidente, par le Président du Conseil : "Je ne sais pas comment il faut

appeler un maréchal, ou un ministre, qui agit de
cette façon".

M. Berthod. - M. Beck n'avait pas été éclairé par l'entrée
des Allemands à Prague! Il a fallu qu'ils eussent à Mermel
pour qu'il comprenne enfin.

M. Ch. Reibel. - Je ne cherche pas à justifier le gouvernement
polonais, dont les fautes sont certaines. Mais n'oublions pas
non plus les erreurs de la politique française dans ses
rapports avec la Pologne: Locarno, le Pacte à quatre,
notre flirt avec la Russie.

Le rapport de M. Marcel Plaisant est approuvé
à l'unanimité, et sera transmis au P^r du Conseil
Ministre des Affaires Etrangères.

La séance est levée à 18 heures.

Suivant décision de la Commission, et à l'issue
 le rapport de M. Albert Buisson, qui, d'autre part, a été
 communiqué aux membres de la Com^m, au Jout^t et au
 Président de la République.

40 ex-1
 2ème Rapport de M. ALBERT BUISSON
 sur les Etats-Unis d'Amérique et la Guerre.

Derrière la stagnation apparente des événements,
 à travers leur perpétuelle mobilité, des transformations rapi-
 des sont en train de s'effectuer; sur certains points, on peut
 dire qu'elles se sont produites. Sans doute faut-il tenir
 compte des remous et des marées; chaque instant apporte quel-
 que événement nouveau qui semble bouleverser la situation, et
 beaucoup d'entre eux ne sont que des incidents, des apparences.
 Sans m'arrêter à ces dernières, je ne chercherai donc qu'à
 définir les grandes lignes de l'évolution américaine depuis la
 (20 octobre 1939)
 date de mon 1^{er} rapport. Les conditions aux Etats-Unis sont fort dif-
 férentes en Février 1940 de ce qu'elles étaient en Novembre
 1939. Trois facteurs principaux ont contribué à ce changement
 1°) l'application de la Loi de Neutralité telle qu'elle fut
 votée en Octobre; 2°) le cours des événements finlandais;
 3°) l'approche de la période électorale américaine.

Il était facile de discerner en Septembre et Octobre
 la méthode que suivait le Président ROOSEVELT en face du pro-
 blème de la neutralité. Diplomate avisé autant qu'homme d'état
 prudent, il souhaitait de répondre aux aspirations essentielles
 du pays, tout en ménageant l'avenir. La nation voulait éviter,
 à tout prix, d'entrer dans la guerre, et elle désirait marquer
 sa désapprobation formelle du système hitlérien. Aussi, la Loi
 de Neutralité fut-elle rédigée de telle sorte qu'elle fermât
 l'accès des marchés économiques américains à l'Allemagne pour
 l'ouvrir aux Alliés, tout en protégeant très strictement la
 vie des citoyens américains, fût-ce aux dépens de leurs intérêts

de leurs habitudes et de leurs goûts. Par la clause qui permet aux belligérants d'acheter en payant comptant et en prenant livraison sur place, la suprématie navale anglaise prenait toute son efficacité; la clause qui empêchait les citoyens américains de séjourner ou de voyager en pays belligérant, et qui définissait une zone de danger où les navires américains ne devaient pas pénétrer éliminait, par ailleurs, la possibilité d'accidents tels que ceux du Lusitania. Le texte de la loi fut approuvé par la nation entière.

Mais les éléments qui l'approuvèrent le plus furent les éléments pacifistes, et tout le pays insista particulièrement sur les clauses qui visaient au maintien de la paix.

A l'application, quelques difficultés se découvrirent. La plus grave avait trait à l'exclusion des Américains des régions dangereuses. Tous les Américains résidant en Europe, et à qui on voulait retirer leurs passeports, élevèrent de vives protestations. Pourtant, on arriva avec eux à un modus vivendi, qui maintient une réglementation collective très stricte, mais qui tolère des arrangements individuels. Par ce moyen, le Gouvernement des Etats-Unis interdit fort efficacement, au grand dommage de l'économie franco-anglaise, à tous les volontaires et à tous les touristes, l'accès de la France et de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Russie. Si, de ce côté-là, malgré l'impression fâcheuse produite par la sévérité des règlements, nulle opposition aiguë ne s'annonce, il n'en va pas de même de la part des Compagnies de navigation. En effet, obligées à renoncer à des services importants et fructueux tels que ceux du Havre, de Cherbourg, de Liverpool, etc..., elles cherchent à tourner la difficulté en mettant les navires sous pavillon de Panama et en

enrôlant des équipages anglais. Ces mesures ont suscité une forte colère chez tous les équipages congédiés et dans tous les milieux syndicalistes de New-York. D'imposantes manifestations se sont déroulées dans cette ville, et il a fallu toute l'adresse du Président pour trouver un moyen terme. L'autorisation de reprendre un service entre New-York et les ports italiens a ramené la paix, pour l'instant. Toutefois, l'opinion publique reste nerveuse. Dans un de ses plus récents rapports, l'expert économiste BABSON le constatait. Il montrait comment l'activité économique des Etats-Unis arrivait à un sommet tel que, de nouveau, la prospérité évoquait les meilleurs jours de 1920, mais il faisait ressortir, en même temps, que la Bourse se refusait à suivre la courbe favorable du mouvement industriel.

" Curieuse situation, disait-il; nous n'avons pas voulu croire à la dépression en 1929; nous ne voulons pas croire au "boom de 1940 ". Le public américain reste soucieux, la situation l'effraye, car il craint un afflux d'or tel que l'Amérique, étant en fait le détenteur de toutes les réserves métalliques du monde, le commerce deviendrait presque impossible avec l'étranger, et les prix américains monteraient d'une façon vertigineuse. Cette situation laisse la Bourse de New-York dans un état de pré-panique dont il faut tenir compte. Cette grandissante prospérité et cette grandissante inquiétude influent sur la situation intérieure et sur la diplomatie américaine. L'industrie américaine n'accepte les commandes des Alliés qu'avec hésitation. La plupart des grandes affaires se refusent à monter, pour la durée et les besoins de la guerre, un outillage spécial, qu'elles n'auraient pas le temps d'amortir. Tous les chefs d'industrie et les banquiers redoutent le contre-coup

qui se produirait au moment de la paix, après un essor brutal durant la guerre. Alertée en 1918-19, déçue en 1929-30, l'industrie américaine recule devant le "boom" et s'effraye de la prolongation du conflit. Or, il ne faut pas oublier qu'aux Etats-Unis, le fonctionnarisme est beaucoup moins répandu qu'ici et le bien-être général dépend du commerce et de l'industrie. Or, le commerce et l'industrie craignent comme un réel danger, un danger qui menacerait directement le pays, et personnellement chacun des citoyens, une guerre européenne trop longue; dans ces conditions, le Président ne peut manquer de s'en préoccuper lui-même.

II.

Sur ces entrefaites, la Russie a envahi la Finlande. Jusqu'à la dernière minute, l'opinion américaine n'a pas pu le croire. Tous ses journaux étaient d'accord, en effet, depuis trois ou quatre ans, pour lui faire une peinture favorable de la Russie, et pour lui montrer l'Allemagne comme le principal ennemi. Or, les Américains constatent aujourd'hui que l'attentat russe dépasse en horreur l'attentat allemand. Les Allemands ont attaqué un peuple catholique, slave, et dont le territoire, aux yeux de la majorité des Américains, avait été indument enflé; les Russes ont attaqué une population luthérienne scandinave, et dont le territoire était strictement national. Les sympathies de l'Amérique sont allées à la Pologne avec quelques réticences, mais elles sont acquises à la Finlande totalement. Du même coup, une réprobation morale écrasante s'est appesantie sur la Russie. Telle, du moins, devrait être la situation. Mais, en fait, il

n'en est pas ainsi. Le Gouvernement de ROOSEVELT, tout en prononçant de solennelles condamnations contre la Russie et en annonçant un "blocus moral" de celle-ci, a reculé devant un acte décisif. Alors que le parti républicain et ses éléments les plus conservateurs, jusqu'alors les plus fermement neutralistes, prenaient, ~~au contraire~~, une attitude indignée, militante et presque belligérante, les éléments qui, jusqu'à présent, avaient été les moins neutralistes et les plus portés à l'action faisaient un pas en arrière. Après avoir hautement proclamé l'innocence et le bon droit de la Finlande, les Etats-Unis sont très lents à agir en sa faveur. M. HOOVER et ses amis républicains ont, il est vrai, réussi à réunir des sommes relativement importantes, à envoyer des télégrammes chaleureux et des chèques considérables. Mais il ne faut pas oublier que, dans les six premiers mois de la guerre d'Espagne, se constituaient à New-York plusieurs brigades internationales pour aider à la défense de Madrid, que des dizaines d'aviateurs de toutes classes et de toutes origines s'embarquaient pour entrer dans l'aviation républicaine espagnole, que les plus fameux écrivains, tels que M. Hemingway, Dos Pasos, etc.. partaient pour conduire des ambulances, ou soutenir le moral des forces espagnoles. A l'exception du départ de quelques citoyens d'origine finlandaise et de quelques volontaires de la Croix-Rouge, aucun mouvement de cette nature n'a pu être observé.

Certes, les Commissions du Congrès ont engagé des discussions sur l'aide financière à donner à la Finlande, et un vote est déjà intervenu le 7 février à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, autorisant la Finlande à émettre des emprunts publics. Notons, par contre, que le projet original

prévoyant un prêt à la Finlande de 60.000.000 de dollars, ramené par la suite à 30.000.000, a été repoussé par 15 voix contre 3 par la même Commission. Sur ce terrain, donc, nous devons le reconnaître : le neutralisme et le pacifisme exercent aujourd'hui une emprise infiniment plus forte aux Etats-Unis que les observateurs autorisés ne le croyaient il y a six semaines.

N'oublions pas, dans nos jugements, la place que tiennent les préoccupations électorales. M. ROOSEVELT a toujours été soutenu par les éléments communistes; non que ceux-ci se soient privés de l'attaquer publiquement - ils l'ont fait à intervalles réguliers - mais il est notoire que les communistes, à chaque élection, ont prié les membres de leur parti et les sympathisants de voter pour M. ROOSEVELT plutôt que pour leurs candidats officiels. Sans doute, ce groupe n'est-il pas très nombreux aux Etats-Unis, mais il est très influent dans la jeunesse, dans le clergé et chez les noirs. Il n'est pas négligeable. Il est loin d'être dompté aujourd'hui. Nombreuses sont les dépêches d'agences qui nous apprennent comment les manifestations des Finlandais aux Etats-Unis sont accueillies par des contre-manifestations bolchevistes. Les éléments pro-russes sont très actifs outre-mer. Le Président ROOSEVELT, devant cette situation, semble décidé à ne pas pousser trop loin son action pro-finlandaise et anti-russe, afin de maintenir une balance qui convienne mieux, sinon à ses tendances personnelles, du moins à ses intérêts de chef du parti démocrate. Ne nous étonnons pas si les journalistes les plus autorisés d'outre-Atlantique et ceux qui touchent de plus près le Président font ressortir que la Finlande n'est point dans le domaine d'influence normale des Etats-Unis, et que seules la France et l'Angleterre

ont qualité pour agir dans cette zone. Si la France et l'Angleterre agissent, elles feront leur devoir; si elles n'agissent pas, elles manqueront à leur devoir; dans l'un et l'autre cas, il n'appartient pas aux Etats-Unis de les suppléer. Telle est la thèse généralement acceptée outre-mer. Là encore, le courant pacifiste a la haute main. Pour mesurer toute son ampleur, il faut comprendre que la masse industrielle et commerçante souhaite la paix, par crainte d'une crise économique et d'un choc en retour, que les tenants du radicalisme et du marxisme souhaitent la paix pour aider Staline à sortir de la mauvaise situation dans laquelle il s'est mis, et que les tenants du catholicisme : Irlandais, Canadiens, Français, etc.. souhaitent également la paix, conformément à l'impulsion qui leur vient du Saint-Siège. On n'envisage pas de traiter avec Hitler, mais, jusqu'à la dernière semaine, on s'abandonnait à l'espoir que l'on se débarrasserait de lui rapidement et sans éclats. Ou plutôt, le problème de Hitler était en train de passer au second plan, tandis que le problème de la paix prenait la première place dans tous les esprits. D'un bout à l'autre du pays, s'est répandue la notion que le vrai devoir de l'Amérique était d'éviter la guerre, afin d'organiser la paix; le Président le dit nettement. C'est même le point saillant de son dernier discours, celui qu'il prononça pour l'ouverture du Congrès. Cette vision plaît à l'optimisme et à l'esprit religieux des Américains. Ils se voient comme les anges de la paix, les rénovateurs de la concorde et les restaurateurs du bien-être mondial. L'exposition de New-York va rouvrir au printemps et s'appellera : Exposition de la Paix. ROOSEVELT ne veut pas imiter WILSON, qui compromit sa popularité dans la guerre, et qui, engagé à fond du côté des Alliés, se trouva

incapable d'arbitrer; au traité de paix, il ne fut plus que l'un des trois partenaires d'un des deux camps, au lieu d'être le centre de tous. Le mot d'ordre de Washington, c'est que la paix doit être faite par les neutres, après avoir laissé France, Angleterre et Allemagne faire seules la guerre.

Mais, depuis huit jours, une nuance de pessimisme s'est répandue. On cesse d'espérer une défaite purement économique de l'Allemagne et l'on insiste sur l'inéluctable fatalité d'une solution militaire. Ceci n'empêche pas la campagne pour la paix de se poursuivre. Remarquons qu'une grande partie de la presse et des écrivains anglo-saxons radicaux a accepté le point de vue américain d'une paix arbitrée par les neutres, point de vue soutenu en particulier, en Angleterre, par Bernard Shaw, H.G. Wells, Harold Nicolson, etc.. (c'est aussi la doctrine du Labour Party Anglais). Pour parvenir à imposer cette tendance, il faut que les forces militaires et économiques de l'Amérique, et celles des autres neutres, restent intactes, tandis que s'usent les forces des belligérants. Point d'arbitrage diplomatique possible si l'arbitre est faible. Si les neutres se laissent grignoter, il leur est impossible de dominer le Congrès de paix; s'ils se laissent diviser, ils sont impuissants. Ils doivent s'entendre entre eux, afin d'élaborer un programme commun, qu'ils produiront à l'heure opportune.

Alors qu'en Septembre, Octobre et Novembre, le Président des Etats-Unis et son opinion publique étaient portés à prendre parti, tout au moins dans le domaine de la moralité, ils sont maintenant préoccupés avant tout d'arbitrer le conflit. Ne nous faisons aucune illusion à ce sujet. M. ROOSEVELT en a donné une preuve éclatante en envoyant à Rome Myron TAYLOR, comme

son représentant personnel auprès du Saint-Siège. Cette décision est une des plus symptomatiques de l'hiver. En effet, depuis 1870, aucun diplomate américain n'avait été au Vatican, et il était formellement contraire à l'esprit national américain de renouer des relations avec le souverain spirituel d'une des religions pratiquées en Amérique. A toute autre époque, une indignation générale eût soulevé le pays contre cette décision. En 1940, elle a rencontré, au contraire, une approbation quasi-unanime, et les commentaires dont elle fut saluée y ont vu un heureux début de la croisade pacifiste que le Président, d'accord avec le pays, entreprenait résolument. Les jours suivants, M. ROOSEVELT a encore précisé ses intentions. Il a réuni à la Maison Blanche une conférence composée des chefs les plus représentatifs du protestantisme, du catholicisme et du judaïsme américains, afin, spécifiaient les journaux, d'élaborer les bases morales de la paix future. Ces réunions furent unanimement applaudies.

Cette attitude du Président a même eu un résultat direct et immédiat sur sa popularité. Signalons - sans y attacher une grande importance - que les fameuses statistiques de l'Institut d'Opinion Publique ont montré une hausse presque verticale de celle-ci (elle était tombée à 51, il y a six mois, elle est remontée à 67). Le Président a bien en mains l'opinion de son pays, puisqu'il en suit fidèlement tous les détours. Sachons comprendre l'usage qu'il peut en faire, car nos intérêts vitaux en seront affectés. Puisque les élections auront lieu en Novembre et le choix des candidats vers le début de l'été, l'époque où il est indispensable pour le Président d'atteindre sa plus haute popularité, c'est celle d'Avril à Août, moment précis

où seront choisis les candidats des deux partis, tournant décisif de la campagne électorale. C'est à ce moment là qu'il faut s'attendre à le voir faire les gestes évocateurs de la paix. Sans essayer de prophétiser et sans vouloir définir un futur qui nous échappe, bien entendu, nous pouvons dire qu'une connaissance exacte du présent nous montre à l'heure actuelle, de façon assez précise, les possibilités de manoeuvre américaines. Les points suivants semblent admis, outre-mer, par les experts et par l'opinion publique : 1°) même si une victoire militaire des Alliés est nécessaire, comme elle le semble à l'heure présente, la liquidation de la guerre et de l'hitlérisme sera l'oeuvre de la diplomatie des neutres, s'appuyant sur leurs armées et leur potentiel économique; 2°) cette liquidation devra se faire par des compromis et en utilisant le sens des intérêts communs, afin d'arriver à une réconciliation et même à une collaboration des peuples, c'est-à-dire si possible à une fédération; 3°) il faudra, bien entendu, que, d'une façon quelconque, l'Allemagne donne des gages sérieux, soit en répudiant Hitler, soit en trouvant un moyen d'inspirer la confiance au monde, qui ne peut tolérer la persécution des Juifs, celle des Bohémiens et des Polonais. Sur ces trois points, les Etats-Unis exigeront des "solutions morales"; 4°) les Etats-Unis, au contraire, ne seront pas hostiles à une hégémonie de l'Allemagne sur toutes les terres de langue allemande; la presse américaine ne cesse de répéter que la paix future ne doit pas entraîner de grands changements territoriaux. L'Allemagne pourrait donc garder son influence politique et son hégémonie économique des bouches du Rhin à celles du Danube, si elle le voulait, à condition toutefois d'avoir

réglé le problème moral des Juifs, qui reste le point central; 5°) les Américains, dans leur ensemble, sont portés à considérer que les Allemands ont raison de réclamer une meilleure répartition des matières premières et des ressources économiques du monde. Irrités eux-mêmes par la façon dont les grands empires coloniaux "accaparent" certaines matières premières (caoutchouc, en particulier) et hostiles à la théorie coloniale, les Etats-Unis sont prêts à s'associer à toute puissance qui soutiendra la thèse suivante : il ne doit plus y avoir de colonies; tous les territoires non européens habités par des populations arriérées doivent être gérés pour le bien commun de toutes les nations civilisées et leurs marchés doivent être ouverts à tous les peuples; 6°) cette espèce de compromis ne peut réussir que s'il consacre l'organisation d'un fédéralisme européen et d'un libéralisme économique, qui remettront en circulation les richesses de la terre. Les Etats-Unis pourront servir de centre à ce nouveau système, et estimeraient juste qu'il en soit ainsi.

Ce programme, qui n'a encore été présenté sous sa forme précise par aucun journal, se retrouve d'une façon diffuse dans tous les organes, et le désir de paix est si grand que M. MUSSOLINI, jadis injurié au même titre et au même point que HITLER, est fréquemment mentionné comme un auxiliaire indispensable de la paix. On annonce même un vaste courant de coopération économique italo-américain. C'est un retournement vraiment stupéfiant.

L'opinion américaine, en effet, est fluide. Elle est impulsive et elle est véhémente. Elle est toujours accessible

- 12 -

à de brusques retournements. Mais son évolution continue de Septembre à Janvier l'a portée vers la paix. J'ai tenté de vous montrer son cheminement et de vous en donner l'état actuel. Peut-être vous demanderez-vous, à la lumière de ces faits, comme je me le suis souvent demandé moi-même, si la politique d'abstention systématique, de silence et d'absence que nous ^{insistons} ~~suivons~~ depuis Septembre vis-à-vis des Etats-Unis est bien celle qui convient en face d'un grand peuple émotif et idéaliste.

116

R A P P O R T
de
M. Marcel P L A I S A N T
sur
Les TRAITES FRANCO - POLONAIS

P L A N

INTRODUCTION . Historique des Accords, Traités et Protocole.

- I. Analyse des Traités et comparaison avec l'Accord Anglo - Polonais
- II. Jeu de la garantie.
- III. Vicissitudes de la vie contractuelle éclairées par le Livre Jaune et par le Livre Bleu.

CONCLUSIONS

9
—

Messieurs,

En vous conviant à l'examen des traités et des pactes franco-polonais et anglo - polonais, alors que nous sommes dans l'action et que l'heure des interprétations juridiques est révolue, nous voudrions que la Commission fût convaincue que cette oeuvre n'est pas vaine, de telle sorte que loin de nous livrer à un simple jeu d'exégèse, c'est une leçon, pour le travail préparatoire aux buts de paix, que nous allons puiser dans ces instruments qui sont aux origines de la guerre.

Ces traités ont une vie qui dépasse le délai de leur échéance. Ils sont animés d'un esprit qui dominerait presque les parties contractantes; et les investigations qui ont pour objet d'en fixer l'orientation, peuvent servir à prévoir les réactions futures de leurs auteurs soit dans des négociations éventuelles, soit en présence de tous ces faits mal discernables qui paraîtraient des prodromes de paix.

Les instruments diplomatiques principaux échangés entre la Pologne et la France sont au nombre de trois :

1. L' accord franco-polonais conclu à Paris le 19 Février 1921.
2. Le Traité annexe à l'acte de Locarno du 16 Octobre 1925.
3. Le Protocole franco-polonais du 4 Septembre 1939.

Nous ne parlons pas des accords d'ordre militaire, ni des nombreuses conventions d'ordre commercial et industriel ou d'ordre financier, non plus que des conventions d'établissement ou de droit international privé.

Mais nous citerons cependant, comme le dernier, en date, l'accord des crédits anglo-franco-polonais du 7 Septembre 1939.

Nous sommes en face d'un massif contractuel d'une exceptionnelle importance. L'ordre chronologique de ces traités et les conjonctures qui les ont vu naître sont plus révélateurs de l'esprit qui les inspire, que ne saurait en exprimer l'étude la plus appliquée de leur contexte.

Mais dans quel esprit doivent être considérés ces traités ?

Leurs dates successives laisseraient croire que leur valeur de prévoyance était à terme limitée. Leur texte évoque des répétitions décevantes en regard des événements qui les ont devancés.

C'est pourquoi nous devons d'abord nous proposer dans un premier chapitre d'analyser ces textes, en restituant si nous le pouvons l'atmosphère politique qui les a vu naître : ce travail d'analyse imposera une comparaison avec le traité anglo-polonais.

Dans un deuxième chapitre nous considérerons les traités, par leur fonction, dans le jeu de la garantie qu'ils ont prévue. Comme cette garantie est le ressort de la guerre, ceci nous conduit à rechercher les vicissitudes qui ont affecté la vie contractuelle des Etats sous l'incidence d'autres actes contemporains où le livre jaune nous apporte ses clartés : ce sera l'objet de notre troisième chapitre avant de conclure.

ANALYSE des TRAITES

Comme la France avait toujours marqué depuis un siècle sa faveur au mouvement d'indépendance polonaise, ainsi elle devait être l'inspiratrice principale de l'article 87 du Traité de Versailles qui consacre la restitution de la Pologne dans l'intégralité de ses droits et titres sur ses territoires. L'acte solennel recevait bientôt une illustration par les armes par la victoire polonaise sur les russes en 1920. On sait la part que devait prendre la France grâce au génie d'un grand capitaine et à la présence de nombreux officiers dans cette guerre de libération. Tel est le cadre historique dans lequel il convient de fixer l'accord du 19 Février 1921 dont les stipulations n'apparaissent plus que comme une inscription sur un monument élevé à une gloire et à une pensée communes.

Le traité a cinq articles. Le préambule est à retenir.

L'article 3 mérite d'être relevé en propres termes : " Si, " contrairement aux prévisions et aux intentions sincèrement paci- " fiques des deux Etats contractants, ceux-ci ou l'un des deux se " voyait attaqué sans provocation de leur part, les deux gouverne- " ments se concerteraient en vue de la défense de leur territoire " et de la sauvegarde de leurs intérêts légitimes dans les limites " précisées dans le préambule."

On sait que ce traité était complété par un accord militaire d'application. Dans la sobriété de son style, le traité de 1921 contient tout : le préambule affirme le maintien des traités, la sécurité et la défense du territoire; ainsi que les intérêts mutuels politiques. L'article 3 donne une formule d'assistance mutuelle qui embrasse toutes les hypothèses possibles. Pour être moins analytiques dans son texte que les formules plus prolixes qui figurent dans les traités de 1939, sa portée n'en est pas moins étendue : défense du territoire d'abord; sauvegarde des intérêts légitimes en général.

Le traité vaut une alliance puisqu'il comporte la garantie au delà du pacte de la Société des Nations et qu'il institue par la consultation, par la promesse d'un concert durable, une communauté de vie internationale.

C'est bien ainsi que l'ont compris les premiers Ministres des Affaires Etrangères de Pologne : le Comte Skrzynski, M. Zdziewski comme le spectacle nous en fut donné à Genève.

Survient Locarno.

En Octobre 1925, la France signe, notamment, à Locarno un Traité entre la France et la Pologne, conçu en quatre articles.

L'article premier se divise en deux alinéas.

Le premier contient un engagement d'aide et d'assistance mutuelle par référence à l'article 16 du Pacte de la Société des Nations.

C'est l'article qui institue la solidarité de tous les membres de la Société contre celui qui a recours à la guerre et qui prévoit les sanctions.

Le second alinéa contient un engagement spécial d'aide et d'assistance mutuelle par référence à l'article 15 alinéa 7

(3)

du Pacte ; on connaît l'hypothèse : c'est le cas où le conseil n'ayant pas réussi l'unanimité, les membres se réservent d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice.

Tranchons du vif : chacun reprend sa liberté ; il n'y a plus de sécurité collective. Reste donc une sécurité bilatérale, celle qu'on se constitue à soi-même : l'alinéa 2 de l'article 1er du Traité de 1925 y pourvoira.

L'article 2 du Traité spécifie qu'il ne portera pas atteinte aux obligations plus générales des parties comme membre de la Société des Nations.

L'article 3 prévoit l'enregistrement et l'article 4 est relatif à la ratification, mais nous y reviendrons car il concourt à notre démonstration.

A prendre à la lettre, le traité franco-polonais de 1925 qui est le huitième des neuf instruments diplomatiques signés par la France à Locarno, il ne paraît pas apporter un élément de sécurité nouveau en comparaison avec l'acte de 1921.

L'article 1er, dans l'alternance de ses deux hypothèses, comporte un engagement d'aide et d'assistance mutuelle en cas de manquement au statut international et d'agression non provoquée, qui a la vertu de situer la garantie franco-polonaise dans le cadre des articles 15 et 16 du Pacte.

L'obligation bi-latérale est présentée dans le style genevois.

Mais ce n'est pas ainsi qu'on doit lire ce traité franco-polonais de Locarno, sous le jour cru de cette exégèse.

Offrant la même substance que celui de 1921, le traité de 1925 ne prend une valeur accrue que si on le rapproche des autres instruments signés à Locarno et notamment du pacte de garantie Rhénane, le premier, qui domine et qui embrasse le groupe.

Le rapport déposé par notre éminent collègue M. Paul BONCOUR, le 28 Février 1926, sous le numéro 2.615, nous éclaire sur l'esprit et la portée du pacte (v. P.6 et 17).

Primitivement les divers pactes accords, traités envisagés devaient former un ensemble indivisible en les coordonnant dans une convention générale. Selon cette méthode la garantie britannique, allemande et italienne s'ajoutait à la garantie française et en couvrant la Pologne et la Tchécoslovaquie, une zone de sécurité d'une égale intensité, serait venue s'épanouir du Rhin jusqu'à la Vistule.

Mais la Grande-Bretagne entendit rompre cette indivisibilité (lettre du 29 Mai 1925 de Chamberlain, N° 9) dans sa réputation à prendre des engagements au delà de ce qu'elle considérait comme la ligne de défense de ses propres intérêts en Europe, hier la Belgique, aujourd'hui le Rhin, et décidée à ne pas être mêlée par avance aux conflits de l'Est Européen (voir rap. Paul Boncour page 27).

Ainsi se mesure la situation du second degré faite à Locarno à notre traité franco-polonais comme au traité franco-tchécoslovaque. Ils sont joints à l'acte principal de Locarno : ils ont l'honneur d'une citation dans le protocole final, suprême adresse

de M. BRIAND qui tente de les faire participer à la garantie de Locarno, ils sont déposés en même temps : il est dit que M. Briand en tient des copies à la disposition des puissances ; et enfin les ratifications en seront déposées à Genève en même temps.

Malgré toutes ces habiletés conjuguées de l'art diplomatique les deux traités sont considérés comme une hardiesse par la Grande-Bretagne qui tolère leur voisinage sans consacrer expressément leur autorité.

La discrimination demeure entre les frontières orientales et occidentales. Plusieurs d'entre nous en marquèrent leur appréhension.

Lorsque les actes de Locarno ont été adoptés par la Chambre le 26 Février 1926 en affirmant personnellement que le point d'inflammation de la vie européenne était sur la Vistule, nous avons déploré la différence de traitement entre les frontières et nous nous permettrons de conclure : " Nous ne demandons qu'une chose à la Grande-Bretagne, c'est qu'elle veuille bien comprendre le problème pour nous comme elle l'a compris pour elle. Car, à bien le sentir, la Vistule nous est une frontière, qui n'est pas plus lointaine que le Rhin ne l'est à la Grande-Bretagne".

On peut dire que la Grande-Bretagne a compris la difficulté du problème au premier degré et qu'elle ne l'a pas encore perçu au deuxième degré.

Si elle l'eût perçu au deuxième degré comme nous-mêmes, il est probable qu'elle nous aurait aidés en la circonstance. On ne peut désespérer que les actes de Locarno, suivis d'autres, lui permettent de se rendre compte que les points d'inflammation sont aussi graves pour elle qu'ils le sont pour nous".

Le protocole franco-polonais du 4 Septembre 1939 intervient lorsque le drame est déjà engagé ; le paragraphe consacré à l'aide et l'assistance est rédigé dans un style exorbitant du droit commun. Il est déterminé par les nouvelles formes de menace de l'Allemagne, son action politique sur les voisins par la désagrégation interne.

Sauf l'article 4, seul vivant et actuel, on ne recueille pas dans ce protocole une garantie plus étendue que celle déjà donnée en 1921 et en 1925.

Ce protocole trouve surtout son explication dans le désir de rendre tangible par un texte symétrique l'identité de garantie accordée à la Pologne par la France et la Grande-Bretagne.

Comparaison avec l'accord anglo-polonais du 25 Août 1939.

Analyse de l'accord : dans sa forme il est sinon le modèle, du moins le premier jet de ce qui sera plus tard le protocole franco-polonais du 4 Septembre.

Trois cas essentiels d'aide et assistance.

1) Aggression par les armes non provoquée

2) Toute action quelconque qui menacerait l'indépendance et serait de nature telle que la partie considérerait comme vital d'y résister.

ARTICLE 2 Les dispositions de l'article I seront également applicables dans le cas d'une action d'une puissance européenne menaçant clairement, directement ou indirectement l'indépendance de l'une des H.P.C. et si cette action est de telle nature que la H.P.C. menacée considère qu'il est vital pour elle d'y résister par les armes.

ARTICLE 3 Si une puissance européenne cherche à miner l'indépendance de l'une des H.P.C. par des mesures de pénétration économique ou tout autre moyen, les H.P.C. se prêteront mutuellement assistance dans la résistance à de telles atteintes. Au cas où ladite puissance européenne engagerait des hostilités contre l'une des H.P.C. les dispositions de l'article I seraient appliquées.

Aux cas d'hostilités à la suite d'une action menaçant l'indépendance de neutralité d'un tiers de manière à constituer une menace à la sécurité d'un contractant.

Assistance sera arrêtée par les autorités navales et militaires.

ARTICLE 5. Assistance immédiate : entrée en jeu de toutes les mesures.

ARTICLE 6. Collaboration sera continuée.

ARTICLE 7. Pas d'armistice si ce n'est par accord mutuel et préalable.

ARTICLE 8. Pour cinq ans.

Mais ce traité est surtout fort intéressant parce qu'il est l'aboutissement d'une nouvelle orientation de la politique britannique qui a pris un rythme extra rapide.

Chronologie de ce rythme extra-rapide de l'évolution britannique.

Le 15 Mars 1939, la Wehrmacht entrait à Prague, et par une action violente Hitler réduisait en servitude la Bohême et la Moravie et l'Etat Tchécoslovaque.

15 Mars Le soir même Chamberlain fait une déclaration aux Communes, l'Angleterre n'a pas d'obligation envers la Tchécoslovaquie. " L'Etat composé des Slovaques, des Tchèques n'a pas survécu au Traité de Versailles". Ce qui le révolte c'est la violation de l'accord de Munich accepté par quatre Puissances dans ses dispositions et dans son esprit.

17 Mars à Birmingham, Chamberlain revient sur le passé, confesse sa désillusion et sa rancœur. (N° 9 du Livre Bleu), dans sa foi il a subi une série de surprises désagréables : la liberté est en jeu , nous ne capitulerons jamais. Tous les aspects de notre vie doivent être considérés à nouveau. Lord Halifax lui fait écho à la Chambre des Lords le 21 Mars à l'occasion d'une pression sur la Roumanie (N° 10, Livre Bleu).

25 Mars Aux Communes Chamberlain édicte une règle abstraite. Nous sommes résolus par tous les moyens à nous opposer aux recours à la force contre l'indépendance des Etats. (N° 11, Livre Bleu).

- 31 Mars. Il donne une promesse d'assistance formelle au Gouvernement Polonais s'il juge de son intérêt vital de résister aux prétentions allemandes.
Déclaration Chamberlain aux Communes.
Cette déclaration est le point de départ d'une politique nouvelle (N° 17, 18)
- 6 Avril intervient le communiqué anglo-polonais de Londres, visite Beck, garantie réciproque, pour la première fois le contrat est noué.
- 13 Avril Double déclaration Daladier et Chamberlain : promesse de garantie à la Pologne - statu quo des Balkans - et de la Méditerranée; garantie unilatérale à la Grèce et à la Roumanie.
- 28 Avril Discours Hitler : dénonciation de l'accord germano-polonais du 6 Janvier 1934 et du traité naval avec l'Angleterre.
- 13 Mai Chamberlain aux Communes ; promesse de garantie aux Polonais et Dantzig.
- 14 Juin Lord Halifax au Royal Institute : nouvelles déclarations.
- 26 Juin
- 3 Juillet Déclarations renouvelées aux Communes. Si on veut bien
10 " mettre en regard que, le 12 Mars 1925, la Grande Bretagne refuse de signer le protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux dans la crainte d'accorder sa garantie à toutes les frontières encore discutées en Europe.
Dans son discours au Conseil de la Société des Nations Sir Austen Chamberlain marque sa préférence pour des accords spéciaux et limités.

le 29 Mai 1925 quand on prépare les actes de Locarno, elle ne donne son engagement que pour le Pacte Rhénan et que les traités franco-polonais et franco-belge ne seront pas annexés mais déposés en même temps sans être couverts par une garantie indivisible.

Les frontières et les marches orientales n'étaient pas encore jugées dignes de la garantie Britannique.

Entre le 31 Mars 1939 et le 25 Août, la Grande-Bretagne donne expressément sa garantie, et sous la forme la plus solennelle à la Pologne, à la Grèce et à la Roumanie, c'est à dire à ces marches orientales les plus éloignées des îles Britanniques et où le tracé des frontières avait toujours contenu en germe les contestations les plus passionnées. C'est dire que la sécurité collective rejetée comme synthèse dans le protocole, était acceptée, empiriquement, décomposée par l'analyse sous la menace du péril.

II. FONCTION de la GARANTIE

Puisque la conception de la sécurité mutuelle finit par s'imposer, ceci nous conduit à rechercher quel est le secours que les peuples croient trouver dans ces traités et ces pactes d'assistance mutuelle.

De toute évidence si on se plaçait à un point de vue purement juridique le jeu normal du traité est de procurer en cas d'agression à l'Etat garanti la présence et l'assistance du garant qui lui permet d'augmenter ses forces, et de résister à l'adversaire dans un mouvement de solidarité.

Dans cet esprit, la garantie des traités de 1921 et de 1925 a joué le 1er Septembre. C'est ce que constate le texte de la communication numéro 345 (1er septembre 22 heures) du Livre Jaune : " Dans ces conditions, le Gouvernement Allemand a créé les conditions, acte de force de caractère agressif contre la Pologne menaçant l'indépendance de ce pays qui appellent l'accomplissement".

Il serait permis de dire : " Les traités de 1921 et de 1925 ont réussi".

Mais ce serait méconnaître, au dessus du mécanisme juridique, la portée politique de ces instruments.

Les Traités de garantie ont essentiellement la valeur d'une injonction comminatoire publiquement adressée à l'agresseur éventuel. Le Traité de garantie annonce un rapport de forces certain en cas de guerre et la menace très précise de leur entrée en jeu doit exercer une pesée sur l'esprit de l'adversaire jusqu'à le détourner du dessein criminel qu'il avait pu concevoir. L'entre prise belliqueuse est conjurée, à sa naissance, en faisant intervenir un facteur prédominant parmi les éléments psychologiques qui concordent à la résolution suprême. La portée d'un traité de garantie est dans la gravité des conjonctures qu'il laisse entrevoir, et la certitude de l'alliance ou de la coalition dont il annonce les termes.

Si la garantie ne s'impose, pas ou si elle est mise en doute on peut dire que le traité a manqué son effet politique, il n'a pas rempli sa fonction première, qui est de prévenir la guerre.

III. VICISSITUDES de la VIE CONTRACTUELLE entre la FRANCE et la POLOGNE

Si on était tenté de critiquer les traités franco-polonais et de conclure qu'ils ont manqué leur effet puisqu'ils n'ont pas conjuré la guerre, ce jugement ne serait fondé qu'à la condition d'être précédé d'un exposé des motifs tiré des vicissitudes qui ont affecté la vie contractuelle entre la Pologne et la France.

Une étude méthodique de ces rapports nous obligerait à reviser toute la période d'entre les deux guerres, soit vingt ans d'histoire mouvementée.

Sans entrer dans des investigations aussi approfondies, nous pouvons cependant marquer quelques points qui ont d'ailleurs accusé leur relief dans les dix mois qui ont précédé la guerre et qui reçoivent des clartés intermittentes dans les documents du Livre Jaune.

Si on peut dégager une idée directrice de ces nombreuses dépêches et notamment de celles de M. COULONDRE, c'est que le doute semble avoir hanté jusqu'environ le mois de Juin l'esprit de Hitler, de Ribbentrop surtout et de la Chancellerie allemande sur la réalisation de la garantie donnée par la Grande-Bretagne et la France à la Pologne. De toute évidence il était conforme aux dessein du Chancelier et à sa propagande de déclarer qu'il ne croyait

pas à la garantie, et d'entretenir cette idée que la garantie ne jouerait pas. Mais nous pensons que dans la mesure où une divination est possible sur ce sujet, Hitler a vraiment crû que les démocraties garantes se déroberaient à l'instant suprême. Déjà, le lendemain même de Munich le 4 Octobre 1938, M. François-Poncet qui avait un jugement aiguisé par une grande accoutumance des milieux germaniques, déclare " on était obligé de constater que, contrairement à l'attente générale, les puissances occidentales paraissaient résolues à affronter la guerre " (N° 16). Et pourtant le 16 Mars alors que Prague retentit encore du défilé des troupes allemandes M. Noël estime que cette opération en Europe Centrale n'est que le prélude d'une action à l'est et il annonce dès ce jour la reprise d'une campagne allemande contre la Pologne et singulièrement dirigée en faveur de l'Ukraine (N° 75). M. Coulondre confirme cette nouvelle poussée allemande (N° 80) le 19 Mars. Le 6 Avril, Hitler malgré les assurances solennelles données aux Communes persiste à penser que la promesse d'assistance ne jouera pas pour Dantzig. (N° 93 et 96).

Le discours de Hitler du 28 Avril 1939 avec sa double dénonciation de l'accord naval anglo-allemand et de l'accord germano-polonais de 1934 avait provoqué une vive réaction britannique.

Pourtant le doute se reflète encore dans les dépêches de notre Ambassadeur à Berlin le 4 Mai (N° 119). C'est ce qui explique de la part du Reich la prise de position très avancée adoptée par les discours de Goebbels à Dantzig le 17 Juin. Peut-être la réaction assez vive de Londres et de Paris, contre les harangues enflammées du ministre allemand dans la ville libre a-t-elle donné à penser au maître du Reich. (voir N° 138) En tous cas il semble bien que c'est au lendemain de ces événements que Hitler a dû être convaincu dans son for intérieur, du caractère inéluctable de la garantie promise par les démocraties occidentales. Pourtant M. de Ribbentrop doute encore, nous dit M. Coulondre (N° 143) c'est pourquoi notre ambassadeur demande à son ministre de préciser, encore une fois, que non seulement toute action qui porterait atteinte aux intérêts vitaux de la Pologne mais encore toute action de force même à l'intérieur de la ville libre contre le statut et à laquelle la Pologne estimerait devoir résister, entraînerait automatiquement pour cette dernière l'assistance de la France et de l'Angleterre (voir N° 145). Mais déjà le dictateur était beaucoup trop engagé pour que le souci de son prestige lui permit le moindre recul : les temporisations qui vont suivre ne constituent que le rideau derrière lequel se préparent les conditions du partage germano-soviétique qui va être la cause décisive.

Si on compare la campagne de menace contre la Pologne à la campagne semblable menée l'année précédente après le 2 Mai 1938 contre la Tchécoslovaquie, dont les prodromes sont identiques, et dont l'allure dans la succession des violences offre la même gradation, il y a pourtant une différence. Dans ce drame final Hitler a été plus longtemps oscillant. Ces oscillations ont pour cause le doute sur la garantie. Naturellement, il laisse entendre, et il fait répandre l'aphorisme que la France et l'Angleterre ne marcheront pas pour Dantzig. Mais il a traversé des périodes de croyance et il semble bien s'être arrêté un temps vers Juillet à la certitude que les deux démocraties ne permettraient pas l'étranglement de la Pologne. Dans cette mesure, les pactes de garantie ont donc bien joué leur effet comminatoire. Mais l'entreprise avait déjà été conduite trop loin pendant la phase du doute.

FACTEURS du DOUTE

A). Locarno

Nous sommes ainsi conduits à rechercher quels sont les éléments délétères qui ont affaibli ou corrompu le principe même de la garantie si nettement affirmée depuis 1921. Une réponse facile consiste à dire que la politique de M. Beck, ou si on aime mieux, "la politique des colonels" a été un facteur de dissolution de l'alliance. Nous essaierons une analyse plus serrée.

Le première ombre qui a passé sur l'amitié franco-polonaise se est projetée par le monument de Locarno. En dépit des précautions prises par M. Briand et malgré les habiletés de la rédaction, les Polonais ont eu le sentiment que les frontières orientales ne jouissaient pas de la même garantie que les frontières occidentales, cette discrimination aisée à percevoir déterminait chez eux deux réactions : l'une d'ordre logique : la conscience d'un degré moins élevé dans la sécurité, l'autre d'ordre moral ; l'aise insupportable à leur orgueil que la Pologne était mise sur un pied d'infériorité. Quinze ans après M. Léon Noël observateur lucide met encore en relief les rancœurs conçues envers la France et la Grande-Bretagne auxquelles elle reprochait de l'avoir abandonnée (N° II6). Singulière injustice vis à vis de la France si on se reporte au premier cahier bleu de Locarno où sont consignés les efforts de M. Briand pour lequel la garantie ne saurait être efficacement assurée que si les accords forment un ensemble indivisible et sont coordonnés dans une convention générale (voir pièce 3 du 12 Mars 1925). Pourtant la politique de L. Zaleski aussi bien que celle de M. Skrzynski respire encore une atmosphère de confiance évidente entre la Pologne et la France qu'on pouvait observer à Genève dans les années 1927, 1928, 1929, lors des débats incessants causés par la turbulence des éléments germaniques à Dantzig.

Mais si l'on veut que l'acte de Locarno n'ait été qu'un nuage entre la France et la Pologne, en revanche on peut mesurer son effet sur la garantie, dans l'esprit des Allemands. Au Reichstag les deux traités de garantie furent considérés comme des corps étrangers ajoutés au pacte Rhénan. Dès cette époque se fait jour cette idée que les marches orientales ne sauraient bénéficier que d'une sécurité relative et éphémère.

B). Pacte à quatre.

Les négociations du pacte à quatre peuvent être considérées comme le point de départ d'une crise beaucoup plus sérieuse. M. Léon Noël rappelle que cette tentative d'établissement en Europe d'un Directoire des quatre Puissances parut insupportable à la nation polonaise (N°II6).

Il nous suffisait d'évoquer nos propres souvenirs, soit à Genève, soit ici même dans cette Commission, pour faire revivre les discussions passionnées qui accompagnèrent la parturition laborieuse du Pacte à quatre. Pour demeurer dans le domaine des précisions, il suffit de consulter le cahier bleu publié par le Ministère Français à l'occasion du pacte à quatre pour lire, dans la première esquisse du pacte, l'édition d' Ostie remise par M. Mussolini à Ramsay Mac Donald que le dictateur invite les puissances à confirmer expressément le principe de la révision des traités de paix. Il ne fallut pas moins que la science pénétrante et l'opiniâtreté de M. Paul Boncour alors au Quai d' Orsay joint à la ductibilité d'esprit de notre regretté collègue de Jouvenel, pour priver le pacte à quatre de son aiguillon. La mention de la révision disparaissait comme la citation singulière de l'article 19, pour

être remplacée par un pacte consultatif portant sur tous les articles du pacte de la Société des Nations. M. Paul Boncour se tint en étroit contact avec tous nos alliés, la Roumanie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, et enfin notre Ministre des Affaires Etrangères fit parvenir une ample note le 8 Juin 1933 (pièce XVIII) au Gouvernement polonais qui avait pour but de réduire le pacte à quatre à ses proportions limitées, de chasser toute crainte quant à la revision, et de confirmer la garantie franco-polonaise.

Malgré ce luxe de précautions et l'innocuité du nouveau pacte, en soi, l'opinion polonaise à son égard fut nettement négative (Agence Tass, le 25 Mai). En dehors de la teneur de la forme du pacte, la Pologne restituée dans son indépendance, et fière de sa force croissante, ne pouvait pas tolérer d'être mise à l'écart du banquet des Grands.

C. Pacte Germano-Polonais.

L'Allemagne saura exploiter ce dépit en fournissant à la Pologne l'occasion de jouer un rôle autonome et de faire paraître devant l'Europe la liberté de son initiative diplomatique. Telle est la réaction qui devait conduire ces voisins irrités à apaiser leur querelle en signant à Berlin l'accord de non agression germano-polonais du 26 janvier 1934. Quoi que l'heure ne soit pas aux récriminations, nous pensons sincèrement que ce fut là une grave faute de la Pologne. M. Léon Noël, dans sa dépêche du 2 Mai (N° II6), nous explique avec une extrême finesse d'analyse, les motifs qui ont déterminé l'Allemagne à ce tact qui semblait alors exorbitant de ses revendications traditionnelles, le nouveau maître du Reich avait besoin de lettres de créance vis à vis de l'Europe pour prendre le temps d'assurer son autorité. Si on y ajoute la politique suivie depuis cette époque par le Colonel Beck qui sous les espèces de l'orgueil national laissait exaspérer sa vanité personnelle, le dommage causé par cet accord germano-polonais à la garantie française fut considérable. Comment le principe même de cette garantie n'aurait-il pas été ruiné dans l'esprit de Hitler et des dirigeants du Reich puisqu'ils voyaient la Pologne recourir à une sécurité de remplacement chez son adversaire traditionnel, et demander une contre-assurance à l'auteur de son inquiétude.

Il ne nous appartient pas de dire dans quelle mesure une certaine fraction de l'opinion française, et certains orateurs intempérants dans leur langage ne portent pas une part des responsabilités dans ce revirement de la Pologne aux funestes conséquences. Lors d'une de ces nombreuses demandes de crédit, en Décembre 1936, la Pologne qui sollicitait la garantie de l'Etat français pour un crédit de un milliard trois cent cinquante millions paraissait avoir fait oraison sur son destin. On relira avec intérêt le remarquable rapport de notre collègue M. Berthod et on pourra se reporter avec fruit à l'exposé de M. Yvon Delbos fait à la Séance de la Commission du 29 Décembre 1936.

Dans un style auquel il est préférable de laisser son naturel M. Yvon Delbos fait très exactement le point de nos relations avec la Pologne. Au passif dans certaine opinion française il relève: ce changement d'attitude de la Pologne s'explique par des considérations qui ne sont pas toutes au passif du peuple polonais et de son gouvernement. Vous vous souvenez sans doute de l'attitude qu'avait une partie de la presse française et même de l'opinion française il y a un certain nombre d'années à l'égard de la Pologne lorsqu'il y avait entre la Pologne et l'Allemagne une tension assez grande. Beaucoup de français disaient, et malheureusement beaucoup de Français sont tentés de le dire dans d'autres domaines - on n'a pas toujours le sens de la réciprocité et on admet bien d'avoir le

maximum de concours si on était attaqué mais plus difficilement la contre partie qui consiste à apporter notre concours à ceux dont nous escomptons le concours en cas d'attaque : la Pologne est bien gênante avec cette question du couloir ; la France ne voudrait pas se battre pour le couloir, que la Pologne s'arrange avec l'Allemagne. Que la Pologne ayant entendu ce langage, ayant assisté aussi à d'autres accords qui, à tort ou à raison, lui paraissent défavorables à sa politique et à ses intérêts, se soit trop orientée vers l'Allemagne, cela peut se comprendre.

A l'actif le Ministre relève l'attitude de la Pologne au 7 Mars : nous avons pensé qu'il ne fallait pas rester passif et qu'il fallait faire le maximum pour avoir le maximum d'atouts dans notre jeu, dans le cas d'hostilités. Nous étions d'ailleurs d'autant plus fondés à le faire qu'au moment du 7 Mars, la Pologne nous avait fait savoir très loyalement qu'elle exécuterait les clauses de l'alliance si la France était attaquée. Par conséquent il y avait là un préjugé favorable qui nous encourageait dans la démarche que nous voulions tenter.

D. Coup de force du 7 Mars 1936.

Et puisque nous sommes à cette triste date du 7 Mars 1936 jour où fût véritablement jeté le sort de la guerre, marquons ici un des facteurs qui ont le plus sûrement ébranlé le crédit de la garantie signés par la France. L'audace conçue par le Reich en devint si grande qu'il put croire que désormais son élan était irrésistible, non tant en vertu de la force propre dont il était animé, que de l'état de passivité et de temporisation qu'il notait chez son adversaire, au point que sa superbe le porta à la contemtion des puissances les mieux fondées.

E. Déclaration du 6 Décembre 1938.

Dernier élément qui devait affecter la garantie, et dont nous ne pouvons parler qu'avec une certaine réserve : l'acte franco-allemand, la déclaration du 6 Décembre 1938.

Tout d'abord l'acte est si récent que nous manquons de perspectives pour en mesurer les reflets et les ombres. D'autre part il est traduit aux disputes du monde. S'il est une question qui ait donné lieu en Allemagne et en Italie aux controverses les plus passionnées le lendemain de la publication du Livre Jaune, c'est bien celle du sort de nos alliances en Europe Centrale et Orientale après le 6 Décembre. Selon la Wilhemstrasse, la France devait se désintéresser de tous les problèmes de l'Europe Centrale et Orientale et ne plus intervenir dans l'Est européen. Il est infiniment regrettable que les paroles et les prétendues promesses de M. Georges Bonnet soient la proie de polémiques qui sont conduites outre-Rhin avec la mauvaise foi germanique habituelle : la vérité s'en trouve altérée d'autant, et notre liberté de jugement en demeure singulièrement bridée.

Le mieux est de se reporter au livre jaune lui-même et de tenter une analyse objective dans le sens qui nous intéresse, à savoir : après l'incidence de cette déclaration franco-allemande du 6 Décembre 1938, dans le champ diplomatique quel en fut le rayon réfléchi sur la garantie franco-polonaise.

Les pièces 17 à 32 du livre jaune nous font assister à la période d'incubation de la déclaration franco-allemande et à sa phase triomphante : à travers les dépêches des ambassadeurs on discerne la vive hâte des deux parties d'arriver à cette déclaration

qui fait figure de succès diplomatique.

On connaît le texte de cette déclaration.

Il convient de mettre en relief qu'aux termes de l'article 3 les parties contractantes ont stipulé expressément une réserve de leurs relations particulières avec des puissances tierces.

Dans sa grande dépêche du 14 Décembre 1938, adressée à tous les ambassadeurs, le ministre des Affaires Etrangères en donnant son commentaire de la Déclaration, évoque tous les rapports de la France avec des puissances tierces, mais garde le silence sur la Pologne (N° 32).

Dès le 7 Février, M. Coulondre recueille des observations de M. Ribbentrop sur le discours prononcé par le Ministre à la Chambre le 26 Janvier relativement au maintien de ces accords avec les pays de l' Est (voir N° 46).

Mais le conflit dans les intentions apparaît avec toute son acuité dans les pièces 78 et 81. Le 18 Mars le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires Etrangères, recevant notre ambassadeur, porteur d'une note de protestation contre l'envahissement de la Tchécoslovaquie ose s'avancer jusqu'à refuser d'accepter cette protestation et il ne craint pas de dire : qu'avait fait le Reich de l'accord de Munich ? M. de Weizsacker, sans répondre directement, a invoqué des assurances verbales qui auraient été soi-disant données à Paris, par Votre Excellence à M. de Ribbentrop lors de la signature de la déclaration du 6 Décembre et selon lesquelles la Tchécoslovaquie ne saurait plus faire désormais " l'objet d'un échange de vues ". Il a ajouté que le Gouvernement allemand, s'il avait pu penser qu'il en était autrement n'aurait pas signé cet accord. Très habilement, M. Coulondre oblige le Secrétaire d'Etat à accepter la protestation. (N° 78).

Faisant le point le lendemain M. Coulondre observe que :
" j'ai eu, moi-même, à plusieurs reprises l'occasion de constater
" le même état d'esprit chez M. de Ribbentrop aussi bien que chez
" M. de Weizsacker, qui ont d'ailleurs tous deux exprimé un certain étonnement chaque fois que je leur ai marqué que la France,
" grande Puissance européenne, entendait rester partout présente en
" Europe et qu'il ne devait y avoir à ce sujet ni méprise, ni malentendu. En fait, cependant, le malentendu existait. Les dirigeants ne laissaient passer aucune occasion de souligner que l'
" Europe Centrale était une région où, suivant l'expression même
" du Führer dans son discours du 30 Janvier, les Puissances occidentales n'avaient rien à voir. "

Naturellement M. Georges BONNET proteste avec véhémence dans sa dépêche du 19 Mars : je vous approuve d'avoir répondu comme vous l'avez fait à l'affirmation extravagante de M. de Weizsacker d'après laquelle, lors de ma conversation à Paris avec M. de Ribbentrop, j'aurais affirmé que la " Tchécoslovaquie ne saurait plus faire l'objet d'un échange de vues ". Cette conversation a eu lieu en dehors de M. de Weizsacker, et en présence seulement de M. Léger et du Comte de Welbeck.

Mais la divergence de vues entre les deux Ministres, sur l'objet et l'orientation exacte des conversations du 6 Décembre à Paris, s'amplifie jusqu'à un tel écart que M. Georges Bonnet convoque l'Ambassadeur d'Allemagne pour lui remettre une note le 1er Juillet 1939. (N° 150). Cette version de l'entretien et ses réserves donnent lieu à deux documents insolites dans le livre jaune : c'est l'

échange de deux lettres personnelles entre les interlocuteurs du 6 Décembre. M. de Ribbentrop estime que la réserve de l'article 3 n'implique nullement une renaissance des rapports spéciaux de la France à l'égard de la Pologne.

" A cette occasion, j'ai fait remarquer expressément que " l' Europe Orientale constituait une sphère d'intérêts allemands " et vous avez, contrairement à ce qui est affirmé dans votre note, souligné à ce moment, de votre côté que dans l'attitude de la France à l'égard des problèmes de l' Europe Orientale, un revirement radical s'était accompli depuis la Conférence de Munich". La réponse de M. Georges Bonnet montre l'opposition absolue des deux négociateurs.

Le débat demeure ouvert. Il nous est interdit d'en tirer aucune conclusion. Il est permis de supposer que la mauvaise foi germanique a dû travestir ces paroles et leur portée.

Mais sous l'angle qui nous intéresse, les Allemands ont cru certainement à tort que la déclaration du 6 Décembre était une manifestation du prétendu repli impérial : ils ont puisé cette conviction fallacieuse que la France leur laissait les mains libres à l' Orient. Quelle que soit la part d'artifice et de perfidie déployée par le Reich dans son interprétation de la Déclaration du 6 Décembre, il reste que dans la vie contractuelle entre la France et la Pologne, on doit insérer dans notre théorie du doute cet instrument diplomatique comme l'un des facteurs qui ont paru affaiblir la garantie française.

CONCLUSIONS

Nous sommes à une heure où on ne peut tirer que des conclusions provisoires :

Pour la Pologne : Les traités signés ne doivent pas être affaiblis par une politique discordante de leur esprit.

Il faut avoir la politique de ses traités.

Le système de contre-assurance est destructif.

Les traités sont des oeuvres non pas seulement écrites, mais des préceptes d'action permanente qui sont vivifiés par la force, et aussi par le prestige de l'idéal qui les a conçus.

Pour la France : Si les traités sont bons, ils doivent être rares. Traité sur traité ne vaut, serions nous tentés de dire en transposant dans le droit et dans la politique internationale ce vieux brocard du droit coutumier.

Les pactes successifs énervent la confiance des peuples dans la foi réciproque des Etats.

Vendredi 23 février 1940 - 15 heures

Présidence de M. Henry Bérenger, Président.

Présents: MM. M. Raissart, vice-Prés., Bardoux, de Chaubaux, de Castellane, H. Hays, Pichery, Millerand, Garnier-Duparc, de Kuss, Peyronnet, Desjardins, A. Briston, Boivin-Champeaux, Renelt, Fournet, Parry, C. Ferrand, Honorat, Beshard, Laval, Thouny, Jovelet, Reibel, Al. Bachelet.

Excusés: Berthod.

M. Berthod étant souffrant, la présentation de son rapport sur la situation dans les Balkans après la Conférence de Belgrade est renvoyée à une séance ultérieure.

Dossier de la mission Doumenc en Russie.

M. le Président communique une réponse négative du Gouvernement de la demande de communication, à M. Bardoux, du dossier relatif à la mission du général Doumenc à Moscou en 1939.

Il fait observer qu'un refus analogue est opposé aux parlementaires anglais.

Traité avec la Yougoslavie.

M. Albert Peyronnet est désigné comme rapporteur pour avis du projet de loi tendant à ratifier le traité relatif à l'assistance et au travail, conclu avec la Yougoslavie.

Situation diplomatique et militaire.

M. le Président. - J'ai cru bon de demander au P^r du Cabinet de vous communiquer des renseignements sur l'exposé qu'il a fait, hier, de la situation, au Cst des Ministres.

Celui-ci a envisagé un développement possible et rapide des opérations militaires.

Tous vous rappelez que le Conseil Supérieur avait décidé d'accentuer les mesures d'aide à la Pologne, dont le projet de la Ligue Démocratique, entre autres, avait félicité le G^t en l'encourageant à les poursuivre, et qui déjà ont coopéré

avec une incontestable efficacité à la résistance finlandaise.

A présent, après avoir eu à vaincre certaines difficultés du côté de nos alliés, il a été décidé que des opérations, comprenant des mouvements d'effectifs, seraient portées étendues dans les pays scandinaves; toutefois l'attitude des ~~gouvernements~~ de ces pays, et notamment de la Norvège, révélée par l'affaire de l'Altmark, pose des problèmes. Le but de l'opération serait d'empêcher l'Allemagne de transformer les golfes et fjords en véritables bases aéronavales contre l'Angleterre et la France. On n'envisage pas de procéder actuellement par Petsamo, encore qu'un destroyer anglais s'y soit déjà montré. Il s'agit de tenir les ports, notamment Narvik, par où arrive à l'Allemagne, en hiver, le minerai suédois; l'opération viserait Narvik et le chemin de fer qui sert au transport de ce minerai jusqu'à ce port. C'est tout un front à créer, engageant et des effectifs et des armements.

En même temps le G^l examine une opération sur Bakou pour intercepter le pétrole, ce qui répond au sentiment antérieurement exprimé par la Com. Ce n'est pas facile; il faut tenir compte de l'attitude anglaise à l'égard des Russes, et aussi de celle de la Turquie; il s'agit d'une opération d'aviation, par l'Iran. Tout ceci est secret, et fait compte sur la discrétion de la Com.

Nous sommes donc devant la possibilité d'un front ayant son noyau en France et ses ailes étendues jusqu'à l'Extrême-Nord et à l'Extrême Sud-Est. Le centre n'est pas sans préoccuper les responsables. Au lieu du chiffre symbolique de 100 divisions allemandes, il y en a maintenant 114 en face de nous, avec des moyens mécaniques puissants et dont certains peuvent nous être encore inconnus. On ne sait ni sur quel point ni sur quelle étendue l'attaque s'y ferait; le grand St. Major est prêt et a envisagé toutes les plans possibles pour y riposter. Il est évident que telle prévision faite pour le développement des ailes peut se trouver handicapée par les événements du centre.

D'autre part, le G^l reste attentif à la situation des Balkans et à la position italienne, qui sont des éléments de la question. Le Duce est très mal disposé envers les Alliés et semble de plus en plus avoir reporté toute sa mise sur

Hitler. D'où impossibilité de nous dégarnir notre front des Alpes ni l'Afrique du Nord, pour éviter des surprises. Mais au surplus, on estime que M. Mussolini veut seulement affaiblir notre front principal en retenant des forces sur des fronts secondaires, et essayer d'obtenir le maximum dans une paix dont il serait l'un des arbitres.

La Conférence de Belgrade a été pour nous un gros succès apparent, car rien de grave ne s'y est passé, et un succès réel, car aucun problème n'est résolu. L'opposition italienne a empêché la constitution d'un bloc balkanique.

En ce moment, M. Sumner Welles, sous-secrétaire d'Etat à Washington - ce qui est une fonction de la plus réelle importance -, arrive en Europe, avec M. Myron Taylor, très importante personnalité et homme très remarquable. Leur double mission est une initiative personnelle de Roosevelt, elle semble être d'information, mais peut inopinément s'étendre beaucoup plus loin. Ils seront très bien accueillis chez nous. Mais il y a là quelque chose de nouveau. Tout le problème des bris de paix va peut-être se développer, la C^{on} aura eu raison de s'en saisir. M. Daladier ne m'a pas paru préoccupé d'une action directe et immédiate de Roosevelt.

En ce qui concerne l'Extrême Orient, les toutes dernières dépêches sont satisfaisantes: le g^{énéral} japonais fait des excuses pour le bombardement du chemin de fer du Yunnan, qu'il attribue à des initiatives locales, paiera des dommages-intérêts, et M. Tani a offert un ensemble d'accord avec Etats-Unis, France, Italie & Angleterre.

M. le P^{re} lit des documents relatifs à l'Italie.

M. le P^{re} - M. Francis Poncet, qui était optimiste jusque vers le 11 janvier, est maintenant alarmé: il s'est certainement passé, vers cette époque, des choses qui ont modifié l'attitude des dirigeants italiens. Je suis frappé par la continuité du son nouveau que rendent les dépêches de notre ambassadeur. M. Poncet a vu le C^{ardinal} Ciano, qui se déclare impuissant à arrêter M. Mussolini.

dans la voie où il s'est engagé.

M. R. Bernard. - Il serait utile que la Commission connût la dépêche même où est rapportée cette conversation.

M. le Pt. - J'en demanderai la communication, j pense que vous faites allusion à certaines appréciations psychologiques assez vives de l'interlocuteur italien.

M. le Pt. lit des documents concernant le Proche-Orient, l'accord germano-russe, la Scandinavie, l'Extrême-Orient, la mission Sumner Welles.

M. R. Renault. - Discernez-vous le but final de cette mission?

M. le Pt. - Je ne puis, hors la lecture des documents, que vous donner une impression. Je crois que l'initiative de M. Roosevelt et du Gt américain tend à avoir ici, comme autrefois le C^e House puis M. Norman Davis, quelqu'un qui, en dehors des ambassadeurs, marqués par l'esprit de parti, et souvent entraînés par quelque fougue, vienne, avec un esprit pondéré et formé par la diplomatie d'Etat, écouter, causer, tâter les chefs d'Etat et l'opinion. Cette initiative peut certainement jouer un rôle considérable. Les difficultés financières exigent qu'on garde la sympathie américaine. Le Pt des Etats-Unis veut être renseigné. Il faut accueillir son envoi avec confiance, mais sans rien abandonner de l'autorité nécessaire.

M. R. Bernard. - Je considère comme très grave la situation actuelle au regard de l'Italie. Tout le monde a considéré comme extrêmement importante la non-belligérance italienne au début de la guerre. Ensuite le Gt italien a laissé évoluer librement son opinion publique, dont l'expression m'a frappé dans mon voyage : dans une immense proportion, elle était germanophile, il y a du noir. C'est, je crois, une des raisons pour lesquelles Mussolini, voulant conserver sa liberté d'action, pour une médiation, et non pour une action hostile, a fait faire la manifestation Muti et une campagne de presse, en guise de coup de frein. Mais on lui prête, je le vois, beaucoup d'intentions : quelle est la source de ces indications? Il faudrait le savoir, car les

interprétations peuvent être dangereuses. Ce que j'ai vu, c'est que l'opinion de Mussolini est beaucoup plus réservée que celle de la nation.

En face des Balkans, l'Italie est en embarras. Ce serait vrai devant les Allemands comme ce l'est devant les Russes. Il ne paraît évident que le Reich lui a donné des assurances de ce côté. Elle ne laissera pas toucher aux Balkans. Je ne crois pas qu'elle puisse sortir de la non-belliférence. On a tort de la laisser croire à notre opinion publique, où certains semblent se régaler chaque fois que les affaires ont l'air d'aller plus mal entre France et Italie, ce qui est déplorable.

Mais il n'est pas exclu qu'à une heure où il jugera la meilleure pour l'intérêt italien, le Duce intervienne pour une paix blanche. Il ne souhaite la victoire totale ni de l'Allemagne ni des alliés. Nous avons pour nous la Maison Royale et le Vatican, mais l'une et l'autre désirent également la paix. Il ne faut pas faire croire chez nous que demain l'Italie va entrer en guerre à nos côtés. Une certaine alarme donnée par notre ambassadeur demanderait à être soumise au commandement militaire.

Nous entrons dans une très grave période. J'ai vécu un temps où l'on a tout fait pour séparer les deux pays, sans cela peut-être n'y aurait-il pas eu la guerre. Va-t-on continuer les erreurs passées?

M. Camille Fernand. - Nous souhaitons seulement que vos conjectures sur les véritables intentions italiennes soient exactes.

M. Laval. - J'ai, plus d'une fois, poussé ici un cri d'alarme. Récemment j'en ai dit que, si on laissait passer un certain délai, l'irréparable pourrait être accompli. Je ne puis pas approuver l'attitude du g^t. Il y a quatre ans que j'ai signalé la situation: les accords de Rome ayant été détruits, a-t-on essayé de régler les litiges subsistants? Il y a eu un moment où l'on pouvait obtenir de rompre l'axe: on n'a couru que des imprudences; il a suffi de protestations de journaux de gauche pour qu'on démentit les

conversations auxquelles aurait été autorisé M. Brandorim. La guerre arrivée, on a, il est vrai, nommé un ambassadeur. C'est moi qui l'aurais fait nommer à Berlin, j'en suis pas sujet de partialité à son égard; mais, à Rome comme à Berlin, il déclare que tout va bien et qu'il faut le laisser faire, puis les télégrammes noirs se succèdent.

Certains faits m'inquiètent: j'ai appris que le bureau français d'achat à l'Italie se trouvait à Rome dans le même immeuble que celui de l'Allemagne; est-ce adroit? Je l'ai vu par un ami du baron Aloisi, qui a été chef de cabinet de Mussolini, et qui considère la situation actuelle comme très grave. Nous sommes, dit-il, un certain nombre à Rome qui luttons pour que les rapports entre France et Italie redeviennent ce que nous les avions faits, et nous commençons à être débordés.

Le commerce qu'on a fait n'est rien auprès de la grande conversation qu'il faudrait avoir. Mussolini a préservé son pays du communisme, il lui a donné un empire, il lui reste à lui faire jouer un rôle de grande nation. Mais il ne veut pas qu'on le prenne pour un Giolitti; il n'estime pas que les trahisons de Hitler justifiaient une rupture du pacte d'acier; il n'a pas non plus une confiance suffisante dans l'interlocuteur français pour se découvrir du côté allemand. Je redoute qu'un jour prochain il ne laisse aller à quelque violence de langage qui rende encore plus difficile la solution du problème.

Nous avons besoin de l'Italie. On parle d'expédition dans le Proche-Orient; mais nos chefs militaires estiment-ils que l'affaire italienne puisse continuer d'être traitée au pré de nos différences d'opinion politique? Nous avons en Italie des atouts considérables: Mussolini, qui n'a pas obtenu encore de succès de politique extérieure, pourrait trouver une porte de sortie vers la France, si la France avait compris, seulement, il voit M. Eden à Londres, M. Delbos à Paris, et se méfie. Eh bien, j'espère que, dans un prochain Comité secret, le Parlement sache qu'une alliance pourrait être conclue avec l'Italie, et qu'elle aurait empêché Hitler de déborder ses frontières. J'ai qu'un objectif: la victoire. Il faut qu'on fasse le nécessaire. Je ne pense pas croire qu'il y ait en France des hommes qui souhaiteraient

de voir l'Italie contre nous, afin de justifier leur politique. S'il devait y produire de terribles et formidables offensives, n'aurions nous pas le remords de n'avoir pas fait tout le possible? C'est par l'Italie que la victoire peut être facilitée, j'en considérerais comme criminel tout ce qui serait fait en sens inverse.

M. Millerand. - Toute la Commission est d'accord avec vous quand vous déplorez qu'à la politique de 1938 se soit substituée une politique qui nous a menés vous savez où. Mais ce qu'il faut considérer, c'est la situation exacte où nous nous trouvons. Les documents qui viennent de nous être lus par M. le Président ont, à cet égard, d'un intérêt capital. Même s'il y avait quelque exagération dans les termes, lorsqu'un ambassadeur croit devoir livrer à son ministre de tels jugements, il est impossible que ce fait ne soit pas tenu pour un élément essentiel de la situation. C'est la seule conclusion à tirer aujourd'hui de la lecture de ce dossier, mais elle s'impose.

M. Camille Ferrand. - Sur un projet d'expédition en Scandinavie est-on d'accord avec les gouvernements locaux?

M. le Président. - Nullement. Sans quoi ces gens seraient entrés dans la coalition. Le Conseil Suprême estime qu'il peut y avoir des moments où s'impose l'action.

M. Charles Ribet. - Les télégrammes de M. F. Bocat ont une valeur dont nous ne pouvons pas ne pas tenir compte. Mais ces télégrammes et l'accueil qui leur est fait à Paris ne correspondraient-ils pas à une politique déterminée? Les dépêches de l'ambassadeur ne reflètent-ils pas des préoccupations qu'il sent au sein d'Orsay, où l'on n'a pas cherché à négocier avec l'Italie et à faire coïncider nos desirs avec les siens? Or, les événements nous y contraignent. Nos forces massées en ^{France} Orient n'y peuvent agir si l'on

obtient que l'Italie ferme, au moins, les yeux. Il y a là une nécessité brûlante d'engager les négociations ~~avec~~ d'avoir une explication avec l'Italie au lieu de l'ignorer. Prions notre Président d'intervenir à cet effet auprès du pape, car la nomination d'un ambassadeur à Rome n'a rien changé à notre politique.

M. de Chambrun. - N'y aurait-il pas au sujet d'Osage une dépêche de M. de Saint-Quentin examinant les deux missions simultanées, à Rome, de Sumner Welles et Meyer Taylor? M. Roosevelt a toujours désiré des rapports avec le Saint-Siège; la présence de M. Borah rendait la chose impossible. Maintenant, et approchant de son élection, le Président a voulu donner un appui à l'important contingent catholique, et saisir l'occasion du message du pape pour chercher à s'entendre avec celui-ci sur le désir de paix.

Quant à la mission Sumner Welles, elle est dans la tradition du parti démocratique. Ainsi avait procédé Wilson avec le C. House, mais celui-ci était chargé de savoir à quel point faiblissait l'Allemagne et à quel moment les Etats-Unis devaient intervenir pour terminer la guerre. Cette fois, il s'agit de savoir comment nouer des liens en faveur de la paix, et aussi dans quelle mesure le peuple italien est derrière son pape.

M. le Président. - Je vous ai dit que les deux missions sont chargées de connaître l'opinion des chefs d'Etat et des populations. Une s'agit que de conversations.

M. A. Buisson. - C'est un prélude.

M. le Président. - Il est possible, mais nous ne le savons pas.

M. de Chambrun. - Aurons-nous des nouvelles de ces missions?

M. le Président. - Je suivrai la chose de très près.

M. Gaston-Duparc. - On a parlé d'expédition dans le nord. J'ai eu récemment occasion d'entendre dire, par son chef, que l'Amirauté était à même de remplir la mission qui lui serait confiée.

M. H. Hays. - Les deux nouveaux ministres que va lancer l'Italie ne bouleverseront-ils pas l'équilibre naval en Méditerranée?

et notre politique à l'égard de l'Italie n'aura-t-elle pas à tenir compte de ce nouvel élément ?

M. Gasnier-Duparc. - Des navires lancés ne sont pas encore armés, et encore moins prêts à entrer en escadre. Notre Richelieu et notre Jean-Bart peuvent être prêts avant, et l'Angleterre aussi procède à de nouvelles constructions.

M. le Prêt. - Je tiendrai compte des observations qui viendront d'être échangées.

M. Peyronnet. - Depuis le 11 janvier, notre ambassadeur est devenu pessimiste. Qu'a fait le G^t pour rétablir la situation ? Demandons-le lui, s'il le peut, s'il en a le droit.

M. le Prêt. - Si vous désirez entendre le P^t du C^l, je lui demanderai de venir devant nous, mais il faudrait soigneusement préparer un questionnaire en vue de cette audition. Car, dans les circonstances actuelles, nous ne pouvons le convoquer si ce n'est pour l'entendre sur un ensemble de questions que nous aurons préparées. ~~Une demande de~~ ~~discussion~~ Comité secret n'est pas du ressort des Comités, c'est une question d'initiative individuelle. Mais j'accepte votre suggestion d'une audition du G^t, j'en parlerai à M. Daladier, et je prie nos collègues de me saisir des questions qu'ils voudraient voir poser.

M. P. Laval. - Pour ma part, c'est en Comité secret que j'aimerais pouvoir dire au Sénat certaines choses avant qu'aient surgi des événements irréparables. Je m'expliquerai alors sur mon sentiment à l'égard du G^t. Je ne veux pas voir tomber l'une après l'autre des cartes qui nous apporteraient, je veux lui dire que le veto n'a pas été fait et qu'il a pris des responsabilités que je ne voudrais pas avoir prises.

M. A. Bachelet. - La question italienne est primordiale en ce qui concerne la terminaison de la guerre. Actuellement la question d'idéologie ne pose

157

pour aucun parti. Il n'est personne qui ne se réjouisse
demain si l'Italie se rapprochait de nous. De même, à
l'égard des Soviets, dont j'ai souhaité l'alliance en même
temps que nos frères, il n'y a plus qu'une seule opinion en
France depuis que l'URSS a pris parti pour Hitler.

Mais quelles seraient les prétentions italiennes ? Je
l'ai jamais su. C'est l'Italie qui d'elle-même a renoncé aux
accords préparés par M. Laval, sans doute parce que les
conditions ne lui en paraissaient plus suffisantes. Que
veut-elle ? Djibouti, Tuez, et la Tunisie ! Alors, c'est inacceptable.
Sinon, qu'on nous dise des conditions : si elles sont acceptables,
nous avons unanime.

La Com décide d'annexer au présent Procès-Verbal,
et de communiquer aux membres de la Com, en vue
d'une discussion prochaine, ainsi qu'au Sénat et au
Président de la République, le

Rapport Complémentaire

présenté par

M. Jacques BARDOUX

sur

LES NÉGOCIATIONS

ANGLO-FRANCO-RUSSES

(20 mars-23 août 1939)

D' APRES LES DOCUMENTS 1938 - 1939 DU LIVRE JAUNE FRANCAIS
ET DES LIVRES BLEU et BLANC BRITANNIQUES

188
Messieurs,

Les récents recueils de DOCUMENTS DIPLOMATIQUES (1938-1939) Français et Britanniques n'abordent, qu'incidemment, l'histoire des relations Germano - Russes, bien qu'elles aient joué un rôle décisif dans le déclenchement de la guerre Européenne. Le LIVRE JAUNE, et, dans une moindre mesure, les recueils anglais, contiennent néanmoins des dépêches et rapports, qui précisent les indications données et confirment les jugements portés, dans le Rapport sur les NEGOCIATIONS ANGLO-FRANCO-RUSSES (20 Mars - 23 Août 1939), que le Commission Sénatoriale des Affaires Etrangères m'a fait l'honneur de me confier.

Il m'a paru utile de relever, dans une note complémentaire, les informations susceptibles de jeter une lumière nouvelle sur l'évolution des rapports Germano-Russes, sur les origines récentes, les premiers contacts et la dernière étape de la collaboration HITLER-STALINE.

- I -

La politique allemande est, si j'ose dire, une politique à tiroirs. Ses technocrates plaisent à dresser des plans différents et parfois contradictoires, à les préparer dans leurs détails les plus minutieux. Seul, l'objectif de l'action pangermaniste ne varie pas : assurer, par n'importe quel moyen, la domination allemande sur un continent asservi. Les dossiers, soigneusement tenus à jour, sont enfermés dans des casiers différents. Suivant les circonstances, le Maître de l'heure ouvre tel tiroir et utilise l'un des plans. Il arrive même, que deux de ces thèmes, dont l'opposition est complète, soient étudiés, sinon partiellement appliqués, en même temps, par des équipes différentes.

Cette méthode, la politique à tiroirs, les gouvernements de l'Occident, qui, eux, restent sur la défensive, figés parfois dans une tradition rigide, oublient trop souvent qu'elle caractérise, depuis des générations, la diplomatie prussienne. Ils constatent, dans les paroles et dans les actes, une orientation de l'action germanique. Leurs agents réfléchissent, signalent, commentent, parfois ripostent. Et puis, subitement, sans qu'ils aient toujours pu prévoir, Berlin, parce que les résultats sont tardifs ou médiocres, change d'orientation. Le tiroir est fermé. Un autre est ouvert. Une politique commence.

o
o o

Au début de 1939, Adolf HITLER et la Wilhelmstrasse poursuivent encore leur politique d'action anti-Russe et de coopération polonaise.

Peu de jours après la signature de la Déclaration Franco-Allemande du 6 Décembre 1938, M. l' Ambassadeur COULONDRE résumait, le 15, dans une dépêche à la fois solide et brillante, les impressions, que lui avaient laissées ses premiers contacts et ses premiers entretiens : " Se rendre maître de l' Europe Centrale, en "vassalisant la Tchécoslovaquie et la Hongrie, puis créer la Grande Ukraine, sous l'hégémonie allemande : telle paraît être essentiellement la conception maintenant adoptée par les dirigeants Nazis et sans doute par M. HITLER lui-même.... Depuis une dizaine de jours, tout le personnel national-socialiste parle de l' Ukraine. Le centre d'études Rosenberg; les services du Dr. GOEBBELS, l' organisme Ost-Europe, dirigé par l'ancien Ministre CURTIUS, le IIème Bureau sont sur la question. Les voies et moyens ne sont, semble-t'il, pas encore arrêtés, mais le but paraît bien fixé : créer une

grande Ukraine, qui deviendrait la terre nourricière de l'Allemagne. Pour cela, il faudra écarter la Roumanie, convaincre la Pologne, dessaisir l'U.R.S.S. : le dynamisme allemand ne s'arrête devant aucune de ces difficultés et dans les milieux militaires, on parle déjà de la chevauchée jusqu'au Caucase et à Bakou." Et M. COULONDRE d'ajouter, que HITLER, pour réaliser ce plan, ne songe point à une action militaire directe". L'opération reproduirait celle des Sudètes." Propagande dans les pays limitrophes; intervention de corps francs, déclenchement d'une action diplomatique. "La Ruthénie serait le foyer du mouvement.. Ainsi, par un curieux renversement du destin", la formule est saisissante, "la Tchécoslovaquie, établie comme un bastion pour contenir la poussée allemande, sert aujourd'hui de bétail au Reich, pour enfoncer les portes de l'Orient", pour assurer à son économie d'après-guerre un grenier, des mines, des bras : l'Ukraine. (1)

Ce plan n'est pas seulement le cadre d'études pour techniciens. Il est aussi, pendant les premières semaines de 1939, l'objet d'un commencement de réalisation.

Réalisations, les efforts répétés, tentés par Von RIBBENTROP, soit auprès de M. Georges BONNET, soit auprès de M. COULONDRE, soit auprès de M. NOEL, pour obtenir une interprétation et limiter le Champ du pacte Franco-Soviétique et des négociations Anglo-Franco-Russes. Auprès de M. BONNET, et c'est l'entretien du 6 Décembre 1938 à Paris, (2). Auprès de M. NOEL, lors de la visite à Varsovie, le 27 Janvier (3). Auprès de M. COULONDRE, dans cet entretien du 7 Février, au cours duquel M. Von RIBBENTROP affirma, sans sourire : "La lutte, que nous avons engagée contre le Bolchévisme est sans merci. Vis à vis des Soviets, nous demeurons fermés comme l'airain. Jamais nous ne nous entendrons avec la Russie Bolchéviste." (4).

Réalisations, les efforts persévérants, pour tenter la fragile Pologne, en l'associant d'abord au dépeçage de la Tchécoslovaquie, puis en lui assurant une frontière commune avec la Hongrie; (5) enfin et surtout, en faisant miroiter à ses yeux, comme contre-partie à l'annexion de Dantzig par le Reich et à la construction d'autostrades par dessus le Couloir, tantôt l'annexion de la Lithuanie (6), tantôt le partage de l'Ukraine : "En septembre, en Janvier et en Mars derniers", écrit M. NOEL (7) "le Gouvernement allemand aurait proposé à Varsovie une collaboration dirigée contre l'U.R.S.S. A une question posée par mon collègue, le collaborateur de M. BECK a répondu, que "ces propositions allaient beaucoup plus loin, que l'adhésion de la Pologne au pacte anti-Komintern." Et M. COULONDRE de préciser un peu plus tard : "J'ai recueilli, écrivait-il, le 9 Mai (8), de bonne source, des informations, qui me permettent d'affirmer, que les dirigeants Hitlériens ont, par manière de compensation et pour mieux attirer la Pologne dans leur jeu, laissé entrevoir à leurs interlocuteurs Polonais la possibilité d'un partage de l'Ukraine Russe..... L'attaché militaire polonais, recevant un de mes collaborateurs, lui a donné des indications significatives sur l'ampleur des plans, que forgeaient encore récemment les chefs du Troisième Reich et pour la réalisation desquels, ils avaient espéré, jusqu'au 26 Mars, la complicité polonaise."

La Pologne maintint, ce jour-là (9) le refus, qu'elle avait esquissé au début de Février (10). Ce refus ne devait lui valoir, de la part de Staline, ni pitié, ni merci, le jour où il fut à achever, par un coup de poignard dans le dos, la blessé ruisselant de sang. Ce refus ne pouvait manquer d'entraîner un revirement dans la politique allemande en Europe occidentale.

M. Von RIEBENTROP, lorsqu'il lui fut répondu par un "non" formel, à l'offre de négociation immédiate sur quatre questions : " modification du statut de Dantzig et rétrocession de la ville au Reich; établissement, en faveur de l' Allemagne, d'une voie ferrée et d'un auto-strade; à caractère extra-territorial, à travers le Corridor; rectification de la frontière dans la région d' Odesberg, important centre ferroviaire; éclaircissement de l' attitude de la Pologne à l'égard de l'axe" (II), aurait " conseil " lé, aux dirigeants polonais responsables, de réfléchir".

Pourquoi ? Pour deux raisons. D'abord, un Putsch avait été méthodiquement préparé et " répété " par des détachements de S.A. et de S.S. et aurait dû être déclenché le 29 Mars à midi, si contre-ordre n'était survenu au dernier moment (12). Ensuite, l'atmosphère en Allemagne n'était plus la même, après les Ides de Mars 1939. Ce revirement des cadres Hitlériens et du dictateur Nazi, M. l' Ambassadeur de France COULONDRE l'a analysé dans deux magnifiques dépêches, en date des 16 et 18 Mars, qui, par la rigueur de la pensée l'éclat de la forme et la sûreté de la prévision, méritent de figurer dans les morceaux choisis de notre littérature diplomatique, à côté de quelques-unes des dépêches de l'incomparable cohorte des Cambon, Barrère et Jusserand. Chacun de ces messages se termine par un avertissement solennel.

Voici le premier :

" L' Allemagne Hitlérienne vient de jeter le masque....
" Aujourd'hui, il est clair que la soif de domination du FUHRER
" ne connaît plus de limites. Il est clair également, qu'il est
" vain d'espérer opposer avec succès au FUHRER d'autres arguments,
" que celui de la force. Le Troisième Reich a, pour les traités
" et pour les engagements, le même mépris, que l' Empereur Guillau-
" me II. La sécurité nationale, aussi bien que la paix mondiale,
" exigent donc, avant tout, du peuple français, un immense effort
" de discipline et d'organisation de toutes les énergies du pays,
" qui, seul, permettra à la France, appuyée par ses amis, de s'af-
" firmer et de défendre ses intérêts, en face d'un adversaire aussi
" redoutable, que l' Allemagne d' Adolf HITLER, désormais lancée
" à la conquête de l' Europe". (13).

Voici le second avertissement, qui a pour préface le récit des tortures morales infligées à M.M. HACHA et CHVALOVSKY (14) :
" Etant donné l'impulsivité des dirigeants Hitlériens, la griserie
" dans laquelle doit se trouver actuellement le Fuhrer, l'inquiétude
" et l'irritation que l'on éprouve Outre-Rhin, en face du réarme-
" ment des grandes démocraties et de l'attitude des Etats-Unis, j'
" estime, que nous devons, sans délai, procéder, de la façon la
" plus intensive, et la plus secrète possible, à la mobilisation in-
" dustrielle du pays." (15)

Pour mesurer l'importance de cet avertissement et la valeur de cette suggestion, un rapprochement s'impose. Lorsqu'à la fin de 1938 furent préparées les demandes de crédits destinés aux stocks

de mobilisation, le chef de service fut invité à les échelonner, de façon à être prêt pour l'année 1942, année cruciale. Et comme l'avertissement n'avait point été retenu, ni la suggestion réalisée, les stocks de vêtements et de brodequins notamment ne permettaient en août 1939, que d'équiper 500.000 hommes.

II

Le refus du gouvernement Polonais, que ne permettaient de prévoir, ni les apaisements donnés jadis par M. BECK, ni sa complicité, lors des Idées de Mars 1938 et 1939, entraînait, avec l'échec du plan N° I d'expansion en Europe Orientale, basée sur la coopération Germano-Polonaise, contre les Soviétiques, la reprise du plan N° II de conquête en Europe Orientale, fondé sur la collaboration Germano-Russe contre la Pologne. Le terrain était libre, du jour où le Führer avait, le 28 Avril, dénoncé le pacte, qui liait Berlin et Varsovie (16). Le revirement était facile, puisque cette politique d'action russe était simplement interrompue. Dès le 16 Décembre 1939 le Président du Conseil Bulgare, M. KIOSSEIVANOV signalait au Ministre de France à Sofia " la possibilité d'un rapprochement entre l' U.R.S.S. et le Reich. Tel avait toujours été le rêve d'une partie de l' Etat-Major Allemand. Ce jour là, un quartième partage de la Pologne permettrait à l' Allemagne de poursuivre sa puissante marche vers l' Est". (17).

A quelle date exacte eut lieu la reprise de contact entre Berlin et Moscou, sur le plan politique ? Existait-il déjà un projet de pacte Germano-Russe, auquel ne manquaient que les griffes officielles et les appendices secrets ? Les livres Bleu et Blanc, le Livre Jaune ne viennent confirmer ou démentir ni les dates, qui ont été données; ni les rumeurs, qui ont couru. Mais nous savons désormais, grâce à un document capital, que des tractations nouvelles coïncidèrent avec le débarquement du Seigneur LITVINOV, et eurent lieu fin Avril 1939.

o
o o

Ce document capital est la dépêche historique de M. L' Ambassadeur COULONDRE, en date du 6 Mai 1939, et dont le texte complet n'avait point été communiqué à votre rapporteur (18). J'ai lu et relu ces informations, qui, étant données la personne et les fonctions de l'interlocuteur allemand, ont dû être communiquées à l' Ambassadeur de France, avec la secrète approbation de M. Von RIBBENTROP lui-même.

" N'avez-vous pas été frappé, dans le dernier discours du Führer, par le fait qu'il n'a fait (sic) aucune allusion à la Russie ? N'avez-vous pas remarqué la façon compréhensive, dont la presse de ce matin, 6 mai, qui a, d'ailleurs reçu des instructions précises à cet égard, parle de M. MOLOTOV et de la Russie ? Vous avez bien eu vent de certaines tractations en cours et du voyage de l' Ambassadeur et de l'Attaché militaire de l' U.R.S.S. à Moscou; ceux-ci avaient été reçus la veille de leur départ, le premier par M. de RIBBENTROP, le second, à l'Oberkommando de la Wehrmacht et avaient été mis parfaitement au courant du point de vue du gouvernement du Reich. Je ne puis vraiment pas vous en dire davantage, mais vous apprendrez un jour, qu'il y a quelque chose en train à l' Est." Et, tout en déclarant que l'affaire serait réglée certainement " dans un mois ou deux ", " de telle sorte que nous n'ayons aucune raison, ni même aucune intention d'intervenir, l' interlocuteur allemand laissait échapper la formule : " Il y a déjà eu trois partages de la Pologne. Croyez-moi vous en verrez

un quatrième", celui que, dès le 16 Décembre; M. KIOSSEIKANOV livrait aux méditations de la diplomatie française.

Dans un long et émouvant commentaire, M. COULONDRE insiste sur la valeur et sur la gravité de ces informations. Sur leur valeur: "Elles peuvent être considérées comme reflétant assez exactement les desseins de M. HITLER et comme révélant les manœuvres, auxquelles nous devons parer". Leur gravité: "Le Führer peut songer à tirer avantage (d'un rapprochement avec l' U.R.S.S.) de trois manières différentes: 1°- en aboutissant, avec l' U.R.S.S. à une entente plus ou moins tacite, qui lui assure, soit la neutralité bienveillante de ce pays, en cas de conflit, soit même sa complicité pour un partage de la Pologne; 2°- en exerçant, par la seule menace d'un rapprochement avec l' U.R.S.S. une pression à la fois sur le Japon et sur la Pologne, destinée à amener le premier à signer une alliance militaire, la seconde à consentir aux concessions demandées; 3°- en amenant les puissances occidentales menacées d'une collusion Germano-Russe, à accepter certaines exigences soviétiques, auxquelles s'opposeraient la Pologne et la Roumanie, et à brouiller ainsi les cartes entre les alliés."

Exactes et lumineuses prévisions du piège, qui sera tendu, le 27 Juillet, par MOLOTOV aux Anglo-Français et du sort, qui, aux Ides de Septembre, attend les Polonais!

° ° °

Ce sensationnel avertissement du 6 Mai n'a point été une information isolée. Sans naturellement jamais conclure à l'abandon des négociations Anglo-Franco-Russes, M. COULONDRE, à plusieurs reprises, dans les semaines qui précèdent l'acceptation du 27 Juillet, de la conversation militaire, traitreusement propagée par M. MOLOTOV, confirme son historique dépêche du 6 Mai. Les tractations Germano-Russes se poursuivent. Les contacts Germano-Russes se resserrent. Une collusion Germano-Russe s'ébauche. Les conclusions à tirer de ces avertissements sont évidentes: d'une part, intensifier la "mobilisation industrielle", afin de pouvoir, à l'heure H, peser, dans la balance de la paix, de tout le poids d'une France en armes, d'autre part, poursuivre les négociations Anglo-Franco-Russes, avec autant de méfiance, que de silence, afin d'éviter, par une imprudence, une maladresse ou un échec, de faciliter le jeu de Von RIBBENTROP et d'allumer l'incendie en Europe.

Le 22 Mai, à peine quinze jours après son premier et dramatique avertissement, l' Ambassadeur de France, qui "a recueilli" de bonne source, des indications sur les dispositions actuelles "de M. Von RIBBENTROP" renouvelle son avertissement du 6 Mai (19).

" Dans l'esprit du Ministre des Affaires Etrangères du Reich, l' Etat Polonais ne saurait avoir un caractère durable. Tôt ou tard il devait disparaître, partagé à nouveau entre l' Allemagne et la Russie. Dans la conception de M. de RIBBENTROP, l'idée d'un tel partage serait liée à celle d'un rapprochement entre Berlin et Moscou.... Mais surtout, il permettrait aux dirigeants du Reich d'abattre la puissance Britannique. C'est là le principal objectif, que M. de RIBBENTROP se serait assigné, l'idée fixe, dont, avec l'obstination d'un fanatique, il poursuivrait inlassablement la réalisation. Cet espoir.... aurait été renforcé, les jours derniers, chez M. de Ribbentrop, par les difficultés rencontrées au cours des négociations Anglo-Soviétiques. Le Führer, il est vrai, ferait encore actuellement opposition aux desseins politiques du Ministre des Affaires Etrangères à l'égard de la Russie Soviétique... Toutefois, M. de RIBBENTROP trouverait des partisans, notamment

parmi le Haut commandement et les milieux dirigeants de la grande industrie. Le Chancelier lui-même aurait tenu compte des tendances de son Ministre, en renonçant depuis plusieurs mois, dans ses discours, à toute attaque contre la Russie Soviétique et en permettant, que la presse allemande mit provisoirement en sourdine le thème anti-bolchevique... La facilité et la rapidité, avec lesquelles les bruits d'un rapprochement germano-russe ont trouvé créance en Allemagne lors de la démission de M. LITVINOV, sont de nature à apaiser les craintes, que M. HITLER pourrait concevoir sur les réactions éventuelles de son opinion publique."

Cette information est plus importante, cet avis est plus grave, que le document envoyé et l'avertissement donné, quinze jours plus tôt, par l'Ambassadeur COULONDRE. Pourquoi ? Il ne s'agit plus, cette fois, exclusivement des idées de M. Von RIBBENTROP, un courtier en champagne, affiné par les Anglo-Américains et chaussé des bottes de Bismarck, dont le jugement politique est sujet à caution et dont l'autorité personnelle est sujette à variations. Mais notre représentant à Berlin indique, dès le 22 Mai, que l'opinion du seul Maître des Allemands pourrait varier et que sa résistance à la collusion, préconisée par son Ministre, pourrait fléchir. M. COULONDRE indique des causes. M. COULONDRE constate des signes.

Même sans la préface du 6 Mai, même sans la confirmation d'autres dépêches, ce télégramme du 22 Mai était un signal d'alarme. Il n'a pas sonné une fois.

°
° °

Le 1er Juin, M. COULONDRE rapporte, que le FÜhrer a consulté les généraux KEITEL, chef de son Etat-Major et Von BRAUCHITSCH, Commandant en chef, sur les chances de victoire allemande, en cas de conflit général. Ils ont répondu, l'un que la victoire était " certaine", l'autre qu'elle était " probable", seulement au cas où la Russie ne serait pas liée à l'Angleterre et à la France. Et l'Ambassadeur d'ajouter, que les informations " situent vers le mois d'août le point culminant de la crise" (20).

Le 13 Juin, M. COULONDRE insiste encore. Puisque des trois solutions au conflit avec la Pologne, deux : accord avec Paris et Londres, accord avec Varsovie, sont désormais écartées, il ne reste plus que la troisième : " partage entre le Reich et la Russie". M. de RIBBENTROP n'a pas encore renoncé à cette idée". L'Ambassadeur constate, que le retour d'Espagne de la Légion KONDOR " aurait normalement dû être l'occasion de diatribes contre le Bolchévisme". Il n'en a rien été. " Le FÜHRER lui-même, n'a pas prononcé le mot de " Bolchévisme" ou de " Communisme". C'est contre les " démocraties", les " faiseurs et profiteurs de guerre", les " artisans de l'encerclement " qu'il a dirigé ses foudres. La réserve, qu'il a observée à l'égard de la Russie, n'est évidemment pas l'effet du hasard. Elle est due à l'influence de M. de RIBBENTROP, qui conserve encore l'espoir de rattraper les Russes, ou du moins de les voir rester à l'écart du bloc, constitué sous l'égide de l'Angleterre et de la France (21).

Le 20 Juin, à l'occasion de ses commentaires sur les deux discours, que le Dr. GOEBBELS vient de prononcer à Dantzig, pour corser la " semaine culturelle", après avoir rappelé, que " Berlin n'a pas perdu l'espoir de voir échouer " les conversations Anglo-Franco-Russes, M. COULONDRE renouvelle son avertissement. Il constate, et il en a eu confirmation de différents côtés, que les éléments radicaux du régime paraissent, pour l'instant, avoir accru leur

influence sur l'esprit du Chancelier. Le retard des conversations de Moscou, l'incident de Tien-Tsin, qui place l'Angleterre devant un redoutable dilemme, peut-être aussi certaines déclarations faites à Londres et qu'ils ont interprétées comme un signe d'hésitation, les encouragent et augmentent leur présomption. Sous leur action, la politique allemande demeure à l'affût de toutes les possibilités et lance des coups de sonde, dans toutes les directions, jusque en Arabie et auprès du Roi IBN-SEOUD (22)."

Le 4 Juillet, M. GARREAU, Consul Général à Hambourg signale que " des négociations commerciales germano-soviétiques sont actuellement en cours". Il ajoute : " Les milieux économiques de Hambourg généralement très bien renseignés, croient savoir que si un accord n'est pas prochainement conclu entre Londres, Paris et Moscou, le Gouvernement Soviétique serait prêt à signer avec le Reich un pacte de non - agression de cinq ans.... Dans ces mêmes milieux, on estime, que cette coopération aggraverait les risques d'une agression prochaine du Reich contre la Pologne et précipiterait ainsi une conflagration générale" (23).

o
o o

La valeur tragique de ces derniers avertissements peut être exactement appréciée, si ils sont séparés des autres dépêches. Celles-ci créent l'atmosphère générale et dessinent le fond de tableau. Après la lecture des messages, dans lesquels M. COULONDRE note d'abord l'élargissement des revendications allemandes contre le Gouvernement Polonais, en Posnanie et en Silésie, le 22 Juin, (24), puis, les 13 et 25 Juillet, le déroulement (25) d'une pré-mobilisation, qui ~~de-
vre~~ être terminée pour la mi - Août, les documents sur le rapprochement germano-russe prennent alors tout leur relief dramatique.

o
o o

Je n'ai pas trouvé les mêmes dans les recueils britanniques. Les indications données sur l'éventualité d'une collaboration germano-russe sont, à la fois, moins précises et plus tardives.

Le 28 Mai, Sir N. HENDERSON, dans le compte-rendu de la visite, qu'il fit au Marechal GOERING, à Karinhall, après avoir rapporté l'avertissement précis, qu'il donna à l'illustre guerrier sur l'intervention Franco-Britannique dans un conflit Germano-Polonais, signale que son interlocuteur lui fit la déclaration suivante : " Les Polonais n'ont aucune expérience militaire. Les seuls officiers de quelque valeur étaient ceux, qui avaient reçu leur formation dans l'armée allemande. La Pologne n'est pas et n'a jamais été une nation unie. Du moment, que la France et nous-même ne pouvions pas et du moment que la Russie, en raison de son intérêt personnel, ne voudrait pas prêter aux Polonais aucune assistance militaire efficace, ils recevraient une terrible leçon" (26).

C'est là la seule allusion, que contienne le Livre Bleu sur l'éventualité d'une collusion germano-russe, dans les pages consacrées aux mois de Mai et de Juin. Il faut attendre jusqu'au 16 Août, pour rencontrer une indication plus précise. (27) Ce jour-là, Sir N. HENDERSON s'entretient longuement avec le Baron Von Weisacker, sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. Et l'Ambassadeur de noter, en terminant; " Une chose m'a impressionné : à savoir, la sérénité et le calme du Baron Von WEISACKER. Il paraissait très confiant. Il déclarait être convaincu, que non seulement l'assistance prêtée

par les Russes aux Polonais serait entièrement négligeable, mais aussi, qu'au bout du compte, l'U.R.S.S. irait même jusqu'à partager les ~~dépenses~~ les polonaises. Mon insistance sur la certitude inévitable d'une intervention Britannique ne paraissait l'émouvoir."

Avertissement très bref, insinué, sous une forme vague, au cours d'une conversation orageuse, et noté au cours d'un long compte-rendu. Mais surtout, avertissement singulièrement tardif. 16 Août ! La dernière étape du rapprochement russo-allemand était déjà commencée !

III.

Elle l'avait été, le jour où les gouvernements Britannique et Français, au cours des mois de Mai et de Juin et de la première quinzaine de Juillet, ayant tenté l'impossible, pour réaliser l'accord politique avec les Soviets et consenti de multiples concessions à l'insatiable MOLOTOV, furent saisis, par lui, le 20 Juillet, d'un projet nouveau : suspendre provisoirement la négociation politique et engager immédiatement les conversations militaires. La proposition est acceptée, le 27 Juillet. Les missions alliées débarquent à Moscou, le 11 Août, au matin. Le 21 est signée à Berlin la convention commerciale Germano-Russe. Le 22 est paraphé à Berlin le pacte à deux. Le 23, M. Von RIBBENTROP retrouve à Moscou les missions Franco-Britanniques.

°
° °

Sur ces journées dramatiques, les Livres Jaune, Bleu, et Blanc, n'apportent guère de lumières nouvelles.

Le 1er Août, M. de SAINT-HARDOUIN, Chargé d'Affaires, signale, que jamais le Führer n'a davantage marqué sa confiance à M. Von RIBBENTROP, qui reste " un des partisans les plus décidés de la solution radicale". M. Adolf HITLER a tenu, le 28 Juillet à lui rendre " une visite inopinée", à la Wilhelmstrasse. Le Führer tint ensuite à " effectuer en compagnie du Ministre " une nouvelle inspection des fortifications occidentales" (28). La constatation de cette intimité a la valeur d'un avertissement.

Le 12 Août, M. de SAINT-HARDOUIN, après avoir annoncé, que les préparatifs de guerre se multiplient et que le Congrès de Nuremberg reste fixé au 2 Septembre, constate, qu' " on escompte une capitulation sans guerre des Démocraties Occidentales, impressionnées par le déploiement de puissance militaire et par l'assurance, dont le Reich a fait preuve ces jours-ci " (29). J'entends bien, que M.M. Georges BONNET et COULONDRE, Lord HALIFAX et Sir N. HENDERSON ont tout fait pour détruire cette illusion. Mais les faits antérieurs ont plus de poids sur le gouvernement hitlérien, que des paroles récentes. L'acte l'emporte sur les mots. " Pourquoi l'Angleterre interviendrait-elle pour Dantzig, après avoir laissé le Reich s'emparer de l'Autriche, des Sudètes, des régions tchèques et de Mémel ? " (30) Aussi convenait-il de ne rien faire, qui pût affaiblir encore l'autorité fragile d'une déclaration orale. Le constat de cette certitude allemande avait la valeur d'un dernier avertissement.

°
° °

Mais rien ne pouvait plus désormais arrêter le cours des choses : il était fixé dans la pensée de STALINE, plus encore que dans celle de HITLER. Et lorsque les Ambassadeurs apprirent, que, malgré les concessions tardivement et inutilement arrachées par les Alliés à la Pologne, les pactes Germano-Russe, commercial et politique, étaient signés, à Berlin, le 21 et 28 Août, les représentants de la France et de l'Angleterre n'eurent aucune illusion, ni sur la portée de ce t accord, ni sur les conséquences de cette collusion.

M. COULONDRE télégraphie, à la date du 24 : " On considère " ici le pacte Germano-Soviétique comme devant avoir pour première " conséquence le partage de la Pologne. D'après un propos attribué " au Secrétaire d'Etat LAMMERS; Berlin et Moscou auraient décidé " d'établir, sur la Vistule, leur frontière commune. La Russie rece- " vrait un port franc à Dantzig.... La Lithuanie jouerait le rôle " d'Etat tampon et recevrait Wilna. Les provinces de Bohême et de " Moravie se verraient attribuer une certaine indépendance et servi- " raient, pour ainsi dire, de pont entre le Slavisme et le Germanis- " me. Le Reich et la Russie Soviétique réviseraient également, d'un " commun accord, les frontières des Etats Baltes et de la Roumanie." (31) Il ne s'est jamais agi, dans les pensées de STALINE et de MOLO- TOV, d'un pacte d'assistance éventuelle, mais d'un plan de dépèce- ment territorial? Il était esquissé dans les clauses secrètes? Mais, qui dit dépècement d'une terre vivante, dit opération de chirurgie militaire.

Dès le 21 Août, notre attaché militaire considère, que " les " forces allemandes auront, dans deux ou trois jours, achevé leur " concentration". (32) Et, le 22, " dans les services d'Etat-Major, " on considère comme très certaine une action prochaine contre la " Pologne. " (33).

La signature du Pacte avait la valeur d'une déclaration de guerre.

Tel est aussi le sentiment de Sir N. HENDERSON.

Certes, l'Ambassadeur fut surpris par l'accord à deux : " Le " Secret qui, du côté allemand n'avait été connu que de quelques " personnes, avait été bien gardé. On s'était bien rendu compte, que " des contre-négociations allemandes s'étaient poursuivies au cours " de l'été, mais l'on espérait qu'elles avaient été abandonnées.(sic) " après l'arrivée à Moscou des missions militaires Française et Bri- " tannique." (34) Et chacun sait, que cette surprise, partagée à Londres, fut exprimée, le 24, devant les Communes, par M. Neville Chamberlain et devant les Lords, par Lord Halifax, (35) dans des termes à peu près semblables : " Je ne chercherai point à cacher à la " Chambre, que cette nouvelle fut pour le Gouvernement une surprise " d'un caractère très désagréable. Depuis quelque temps, des bruits " avaient couru sur un changement imminent dans les relations entre " l'Allemagne et la Russie des Soviets. Mais le Gouvernement Sovié- " tique n'en avait soufflé mot, ni à nous, ni au gouvernement Fran- " çais. La Chambre peut se souvenir, que le 31 Juillet, je lui avais

fait observer, que nous nous étions engagés dans une voie presque dans précédents. J'indiquerai, que nous avions témoigné de beau coup de confiance et d'un grand désir d'amener les négociations avec les Soviets à une heureuse conclusion, quand nous décidâmes d'envoyer nos soldats, nos marins, nos aviateurs en Russie, pour discuter ensemble des plans militaires, avant que nous ayons reçu la moindre assurance, qu'il soit possible, d'arriver à un accord, sur les questions politiques. Néanmoins, Monsieur le Président, ébranlés, par la remarque du Secrétaire Russe des Affaires Etrangères, que si nous pouvions arriver à une heureuse conclusion de nos discussions militaires, l'accord politique ne se heurterait pas à des difficultés insurmontables. nous envoyâmes la mission "

Aveux d'une belle sincérité morale, mais d'unemoindre habileté diplomatique. Certes, le Très Hon. M. Neville CHAMBERLAIN et Lord HALIFAX clouaient au pilori, pour manquement à l'honneur, M.M. MOLOTOV et STALINE. Mais, d'une part, ils étaient déjà marqués d'infamie pour des crimes plus graves. Et, d'autre part, l'aveu ingénu de cet étonnement profond risquait d'atténuer l'effet des confirmations, immédiatement renouvelées à Berlin, sur la fidélité Anglo-Française à la parole donnée et de renforcer la croyance des Gouvernants Hitlériens en une nouvelle abstention des démocraties occidentales.

En fait, les deux discours sont du 24 Août. Et l'ordre d'attaquer avait été donné pour le 26.

" J'ai quelques raisons de croire, écrit Sir N. HENDERSON (36), que l'ordre à l'armée allemande de franchir les frontières de Pologne avait été effectivement donné pour la nuit du 25 au 26 Août. Dans le cas contraire, il serait difficile de trouver une justification aux différents ordres et prescriptions qui entrèrent en vigueur, le 26 et le 27 Août. Dans l'après-midi du 25, toutes les communications téléphoniques entre Berlin, Londres et Paris ont été inopinément suspendues, pendant plusieurs heures. Les fêtes de Tannenberg ont été décommandées le 26, le Congrès du Parti, à Nuremberg, le 27. Tous les attachés navals, militaires et de l'air à Berlin se virent refuser la permission de quitter la ville, sans y avoir été auparavant autorisés par le Ministère de la Guerre. Tous les aéroports allemands se trouvèrent fermés à cette date, et l'ensemble du territoire de l'Allemagne devint zone interdite, pour tout aéronef, à l'exception de lignes civiles régulières. Tous les services aériens allemands furent de même suspendus. Bien plus, à dater du 27, un système de rationnement de denrées alimentaires et autres marchandises fut introduit en Allemagne..... La guerre aurait dû, en fait, commencer le 26 Août."

La signature du Pacte Germano- Russe, comme l'avait voulu Staline, depuis des années, déclenchait automatiquement l'invasion de la Pologne et la guerre en Occident.

IV.

Messieurs,

Les documents relatifs aux relations Russo-Allemandes que contiennent les trois recueils Jaune, Bleu et Blanc, confirment les conclusions, que j'avais sommairement esquissées, dans mon rapport du 1er Décembre dernier.

I. Adolf HITLER eut certainement ajourné son agression, si le Pacte à Trois, et, en fait, à cinq, avait été signé. Mais du jour,

où, en Mars 1939, le Führer, grisé par l'écrasement de la Tchécoslovaquie, incapable de renoncer à des remaniements orientaux, renonçait à la politique de collaboration Germano-Polonaise et appliquait la méthode expérimentée à Prague, le terrain était prêt pour une collusion Germano-Russé et la route désormais fermée à l'accord tripartite.

II. Prolonger des négociations Anglo-Franco-Russes avait des avantages. Angleterre et France affirmaient ainsi leur volonté d'organiser la sécurité et d'assurer la paix en Europe. Elles ne prenaient pas la responsabilité de rompre avec les Soviets et de les réconcilier avec Berlin. Elles donnaient à STALINE l'occasion de donner la mesure de sa loyauté politique et de révéler les secrets de ses ambitions conquérantes. Elles gagnaient du temps, pour manoeuvrer diplomatiquement et pour armer militairement. Mais, prolonger les négociations, condamnées depuis mars et, en tout cas, depuis mai à un échec certain, les documents du Livre Jaune et les avertissements de l'Ambassadeur COULONDRE l'établissent sans conteste possible, n'était pas sans risques : affaiblir le prestige de Londres et de Paris par un nouvel échec ; prêter le flanc à la propagande des trois régimes totalitaires ; entretenir à Berlin la croyance à un nouveau repli des démocraties occidentales. Aussi convenait-il d'éviter tout communiqué et tout commentaire ; de négocier dans un silence complet et un secret absolu, et, a fortiori, de ne point annoncer, à intervalles réguliers, un accord imminent.

III. Si l'offre anormale et suspecte, contraire à la logique, au bon sens et aux précédents diplomatiques, d'une négociation militaire avant tout accord politique, était acceptée par Paris et par Londres, les précautions prises devaient être plus grandes encore. Les circonstances, l'atmosphère, la date : tout l'exigeait. Des explications devaient être demandées, sur les bruits d'une négociation parallèle avec Berlin. Le choix de Moscou, pour lieu de rencontre, était contre-indiqué. L'envoi d'une mission nombreuse l'était aussi. Une conversation entre attachés militaires suffisait. Le secret devait être gardé et imposé. Sinon, les risques de la négociation l'emportaient sur les avantages. Elle préparait la guerre, au lieu de maintenir la paix.

o
o o

Comment, d'autre part, ne pas trouver dans les Documents Français et Britannique, officiellement recueillis et publiés, la confirmation des trois observations techniques, que j'avais le devoir de présenter ?

Si la communication aux différents postes des dépêches importantes, reçues ou expédiées par le Quai d'Orsay avait été plus méthodiquement et plus largement organisée, si, notamment, les dépêches de M. COULONDRE des 16 et 18 Mars, 7 et 22 Mai, 1er et 20 Juin, et celle de M. GARREAU du 4 Juillet, avaient été intégralement et immédiatement communiquées aux Ambassadeurs de France à Moscou, à Varsovie, Londres, Bucarest, les décisions ultérieures, prises par les diplomaties anglaise et française, eussent-elles été exactement les mêmes ?

Peut-on trouver normal, que les renseignements recueillis à Berlin par M. COULONDRE sur l'existence de négociations et l'évolution des rapports germano-russes, notamment les 7, 22 Mai, 1er et 20 Juin, n'aient pas été communiqués directement et immédiatement au

Cabinet Britannique, associé, sur le même plan et au même degré, que le Cabinet Français, dans les conversations à trois engagées avec l' U.R.S.S. pour l'établissement d'un pacte tripartite ? Evidemment, ces communications auraient accru la méfiance du Foreign Office vis à vis de Moscou et renforcé sa résistance aux demandes de W. MOLOTOV. Mais, d'autre part, elles eussent accru la confiance de la diplomatie britannique dans l'activité loyale du Quai d'Orsay et renforcé le zèle des divers services d'Outre-Manche.

Si le COMITE DE COORDINATION DES INFORMATIONS SECRETES qui a été créé par décret, le 15 février, avait préexisté, si, sur le vu de tous ces renseignements, il avait mobilisé tous les moyens dont disposaient dans les deux communautés impériales, les services intéressés, militaires, diplomatiques et policiers, les enquêtes n'auraient-elles pas, en temps utile, obtenu la confirmation nécessaire ?

Il est, en effet, aujourd'hui établi par des perquisitions que dans plusieurs pays, liés aux Empires Britannique et Français, notamment en Egypte (37), des instructions avaient été envoyées, dès Mai 1939, aux agents secrets. Berlin les informait que l'accord était réalisé avec Moscou, que la Pologne ne tarderait pas à être dépecée et que la Russie participerait à la guerre. En conséquence, des instructions étaient données, quant aux renseignements à recueillir, aux destructions à opérer et aux mouvements à déclencher.

Si, au lieu de promesses unilatérales d'assistance éventuelle, sans obligations réciproques ni garanties effectives, avaient été dressés des traités, dans l'ancienne manière, prévoyant des prises de contact et l'égalité des charges, les événements auraient-ils exactement suivi le même cours ?

Aurions-nous vu des "garantis" livrer à l'agresseur des "garants" ces minerais, qui sont des armes, au cours d'une guerre, où le sort des "garantis" eux-mêmes est en jeu ? Aurions-nous vu un Etat "garanti" ouvrir, par son plan de mobilisation et de fortification un large passage à l'agresseur du "garant", voire même refuser de lui communiquer un document capital saisi sur un aviateur interné ?

Il suffit que ces questions laissent dans la pensée, l'angoisse d'une incertitude, pour mesurer le poids des responsabilités.

N O T E S

1. N° 33, pages 38-40
2. Résumé dans la dépêche circulaire N° 32, p. 37-39 , - 3
3. " N° 39 p. 48
4. N° 46 p. 53
5. N° 56 p. 70
6. A l'entrevue de Berchtesgaden du 5 Janvier, N° 124 p. 134
7. le 30 Avril 1939, N° 114 p. 119
8. N° 124 p. 134
9. N° 86 p. 99
10. N° 43 p. 60
11. N° 86 p. 99
12. N° 91 p. 102 et 103
13. N° 73 p. 77-82
14. N° 77 p. 84 et 85
15. N° 80 p. 87-92
16. N° 105 p. 113
17. N° 34 p. 41
18. N° 123 p. 127 - 131
19. N° 127 p. 143-144
20. N° 132 p. 150
21. N° 135 p. 154
22. N° 139 p. 158
23. N° 155 p. 174
24. N° 143 p. 161
25. N° 164 p. 185 N° 171 p. 195
26. Je traduis le texte anglais N° 12, p.20
27. N° 48 p. 91
28. N° 176, p. 205
29. N° 190 p. 220
30. N° 204 p. 239
31. N° 232 p. 254
32. N° 209 p. 243
33. N° 213 p. 245
34. LIVRE BLANC, rapport définitif de Sir N. HENDERSON, p.9
35. BLUE BOOK, C.N.D. 6.106 p. 108 et 114
36. LIVRE BLANC, p. 11
37. Dans le SUNDAY EXPRESS du 4 Février, un représentant de ce journal rend compte de la conversation, qu'il a eue la semaine précédente à Londres, avec un des dirigeants du Parti de Wafd, Mahmoud Abul Fath, propriétaire d'une des principales feuilles égyptiennes et membre du Parlement égyptien, au sujet des intrigues de l'Allemagne dans le Proche-Orient.

Dès avant la guerre, des plans avaient été dressés avec soin et des agents étaient à l'oeuvre en Egypte, où ils se proposaient d'exploiter le désir de complète indépendance comptant que, pour la conquérir, les Musulmans se laisseraient aisément prendre aux promesses d'assistance nazie.

L'été dernier, un officier de l'Etat-major allemand fit en Egypte une visite, dénuée, disait-on, de tout caractère officiel, il y passait simplement ses vacances. On a fait semblant de le croire. A peine était-il parti, que le Dr. GOEBBELS éprouvait, lui aussi, le besoin d'aller passer des vacances en Egypte. On fit également semblant de le croire et l'on manifesta la plus vive satisfaction de ce besoin général qu'éprouvaient les Allemands de villégiaturer en Egypte.

Ses vacances terminées, le Dr. GOEBBELS retourna en Allemagne. Le flot de la propagande commença aussitôt à déferler sur l'Egypte.

Au cours des quelques semaines, qui se passèrent entre le départ du Dr. GOEBBELS et l'ouverture des hostilités, des dossiers furent ouverts au sujet de tous les Allemands qui résidaient dans le pays; et l'on constata, que l'Allemagne se proposait de faire de l'Egypte la base de toute son activité dans le Proche-Orient. Pendant les premiers jours de Septembre, tous ces Allemands furent internés et l'on perquisitionna chez eux. Deux espions se trouvaient au nombre des réfugiés. Un homme qui s'était posé en adversaire véhément du nazisme était en possession d'un code secret. Un juge allemand des Tribunaux mixtes apparut comme l'un des meneurs. Des documents découverts chez lui firent la preuve, bien avant la conclusion du pacte germano-russe, l'entente était complète entre l'Allemagne et les Soviets.

Documents écrasants, dont on peut seulement regretter qu'ils n'aient pas été découverts plus tôt. Datés de Berlin, en Mai 1939, ils étaient marqués "des plus secrets".

A chaque Allemand qui vivait en Egypte, ils fixaient sa tâche particulière; et ils révélaient le fait qu'il y avait déjà alliance entre la Russie et l'Allemagne et accord sur l'invasion de la Pologne. Cette invasion se déroula exactement de la même manière qui y était indiquée. Aussitôt, les Allemands parvenus sur une ligne convenue, il était prévu que la Russie entrerait dans la danse et occuperait le reste du pays, qui serait finalement entre les deux.

Mai 1939 : telle est la date de ces documents. L'invasion se produisit en Août.

Chez d'autres inculpés, la police trouva les plans de fortifications, de routes, de voies ferrées, de centrales électriques, de réservoirs d'approvisionnement. L'ordre secret était donné de provoquer des soulèvements parmi les Arabes, avec des instructions spéciales sur la manière de traiter les Musulmans.

Maintenant, c'en est fait de l'influence allemande en Egypte, conclut Mahmoud Abul Fath, qui est venu chez nous étudier l'effort de guerre des Alliés. Pour la première fois, la Grande-Bretagne a derrière elle le monde musulman tout entier, dans sa lutte pour la liberté. Les Musulmans voient dans le nazisme une doctrine destructrice de toute liberté et de toute indépendance.

(Bulletin Quotidien de la Société d' Etudes et
d' Informations Economiques, 7 Février 1940, D.3
et 4.)

TABLE des MATIERES

Quelles sont les informations qu'apportent les trois recueils sur les origines récentes, les premiers contacts et la dernière étape de la collaboration HITLER - STALINE

Page I

I.- LES ORIGINES DE LA COLLABORATION GERMANO-RUSSE.

La méthode allemande de la politique à tirrirs..... I

I/. LA POLITIQUE de COLLABORATION POLONAISE et d' ACTION ANTI-RUSSE.

Le plan allemand et la conquête de l' Ukraine.....
 Dépêche du 15 Décembre 1938..... I
 Commencement de réalisation..... 2

2/. LE REFUS POLONAIS (26 Mars)..... 3

Le changement d'atmosphère à Berlin - Les deux avertissements de M. COULONDRE 16 et 18 Mars 4

II. -LES PREMIERS CONTACTS

La seconde politique d'action anti-polonaise et de collaboration germano-russe. Une suggestion bulgare 4
 1. La dépêche du 6 Mai 1939 4
 2. La dépêche du 22 Mai 1939 5
 3. La dépêche du 1er Juin et du 20 Juin 6
 4. La dépêche du 4 Juillet 1939..... 7
 5. Deux citations anglaises 7

III. LA DERNIERE ETAPE

1. Les dépêches des 1 et 12 Août 1939..... 8
 2. L'interprétation française du pacte germano-russe 9
 3. L'interprétation britannique 9 et 10

IV. CONCLUSIONS

Ces documents confirment les observations antérieures d'ordre historique II
 d'ordre technique 12

NOTES 13 et 14

SÉNAT

SECRET

N°

Commission
des
Affaires Etrangères

RAPPORT
sur

LA SITUATION dans les BALKANS

après la
Conférence de

BELGRADE (2-3-4 février 1940)

par

M. Aimé BERTHOD

Sénateur

15 MARS 1940

124

LA SITUATION DANS LES BALKANS - 15 MARS 1940

Je dois d'abord à la Commission des excuses. Je devais lui présenter, il y a trois semaines, un rapport sur la Conférence de l'Entente Balkanique qui s'est tenue à Belgrade les 2, 3 et 4 Février. Ma santé ne me l'a pas permis. Déjà la Conférence de Belgrade est un événement lointain. Et, dans un milieu extrêmement mobile, un certain nombre de faits sont advenus qui ont modifié la situation telle que je vous l'aurais alors présentée : crise ministérielle à Sofia, sur la signification exacte de laquelle la discussion reste ouverte; évolution de la politique italienne; paix russo-finlandaise surtout, qui ne manquera d'avoir dans les Balkans des répercussions profondes.

LA CONFERENCE DE BELGRADE

Mon point de départ restera cependant la Conférence de Belgrade. Elle fut pour chacun des Etats des Balkans l'occasion de marquer sa position vis à vis de ses voisins; elle peut permettre aussi de préciser leur attitude vis à vis des grandes puissances, et, du même coup, l'attitude de celles-ci à leur égard. Au surplus, les quelques semaines qui viennent de s'écouler permettront de mieux voir ce qu'il peut y avoir de solide dans les intentions qui s'y sont affirmées.

On connaît le communiqué en sept articles, publié par le Conseil permanent de l'Entente à la fin de ses travaux. Je n'en noterai que quelques points.

Les quatre Etats affirmaient (paragraphe 2) "leur ferme volonté de poursuivre leur politique résolument pacifique, en maintenant respectivement leur position par rapport au conflit actuel afin de préserver des épreuves de la guerre cette partie de l'Europe."

Le mot de neutralité n'est pas prononcé. C'est que la position de chacun des quatre Etats en face de la guerre n'est pas la même. La Yougoslavie est neutre, et en liaison étroite avec l'Italie. La Turquie, unie à la France et à la Grande-Bretagne par le Traité du 17 Octobre 1939, est "non belligérante". La Roumanie et la Grèce sont neutres, mais bénéficient de la garantie unilatérale de la France et de l'Angleterre. On a pu se demander de divers côtés et notamment à Berlin, où l'on verrait sans plaisir se resserrer l'union balkanique, si le renouvellement de l'Entente ne serait pas compromis par ces différences de situation et en particulier par les engagements pris par la Turquie à l'égard des alliés. Il n'en fut rien. Et l'on a pu noter au contraire le rôle prédominant de M. SARADJOGLOU, qui multiplia, non sans succès, ses efforts, pour rendre plus étroits les rapports des quatre Etats. L'Entente fut renouvelée pour une nouvelle période de sept ans.

Mais il importe de noter qu'elle n'a pris à aucun degré le caractère d'une alliance militaire et qu'on ne contracta à Belgrade aucun engagement précis d'assistance mutuelle.

C'est une éventualité qu'on envisagerait avec une extrême défiance à Rome. "On en avait très peur", écrit M. François-Poncet et l'on aurait "considéré la transformation de l'Entente en pacte militaire comme un acte d'hostilité". L'Italie, puissance

balkanique elle-même, depuis la conquête de l' Albanie, entend se réserver dans la Péninsule un rôle de direction et des possibilités d'arbitrage qu'une union trop étroite ne faciliterait pas. Elle veut y maintenir la paix. Elle a fait et continue à faire les plus sincères efforts pour apaiser les querelles qui la mettent en péril et en particulier pour rapprocher la Hongrie et la Roumanie. Mais elle est résolument hostile à la constitution d'un bloc balkanique qui risquerait de se poser à côté d'elle comme une puissance indépendante, assez forte pour se défendre elle-même et pour se libérer de toute hégémonie extérieure.

Les quatre Etats ont cependant déclaré (paragraphe 3) " leur " volonté de veiller en commun à la sauvegarde des droits de " chacun d'eux à l'indépendance et au territoire national". La formule permet de supposer que si l'un était attaqué, les autres ne resteraient pas indifférents. Mais, en fait, la Yougoslavie, par suite de sa situation géographique, telle qu'elle résulte de l'annexion de l' Autriche par l' Allemagne et de l' Albanie par l' Italie, et par l'effet de ses difficultés intérieures qui sont multiples et qui, malgré le récent accord serbo-croate, restent sérieuses, ne pourrait apporter un concours militaire efficace qu'avec l'agrément de l' Italie; la Roumanie, la plus directement menacée, aurait assez de mal à se défendre elle-même; la Turquie aux termes du Traité du 17 Octobre, viendrait à son secours aux côtés des puissances garantes, au moins dans le cas d'une agression allemande; et la Grèce, étroitement unie à la Turquie, et d'ailleurs protégée par les flottes alliées, se rangerait peut-être dans le même camp, malgré son rapprochement avec l' Italie et le souci qu'elle manifeste à toute occasion de tenir la balance égale entre tous les belligérants. Cet équilibre assez instable de forces et de sympathie est indépendant de la Conférence de Belgrade, qui n'y a rien ajouté d'essentiel.

Mentionnerons-nous encore le paragraphe 5 du communiqué final, qui affirme " la nécessité de perfectionner les liens économiques et les communications entre les Etats balkaniques, en " organisant tout spécialement les échanges commerciaux à l'intérieur de l' Entente". L'intention est excellente. Malheureusement les productions des quatre Etats sont beaucoup plus similaires que complémentaires. Si l'on fait abstraction des minerais serbes et du pétrole roumain - dont nous ne pensons pas à nier l'importance - ce sont essentiellement des Etats agricoles. Ils appartiennent, comme dit DELAISI, à l' Europe du cheval de trait; l' Allemagne, qui représente massivement, à leurs portes, l' Europe du cheval-vapeur, s'attache méthodiquement à se les subordonner. Il ne suffit pas qu'ils multiplient entre eux les échanges pour qu'ils réussissent à se soustraire à cette emprise.

En réalité, et quoi qu'on en ait dit, l'intérêt de la Conférence de Belgrade n'est pas là. Il semble même que les discussions économiques y aient tenu peu de place. Mais on aurait de son importance une idée inexacte si l'on ne mettait en lumière l'effort qui y fut fait pour agréger à l' Entente ou tout au moins, pour rapprocher d'elle les deux puissances sans lesquelles l'union de la Péninsule restera incomplète et fragile : la Bulgarie et la Hongrie. Ce fut peut-être son principal objet.

LA BULGARIE

La Bulgarie d'abord. De même que la Petite-Entente s'était constituée contre la Hongrie, on a dit que l'Entente balkanique s'est proposée comme première tâche de maintenir la Bulgarie dans les limites qui lui avaient été imposées par le Traité de Neuilly. Mais il ne faut pas forcer la comparaison. Ce serait méconnaître les efforts faits dès l'origine par les Membres de l'Entente balkanique pour rallier à eux l'ancien adversaire.

La Yougoslavie y réussit la première. Elle signa avec la Bulgarie, le 24 Janvier 1937, ce "pacte d'amitié perpétuelle" qui marqua un changement radical dans les relations des deux pays. Quand on se rappelle ce que représenta pour eux la question macédonienne, la violence des haines qu'elle souleva, on ne peut manquer de trouver un tel résultat surprenant. On nous dit bien que la plaie n'est pas entièrement cicatrisée. Entre les deux parties de la région si longtemps litigieuse, la frontière, bordée de fortins et de barbelés reste fermée, et si quelqu'un obtient l'exceptionnelle faveur de se rendre de Pétrich à Stroumitza, il doit passer par Tzaribrod. Les journaux bulgares restent interdits en Serbie du Sud. Il y a là une situation dont peuvent chercher à profiter les pêcheurs en eau trouble, l'Italie hier, l'Allemagne aujourd'hui. Il n'en faut pas moins constater que l'ère des complots et des attentats paraît close. Les deux peuples prennent conscience de leur étroite parenté et de la communauté de leur destin.

Une deuxième étape, fort importante, dans la voie du rapprochement de la Bulgarie avec ses voisins, a été marquée par l'accord de Salonique du 31 Juillet 1938 par lequel les quatre Etats de l'Entente lui ont librement reconnu l'égalité des droits en matière d'armement.

L'heure est-elle venue de faire tomber les derniers obstacles ? Tel paraît être l'avis de M. SARADJOGLU, l'actif Ministre des Affaires Etrangères de Turquie. Et la double visite qu'il fit à Sofia avant et après la conférence de Belgrade marque suffisamment ses intentions. Les rapports entre la Bulgarie et la Turquie sont aujourd'hui très satisfaisants. Les deux pays ont renoncé à toute revendication territoriale l'un vis à vis de l'autre. Cela permettrait au Ministre Turc de s'entremettre amicalement à Sofia pour tenter une solution du litige qui continue à séparer la Bulgarie de la Roumanie. La Turquie aurait à cet accord un intérêt capital. Elle s'est engagée vis à vis de l'Angleterre et de la France à défendre la Roumanie si celle-ci était attaquée par l'Allemagne. Mais la tâche serait malaisée si la Bulgarie faisait barrage. Au surplus la participation de la Bulgarie à l'Entente balkanique en renforcerait à ce point la puissance que toute tentative d'agression s'en trouverait probablement découragée. Mais la Bulgarie, si elle affirme son désir de n'avoir que de bons rapports avec ses voisins, n'a jamais cessé de déclarer qu'il ne saurait être question pour elle d'entrer dans un groupement qui paraît avoir pour objet essentiel le maintien du statu quo territorial ; certaines de ses revendications qu'elle tient pour irréductibles, doivent être préalablement satisfaites; la première, la plus importante, la plus immédiate porte sur la Dobrowdja.

M. SARADJOGLU parla donc de la Dobrowdja.

L'atmosphère n'était point défavorable. Au cours des derniers mois, les Ministres des Affaires Etrangères de Roumanie et de

Bulgarie, M. GAFENCO et M. KOSSEIVANOV, avaient multiplié les preuves de leur bonne volonté. M. GAFENCO, conscient des graves périls courus par son pays, avait fait à sa voisine du sud des avances qui répondaient à ses sentiments personnels et qui ne restèrent pas sans écho. Le départ du Ministre de Bulgarie à Bucarest, M. KIROV, nommé à Ankara, avait été l'occasion de paroles exceptionnellement chaleureuses. De son côté, M. KOSSEIVANOV, le 12 Octobre, au moment où l'on pouvait craindre une action de la Russie sur la Bessarabie, tout en déclarant que la Bulgarie " le seul des pays vaincus auquel " aucune révision n'avait été consentie", ne renoncerait pas à récupérer des territoires qui avaient pour elle une importance vitale - et c'était essentiellement la Dobrowdja du sud - déclarait très nettement qu'elle ne chercherait pas à réaliser ses aspirations par la force et ne profiterait pas des embarras de sa voisine pour entrer en guerre avec elle.

Bref, on avait le sentiment, à la fin de la Conférence de Belgrade, que les choses étaient susceptibles de s'arranger. Une transaction était désirée par les deux pays et ne semblait pas irréalisable. On craignait seulement, du côté de l'Entente, qu'une concession acceptée par la Roumanie ouvrit la voie à d'autres revendications plus difficilement admissibles. La Bulgarie n'allait-elle pas réclamer ce débouché sur l'Egée qui lui avait été promis par le Traité de Neuilly ? Or, s'il s'agissait d'autre chose que d'un débouché commercial et si elle prétendait à une cession territoriale, il est certain que cela ne serait accepté ni par la Grèce ni par la Turquie, qui tenaient à garder leur frontière commune. Mais on redoutait davantage encore de voir intervenir la Hongrie que toute concession faite à la Bulgarie provoquerait à présenter ses propres exigences et que déjà ces pourparlers inquiétaient comme une menace d'isolement.

C'est à ce moment qu'éclata inopinément la crise bulgare.

Quel sens fallait-il lui donner ? M. KOSSEIVANOV était au pouvoir depuis quatre ans; il y avait accompli au dedans comme au dehors une oeuvre considérable qu'à l'occasion des élections récentes la presse bulgare avait abondamment et légitimement mise en lumière. Son départ avait-il quelque rapport avec la politique extérieure et mettait-il en péril cette heureuse détente dans les rapports de la Bulgarie avec ses voisins dont il avait été le bon artisan ? Les paroles les plus rassurantes ont été prononcées tant par le nouveau chef de gouvernement et le nouveau Ministre des Affaires Etrangères que par le Roi. La politique de M. KOSSEIVANOV, politique de paix, soucieuse d'entretenir de bons rapports avec les autres Nations de la Péninsule, serait continuée.

La composition même du Ministère n'a par elle-même rien d'inquiétant. Le nouveau Président du Conseil, M. FILOV, est un archéologue réputé que rien ne paraissait destiner à un premier rôle dans la politique. Il a fait ses études dans les Universités allemandes mais a toujours manifesté des dispositions favorables à notre Pays. Le choix du nouveau Ministre des Affaires Etrangères, M. POTOV, qui représentait la Bulgarie à Belgrade, marque l'intention de continuer vis à vis de la Yougoslavie la politique inaugurée par le pacte d'amitié de 1937. Notre Représentant à Belgrade le tient pour un homme loyal, auquel il faut faire confiance, encore qu'il mentionne une conversation qu'il eut avec lui au moment de la Conférence de Belgrade et au cours de laquelle le Ministre bulgare se serait montré très réservé sur les démarches de M. SARADJOGLOU, à Sofia. Enfin, il n'est pas sans intérêt de remarquer, au moment où le Reich fait un

gros effort pour se servir de la Bulgarie pour le transport du pétrole russe par la Mer Noire et le Danube, que le nouveau Ministre des Chemins de Fer, M. GORANOV, est avocat conseil de la Légation d'Allemagne.

Quoi qu'il en soit, l'opinion la plus répandue est que la crise est due à des motifs de politique intérieure : démêlés avec le Ministre de l'Agriculture, M. BAGRIANOV, une certaine répugnance de M. KOSSEIVANOV à collaborer avec le Parlement, peut-être la volonté un peu ombrageuse du Souverain de sauvegarder son autorité vis à vis d'un fonctionnaire dont la réputation grandissait au dehors et dont la presse internationale, dit joliment M. RISTELHUEBER, " commençait à orthographier le nom correctement ". Il paraît cependant malaisé d'admettre que la politique étrangère n'eut absolument aucune part à l'évènement. M. BRUGERE, dont nous avons dit les sentiments favorables à M. POPES, considère son arrivée au Pouvoir " comme un freinage plutôt que comme une accélération ". " Berlin et Moscou, ajoute-t'il, n'y auront certainement pas été étrangers ". C'est aussi l'opinion, d'après M. THIERRY, des cercles dirigeants de Bucarest. Le Président du Conseil croit à l'intervention de Moscou, M. GAFENCO à celle de Berlin. Mais l'une n'exclut pas l'autre. La partie qui se joue là-bas est donc extrêmement serrée. Nous ne devons pas ignorer que l'influence de la Russie est aujourd'hui prédominante à Sofia. Elle est surtout d'ordre moral et sentimental, fondée sur la communauté de la race et sur les grands souvenirs de la lutte pour l'indépendance. Une convention aérienne, mettant Sofia en relation directe avec Moscou, et un traité de commerce ont été signés récemment. De son côté, l'Allemagne accapare la plus grande partie du commerce extérieur et consolide chaque jour son emprise économique. Mais elle n'est pas aimée; et nous avons là-bas des sympathies que nous aurions grand tort d'ignorer ou de négliger. Il n'est pas certain que les courageux efforts de M. SARADJOGLU resteront vains. Lui-même ne se décourage pas. Aux dernières nouvelles, il s'entretenait à Ankara avec les Représentants de la Turquie à Sofia et à Bucarest. D'autre part, M. MILITSA CONSTANTINESCO, Ministre des Finances de Roumanie et Président de la Banque Nationale, vient de faire à Sofia une visite dont on a tenu, dans les deux capitales, à souligner l'importance. Les choses en sont là.

LA HONGRIE

Du côté de la Hongrie, la situation est plus difficile.

On peut sans doute noter, depuis le mois de septembre, une évolution considérable de l'opinion hongroise; et l'Italie de son côté a fait de sérieux efforts pour rapprocher la Hongrie de ses voisins, de la Yougoslavie, ce qui est chose faite, et de la Roumanie, ce qui s'avère plus malaisé. Mais on est encore loin du but.

La Hongrie, qui fut, plus encore que la Bulgarie, la grande victime de la dernière paix, a réussi à récupérer, depuis septembre 1938, à la faveur des bouleversements qui se sont produits en Europe centrale, une partie importante des territoires qui lui avaient été ravis. Après Munich, l'arbitrage de Vienne lui rendit toute la partie de la Tchécoslovaquie qui était habitée en majorité par des Magyars, après l'entrée des nazis à Prague, elle y joignit, avec le consentement tardif de l'Allemagne, l'Ukraine subcarpathique, qui

lui donnait cette frontière commune avec la Pologne à laquelle les deux Puissances amies attachaient tant d'importance. Rapidement les terres perdues se rassemblaient autour de la couronne de Saint-Etienne. L'étape prochaine semblait devoir être du côté de la Transylvanie où attendaient 1.800.000 Magyars.

Mais les choses se passèrent autrement qu'il était prévu.

En septembre 1939, la Pologne s'écroulait, et, sur la frontière commune, si ardemment désirée, c'étaient les troupes des Soviets qui désormais montaient la garde.

Le péril était grand, en Ukraine Subcarpathique d'abord, où la propagande bolchevique allait trouver un terrain exceptionnellement favorable, au milieu d'une population misérable, inculte, de race et de langue russe; puis dans toutes les campagnes hongroises, parmi ces travailleurs des grands domaines féodaux, qui, malgré la réforme agraire timidement commencée en 1920 et tardivement reprise en 1936 et en 1939, constituent encore une partie si importante de la Terre hongroise. Allait-on revoir les temps maudits de Bela Kun ?

Contre ce danger imminent, l'Allemagne ne pouvait plus être un rempart. N'était-elle pas depuis le 23 août, l'alliée des Soviets? Au reste, elle était elle-même un péril. Contre la propagande nazi, le gouvernement du Comte TELEKI, éclairé par l'exemple de l'Autriche, n'hésitait pas à prendre des mesures rigoureuses, interdisant les journaux, emprisonnant les chefs. On pouvait d'ailleurs constater qu'au point de vue social, même avant la signature du pacte germano-russe, la propagande nazi dans les campagnes, réserve faite de son antisémitisme, ne différait pas essentiellement de la propagande bolchevique.

On se tourna vers l'Italie.

C'était depuis le temps déjà lointain des accords de Rome la plus fidèle des amies. A toute occasion, elle avait approuvé et soutenu les revendications hongroises. Contre l'extension du péril bolchevique aux rives du Danube, elle prit immédiatement position avec éclat. Vis à vis de l'Allemagne, à qui elle avait abandonné en 1938 l'influence prépondérante qu'elle entendait jusqu'alors exercer en Autriche, il n'était pas exclu, quelle que soit sa fidélité au pacte d'acier, qu'elle considérerait plus que jamais l'indépendance de la Hongrie comme une couverture nécessaire sur la route de Trieste et de l'Adriatique.

Ainsi la politique commune de l'Italie et de la Hongrie continuait, avec la même intimité et la même confiance. Mais les événements des deux dernières années devaient en modifier sensiblement la direction.

Au temps des accords de Rome, son centre de gravité était sur le moyen Danube; l'adversaire déclaré était surtout à Prague, où le Président BENES était particulièrement visé, comme étant l'animateur de la Petite-Entente, gardienne d'un statu quo qu'on se proposait de démolir. Après l'absorption de l'Autriche et la domination de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne, avec l'arrivée des Russes sur les Carpathes, on était conduit à chercher plus au sud et plus à l'est, de Belgrade à Budapest, les points d'appui nécessaires pour la défense et pour l'action. Déjà la conquête de l'Albanie, faisant suite à l'entrée des Nazis à Prague, avait marqué par une réaction immédiate et brutale, cette direction nouvelle de

la politique italienne. Désormais la Hongrie devenait pour ses amis de Rome un des éléments essentiels de cette organisation de la région balkano-danubienne, que l'Italie considérait comme l'un de ses intérêts vitaux.

Mais cela supposait que des rapports nouveaux, faits d'amitié et de confiance, pouvaient s'établir entre la Hongrie et ses deux anciennes ennemies, la Yougoslavie et la Roumanie.

L'Italie s'y employa.

Avec la Yougoslavie les choses s'arrangèrent aisément. Les rapports de la Yougoslavie et de la Hongrie sont aujourd'hui des plus cordiaux. Le Comte CZAKI a pu déclarer le 17 Novembre 1939, à la Chambre hongroise, aux applaudissements unanimes des Députés, " qu'une Yougoslavie forte constituait un intérêt hongrois ". En dépit des quelque cinq cent mille Magyars que renferme l'Etat yougoslave, on ne demande pas de modification de frontière. On prévoit la conclusion d'une convention sur le statut des minorités et un pacte de non-agression. Peut-être aurait-on pensé à une combinaison tripartite analogue à celle des accords de Rome, où la Yougoslavie aurait pris la place de l'Autriche. Mais fort sagement la Yougoslavie a fait préciser que l'accord ne serait signé qu'après la conclusion d'un accord semblable avec la Roumanie. Et il ne paraît pas que l'Italie ait déconseillé cette tactique. Tout au contraire, elle s'est très activement employée à rapprocher la Hongrie et la Roumanie.

Ce n'est pas chose facile.

Il y a en Transylvanie, disions-nous, près de deux millions de Magyars; et il ne paraît pas que la Hongrie soit disposée à se contenter ici d'une convention sur le statut des minorités, que la Roumanie lui concéderait volontiers, que M. GAFENCO lui a déjà offerte. Ses revendications sont d'ordre territorial. Or sous cet aspect le problème est proprement insoluble, à moins qu'on ne veuille procéder à l'un de ces transferts de population dont l'Allemagne vient de donner d'impressionnants exemples, ou faire subir aux Roumains une injustice au moins égale à celle dont se plaignent aujourd'hui les Hongrois. Les noyaux magyars les plus denses se trouvent en effet au voisinage des anciennes frontières de 1912, fort loin des frontières actuelles. Aux abords de celles-ci, les rares populations de la steppe sont constituées par des colonies roumaines. D'une façon générale, les campagnes sont roumaines, tandis que les villes, malgré l'afflux des fonctionnaires roumains, sont, soit hongroises (Cluj), soit allemandes (Timisora, Arad), soit à majorité juive (Oradea-More).

L'Italie n'a pu obtenir un apaisement provisoire qu'en dédiant la Hongrie à ajourner ses revendications à la conclusion de la paix. Telle fut, comme on sait, la décision prise à Venise le 6 - 7 janvier, au cours des entretiens entre le Comte CIANO et le Comte CZAKI. Le gouvernement hongrois, à la veille de la Conférence de Belgrade, s'attendait à ce qu'il y fut fait état de ces bonnes dispositions. La phrase du communiqué final où les quatre Etats affirment leur volonté de veiller en commun à la sauvegarde du " territoire national " causa à Budapest une amère déception et provoqua des réactions d'une extrême vivacité. Dans des articles inspirés ou rédigés par les Membres du Gouvernement on déclara que " la patience de la Hongrie et son désir de ne pas accroître les difficultés..... ne devaient pourtant pas faire croire à personne qu'elle soit disposée d'ajourner aux calendes grecques la solution de problèmes qui ont pour elle un caractère vital ".

Cependant l'orage paraît s'apaiser. Tout récemment le Comte CZAKI a fait de nouveau sur ce sujet des déclarations rassurantes. Il faut voir là, sans aucun doute, l'effet de l'influence italienne; la Hongrie sait bien qu'elle ne peut rien sans l'Italie, à moins de se livrer entièrement à l'Allemagne; et elle ne paraît pas décidée à ce qui serait pour elle un suicide. Or il faut noter que depuis la conférence de Belgrade l'Italie a fortement accentué ses manifestations de sympathie à l'égard de la Roumanie. Le voyage du chef des jeunesses roumaines, M. SIDOROVICI dans la capitale italienne a été l'occasion d'articles enthousiastes aussi bien à Rome qu'à Budapest. Une mission commerciale italienne est actuellement en Roumanie pour augmenter les échanges entre les deux pays.

Ainsi, l'Italie apparaît, au cours de ces derniers mois, comme ayant efficacement travaillé à l'apaisement des querelles entre les nations des Balkans. Tout au plus, peut-on dire qu'elle n'est point satisfaite quand cet apaisement risque de se produire sans son concours, et qu'elle n'a pas paru envisager avec faveur une entente Roumano-Bulgare qui se concluerait sous l'influence de la Turquie. Mais, cette réserve faite, il n'est pas douteux que tous ses efforts tendent au maintien de la paix dans la Péninsule. Faut-il voir là une possibilité de collaboration entre sa politique et la politique des alliés. Peut-être, dans la mesure où elle est hostile à toute poussée russe dans les Balkans. On a parlé d'un rapprochement que l'Allemagne tendrait à opérer entre Rome et Moscou et l'on a noté ces jours derniers une évolution certaine de la presse italienne à l'égard de l'U.R.S.S. Un tel rapprochement ne doit pas être exclu s'il s'agit d'augmenter les échanges économiques entre les deux pays; mais de là à voir l'Italie favoriser l'avance de la Russie dans la direction du Bosphore et de la Méditerranée il y a une distance qui ne nous semble pas pouvoir être franchie. L'opposition à une telle avance est une des constantes de la politique italienne. On peut y voir la raison d'une certaine atténuation de son hostilité à l'égard de la Turquie et même à l'égard de ce traité englo - franco - turc qui lui fut d'abord si évidemment désagréable.

Mais il faut ajouter tout de suite qu'en travaillant à la paix dans les Balkans, l'Italie entend faire sa politique et non la nôtre. Nous sommes en guerre avec l'Allemagne, l'Italie reste et se proclame hautement son alliée. Sa politique balkanique n'a aucune pointe dirigée contre l'Allemagne, elle tient à nous le faire savoir. On n'a pas oublié le retentissant article du Messaggero du 28 janvier, protestant contre la thèse des journaux français qui s'attachent à voir une divergence entre les intérêts de l'Italie et ceux du Reich dans le monde balkanique. Elle veut y maintenir la paix; mais tout son effort a tendu à démontrer au Reich qu'il est le premier intéressé à cette paix qui lui permet de se ravitailler dans ces régions et plus spécialement en Yougoslavie et en Roumanie, des matières premières (cuivre et pétrole) et des denrées d'alimentation dont il a un impérieux besoin, alors que l'extension de la guerre dans les pays balkaniques, sans doute désirée par les Franco-Anglais, ne pourrait que compromettre ou supprimer ces profitables échanges.

C'est un aspect de la question qu'il nous resterait à approfondir si nous voulions nous faire une idée complète de la situation dans les Balkans et de la façon dont elle peut influencer sur la conduite de la guerre.

Nous dirons même que c'est aujourd'hui le problème capital.

Nous avons réuni sur le sujet une documentation importante.

Mais nous abuserions de la patience de la Commission si nous voulions entreprendre de le traiter complètement.

Nous nous bornerons, en matière de conclusion, à quelques indications sommaires.

La Paix dans les Balkans et le Blocus

La guerre telle qu'elle s'est présentée jusqu'à ce jour a été à peu près exclusivement la guerre du blocus.

Or il n'est pas contestable que la paix des Balkans, telle qu'elle est aujourd'hui assurée, conformément aux intentions de l'Italie et avec le consentement de l'Allemagne, permet de creuser de larges brèches dans le barrage économique que les alliés s'ingénient à établir autour de l'Allemagne.

La Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie sont devenues pour celle-ci les fournisseurs principaux soit de quelque matière essentielle dont elle ne peut se passer pour faire la guerre (cuivre ou pétrole), soit de denrées alimentaires dont elle veille, avec un soin jaloux, à ce que la production soit développée et qu'elle lui soit en majeure partie réservée.

En présence de cette situation, les alliés ne sont sans doute pas restés inactifs. Ils se sont efforcés d'entraver la manœuvre allemande, en particulier en se portant acheteurs sur les mêmes marchés des mêmes produits. Ils ont quelquefois réussi, et en Turquie, par exemple, on peut dire que leur réussite a été à peu près complète. Elle est beaucoup plus contestable en Yougoslavie et plus encore en Bulgarie et en Roumanie, nous ne parlons pas de la Hongrie, placée plus directement encore sous l'influence germanique.

Tenons-nous en, à titre d'exemple, à la Roumanie.

On sait comment le Gouvernement roumain a promis, par un accord du 21 Décembre, de livrer 130.000 tonnes de pétrole par mois à l'Allemagne, et comment il a créé un " Commissariat Général des Pétroles " dont on a pu penser, à Paris et à Londres, malgré de vives dénégations, que son principal objet serait de permettre de passer outre aux résistances qui pourraient se produire du côté des compagnies pétrolières constituées avec des capitaux français ou anglais, ou même belges ou américains.

Il est vrai que les livraisons de pétrole roumain à l'Allemagne au cours des derniers mois ont été assez faibles et très inférieures au contingent prévu : 345.000 tonnes environ, au cours des cinq premiers mois de guerre; 69.000 tonnes par mois, en moyenne, contre 120.000 tonnes par mois, en moyenne, pendant les huit premiers mois de 1939; la moyenne qui était de 80.000 tonnes dans les quatre premiers mois de la Guerre est tombée à 31 mille 200 tonnes en Janvier. Mais il faut voir là l'effet des difficultés de transport, ~~et~~ régulièrement aggravées par les rigueurs de la saison, qui rendirent inutilisables la voie du Danube, plus que de la tactique des alliés ou des résistances du gouvernement roumain; ce n'est pas une garantie pour les mois qui viennent.

Si du pétrole on passe à d'autres produits, nous voyons l'Allemagne poursuivre ses desseins avec la méthode et la hardiesse qui lui sont coutumières.

C'est ainsi que la culture du soja, denrée essentielle pour l'approvisionnement de l'Allemagne en oléagineux, a été organisée en Bulgarie et en Roumanie par l'I.G. Farbenindustrie. En Roumanie, où la culture du soja date de 1934, la superficie qui était de 132.000 Ha en 1939, soit une augmentation de 50 % par rapport à 1938, va encore être accrue; la production de l'année dernière a atteint 80.000 tonnes.

Deux autres organisations analogues viennent d'être créées.

La Solagra, pour la culture des plantes oléagineuses autres que le soja (tournesol, solza, courge, séné, ricin, sézane) avec des personnalités roumaines et les présidents des offices allemands du lait, des huiles et des céréales, et la Danagrau, pour le commerce et l'exploitation des produits agricoles à laquelle participe en première ligne le Président de l'Association des Commerçants de Céréales de Hambourg.

On oublie un peu trop facilement chez nous ce traité du 23 Mars 1939, signé peu de jours après l'entrée des nazis à Prague, par lequel l'Allemagne a voulu s'assurer les moyens d'organiser l'économie roumaine en fonction des besoins de l'économie allemande par une collaboration étroite des producteurs des deux nations dans laquelle elle prendrait naturellement la direction. C'est une brillante illustration de la théorie de l'espace vital. La production roumaine doit être considérée comme complémentaire de la production allemande; à cette condition, l'Allemagne mettra toute sa technique en oeuvre pour l'intensifier. Il faudrait relire l'article premier : collaboration agricole (plantations nouvelles, développement des produits déjà cultivés, exploitation méthodique des forêts); collaboration pour la mise en oeuvre du sous-sol (fondation de sociétés mixtes germano-roumaines pour l'extraction des pyrites de cuivre de la Dobrowdja, du chrome du Banat, du manganèse de Transylvanie; transformation de la bauxite; création d'une société mixte pour la prospection du pétrole); collaboration industrielle (livraison de machines et d'installations pour les entreprises minières); collaboration commerciale (développement des moyens de transport, coopération bancaire, création de zones franches au profit du Reich); collaboration militaire (livraison de matériel de guerre pour l'Armée, la Marine et l'Aviation roumaine).

L'application du traité n'a pas été interrompue par la guerre; bien au contraire, elle se poursuit méthodiquement, y compris la livraison du matériel de guerre, les armes tchèques et polonaises, de Skoda et de Ibrogowska, fournissant à l'Allemagne un moyen de paiement d'ailleurs particulièrement apprécié par la Roumanie, dont notre Ambassadeur écrit que sa politique commerciale était dominée " par le désir d'acquérir le plus rapidement possible les armements qui lui manquent".

Mais la Roumanie n'est pas seulement pour l'Allemagne un de ses principaux et de ses plus utiles fournisseurs; en présence des difficultés des transports qui empêchent celle-ci de recevoir des Soviétiques tout ce que lui fait espérer l'étroit accord économique qu'elle vient de conclure avec eux, elle se propose de faire de la Roumanie et aussi de la Bulgarie la grande voie de transit par laquelle lui parviendra, par la Mer Noire, le pétrole russe.

On construit des réservoirs à Constanza et à Varna, des usines de raffinage à Ploesti; la Bulgarie vient de recevoir 300 wagons-citernes pour assurer les transports entre Varna et Roustchouk, et

les chemins de fer bulgares ont reçu une avance de 100 millions de leva pour en acquérir d'autres.

Ainsi se trouve posée devant les alliés, d'une façon de plus en plus aigüe, la question du blocus de la Mer Noire.

Elle a fait à plusieurs reprises déjà l'objet des délibérations de notre Commission.

La solution dépend de la Turquie.

Et sans doute s'est-il produit, au cours des derniers mois, dans les sentiments de la Turquie vis à vis de l' U.R.S.S. une évolution profonde sur laquelle notre Ambassadeur nous a très complètement renseigné. En cas d'agression contre la Roumanie ou d'attaque du côté de l' Ira., la réplique serait immédiate; mais, malgré la fréquence et la cordialité des conversations que tiennent à Ankara les Etats-Majors des trois Nations alliées, et quelque preuve que nous ait donné le gouvernement turc de sa fermeté et de sa loyauté, il ne semble pas qu'il soit disposé à s'engager plus qu'il n'a promis et à s'associer contre la Russie à des initiatives qui seraient autre chose qu'une riposte. Quant aux détroits, nous avons déjà posé à plusieurs reprises, devant la Commission, la question de savoir si pour permettre aux flottes alliées d'assurer le blocus de la Mer Noire, le Gouvernement turc leur en accorderait le passage ? Dans la mesure où nous avons pu nous renseigner, il ne semble pas qu'aujourd'hui encore la réponse soit affirmative.

Enfin nous avons lieu de penser qu'une action des Alliés sur la mer Noire ou même sur le Caucase ne manquerait pas de porter ombrage à l' Italie.

Ce n'est peut-être pas une raison suffisante pour ne pas l'entreprendre. Nous avons dit suffisamment ce qu'il y avait de peu favorable pour les alliés dans la façon dont est assurée aujourd'hui la paix des Balkans.

Notre meilleur atout dans cette région est certainement la maîtrise des détroits.

De ce côté, avec l'appui de la Turquie, seul élément solide dans cet ensemble de neutralités hésitantes et fragiles, sont nos vraies possibilités de défense et d'action.

Mais nous avons dit quel jeu diplomatique complexe se jouait dans cette région.

Il convient d'en examiner tous les aspects avant de prendre une décision.

Il faut aussi mesurer exactement nos moyens militaires.

Mais ceci n'est plus de notre compétence.

Caisse St. S.C.P. II contremarquée C.A.E. Edt.

déposée à Clermont - Ferrand

8 boîtes de clichés des rapports secrets et travaux de la Commission depuis le 1er septembre 1939

3 Livres des procès-verbaux de la Commission depuis le 1/9/39

1 Livre des procès-verbaux de la Commission depuis le 1/2/39

Livres des Travaux de la Commission

Chemises contenant les correspondances de la Commission depuis le 1/9/39, les lettres aux Ministres, etc.....

Chemises contenant :

- I. Rapport BARDOUX sur les négociations anglo-franco-russes
 - II. Rapport BARDOUX " " " " " "
 - III. Rapport BERTHOD sur la situation dans les Balkans
 - IV. Rapport BUISSON sur les Relations franco-américaines et la Loi de neutralité
 - V. Rapport MIREAUX sur la Guerre économique, le Blocus et la Loi de neutralité
 - VI. 2^{ème} rapport MIREAUX sur le Blocus, la Guerre économique
 - VII. Rapport BOIVIN-CHAMPEAUX sur les Etats-Unis et la Paix
 - VIII. Rapport Boivin- Champeaux sur l' opinion anglaise
 - IX. Rapport Marcel Plaisant sur le Traité anglo-franco-turc
 - X. Rapport Marcel Plaisant sur les traités franco-polonais
 - XI. Rapport BUISSON sur les Etats-Unis d' Amérique et la guerre
-